

BILAN STATISTIQUE DES NOUVEAUX PRETS A 0% EMIS EN 2008¹

SYNTHESE

Analyse des Nouveaux Prêts à 0% émis en 2008

Au 31 mars 2009, 211 478 Nouveaux Prêts à 0% (NPTZ) ont été déclarés émis en France métropolitaine en 2008 pour un montant prêté global de 3 259.9 M€ soit une baisse de 13.4% en effectif par rapport à l'année précédente. Cette baisse concerne à la fois les marchés de l'ancien et du neuf avec respectivement -11.9% et -16.5%. Le montant moyen d'opération en 2008 par rapport à l'année précédente est en très légère baisse (-0.3%), notamment au deuxième semestre 2008 (-2.2% au 3^e trimestre 2008 et -4.1% au 4^e trimestre 2008 par rapport à la même période de l'année dernière), après plusieurs années d'augmentation continue. Les taux nominaux des prêts principaux, quel que soit le type du prêt, sont à la hausse par rapport à l'année 2007. En effet, en 2008, le taux moyen du prêt principal² est compris dans une fourchette de 4.84% pour les Prêts libres à 5.01% pour les PAS (contre une fourchette de 4.21% à 4.33% en 2007). Par ailleurs, alors que le montant moyen prêté est identique entre 2007 et 2008 autour de 15 400 €, le coût moyen d'opération diminue très légèrement de 400 € et s'élève à 146 500 €, ce qui conduit à une quotité moyenne de financement³ de 10.5%, soit la même qu'en 2007 (10.9% en 2006 et 11.8% en 2005).

Au regard du **type d'acquisition financée** avec un NPTZ, le secteur de l'ancien qu'il soit sans ou avec travaux représente plus des deux tiers des opérations et continue à gagner du terrain avec 1.1 point de plus par rapport à 2007, pour atteindre désormais 69.3% (49.0% sans travaux et 20.3% avec). Le neuf continue sa baisse pour atteindre désormais 30.7% de l'ensemble (31.8%

¹ Le bilan statistique étant rédigé à partir de la base de données actualisée en 2009, les résultats affichés pour les années précédentes peuvent différer de ceux qui ont été publiés en 2008 dans le cadre du Bilan statistique des NPTZ émis en 2007.

² Le taux moyen étudié ici concerne les prêts à taux fixes d'une durée de 20 ans.

³ Elle exprime le rapport entre le montant du NPTZ et le coût de l'opération financée par ce prêt.

en 2007, 34.2% en 2006 et 37.2% en 2005). La quotité moyenne de financement est toujours supérieure dans le neuf à ce qu'elle est dans l'ancien (11.8% contre 9.9%). S'agissant du type de logement, l'individuel représente toujours la majorité des opérations avec 0.5 point de plus par rapport à l'année précédente (67.4% des opérations contre 66.9% en 2007).

S'agissant de la **répartition géographique par type de commune** selon la nomenclature spatiale définie par l'INSEE déclinant le territoire métropolitain en 4 catégories selon le caractère plus ou moins urbain des communes, les NPTZ sont majoritairement concentrés dans les zones les plus urbaines (53.5% en pôle urbain, 18.8% dans la couronne périurbaine) plutôt que dans les zones les plus rurales (6.3% dans les communes multi-polarisées et 21.3% en espace rural).

Concernant la répartition en trois **zones géographiques**, la zone C concentre 48.6% des prêts suivie de la zone B avec une part de 34.6%, puis de la zone A avec 16.9% des opérations financées, soit quasiment la même répartition que l'année précédente. Le coût moyen de l'opération s'élève à 185 700 € dans la zone A pour 141 300 € en zone B et 136 600 € en zone C.

Par ailleurs, le nombre d'opérations dans les **zones à réglementation particulière** continue à augmenter de façon significative : alors qu'en 2004 seulement 101 PTZ concouraient au financement des acquisitions dans les Zones Franches Urbaines et Zones Urbaines Sensibles, leur nombre s'est accru à 465 en 2005 (dont 352 en ZFU), à 861 en 2006 (dont 691 en ZFU), 1573 en 2007 (dont 1173 en ZFU), et 2791 en 2008 (dont 1952 en ZFU). En ce qui concerne les prêts majorés grâce à l'intervention d'une collectivité locale (cf. infra, majoration ENL), on observe une surreprésentation des ZUS/ZFU avec 39.3% de l'effectif des prêts majorés alors que la moyenne nationale des ZUS/ZFU dans le neuf n'est que de 2.1%.

Le présent bilan est également l'occasion de donner un aperçu des principales caractéristiques des 1942 **NPTZ majorés**, déclarés en Métropole en 2008, au titre de loi portant Engagement National pour le Logement (ENL). Il s'agit principalement des ménages modestes, majoritairement concentrés dans la première tranche du barème (cf. pages 43 et suivantes pour plus de détail).

Concernant les **caractéristiques des ménages bénéficiaires** du NPTZ, les emprunteurs sont, dans 55.6% des cas, âgés de 25 à 35 ans. Ils vivent le plus souvent en couple (57.8%), qu'ils soient mariés ou non. 75.9% des emprunteurs étaient locataires du parc privé avant l'accession à la propriété avec un NPTZ. La majorité des ménages accédants sont composés d'au plus 2 personnes (57.2%). En 2008, la part des familles (ménage avec plus de deux personnes) se

stabilise par rapport à 2007 avec 42.8% des opérations) après avoir perdu 1.4 point en 2007 et 3.2 points en 2006. En revanche, la part des ménages composés d'une personne au plus, après avoir gagné un point en 2007 et 1.2 point en 2006, elle diminue légèrement en 2008 (-0.3 point). Toutefois le nombre moyen des personnes composant le ménage a peu évolué par rapport 2007 et demeure à 2.5 en moyenne et 2 en médiane. De façon générale, on constate depuis 2005 que seule la proportion des ménages composés de deux personnes augmente. Enfin, les emprunteurs sont pour la majorité d'entre eux employés ou ouvriers (59.9% au total) ; en ajoutant les professions intermédiaires, ces 3 CSP cumulent 81.2% des NPTZ émis en 2008.

Si on s'intéresse au niveau de vie des emprunteurs en tenant compte de la taille du ménage (i. e. revenu de l'année N **par unité de consommation**), il apparaît que les bénéficiaires de NPTZ ont un revenu disponible par unité de consommation qui accuse un recul en 2008 par rapport à 2007, et ce notamment pour les ménages dont le revenu par unité est inférieur ou égal à 1.5 SMIC, lequel a baissé de 1.2 point par rapport à l'année dernière, pour retrouver son niveau de 2006.

S'agissant des revenus renseignés de l'année N, sans tenir compte de la taille du ménage, 38.2% des ménages ont des revenus inférieurs à 2 SMIC.

La hiérarchie des **parts de marché** du NPTZ par établissement de crédit a évolué par rapport à l'année dernière, le groupe Caisses d'Epargne/Crédit Foncier est désormais en tête avec 28.3% de la production, suivi du Crédit Agricole (dont LCL) avec 23.6%, puis du groupe Crédit Mutuel/CIC avec une part de marché s'élevant à 20.1%, en diminution de 4.7 points par rapport à 2007. Le groupe Banques Populaires arrive en 4^{ème} position avec 8.2%, alors que le Crédit Immobilier de France n'occupe que la 5^{ème} position avec 7.4% de part de marché devant la Société Générale avec seulement 5.4% (soit -1.2 point par rapport à 2007). Enfin la part du groupe BNP Paribas (dont BNP Paribas Personal Finance) s'élève à 5.4%.

La nature du **prêt principal** accompagnant les opérations financées avec un NPTZ est un prêt libre dans les deux tiers des cas (66.7% contre 66.2% en 2007, 64.6% en 2006 et 61.8% en 2005). Les NPTZ accompagnés d'un autre prêt éligible⁴ au marché hypothécaire (MH) qui occupent la deuxième position avec une part de 17.3% (soit, un recul de 1.4 point au profit des PAS). La part des prêts NPTZ accompagnés d'un PAS en 2008 s'élève à 10.1% (contre 9.6% en 2007, 12.0% en 2006 et 14.4% en 2005), alors que les prêts conventionnés (hors PAS) ne représentent que 4.8%. La proportion des prêts NPTZ avec un PEL progresse de 0.6 point en un

⁴ désigne tout prêt hypothécaire autre qu'un prêt conventionné.

an pour atteindre 0.9%. *A noter qu'en 2008, la revalorisation des plafonds PAS, applicable à compter du premier novembre 2008, a profité à 981 primo-accédants parmi les 3603 bénéficiaires d'un NPTZ accompagné d'un PAS⁵ (entre novembre et décembre 2008).*

La durée moyenne du prêt principal se stabilise en 2008 autour de 23.3 ans, contre 23.4 ans en 2007, 22.4 ans en 2006, et 20.9 ans en 2005.

Le montant moyen du prêt principal⁶ associé à un prêt à 0% atteint en 2008, 99 750 €(soit une baisse de 2.6% par rapport à 2008) et sa quotité s'établit à 68.2% du coût de l'opération. S'agissant du taux d'apport personnel moyen, il représente 14.6% du plan de financement. Enfin, la quotité moyenne des montants de l'ensemble des prêts complémentaires qui accompagnent un NPTZ associé au prêt principal s'élève à 6.7%, étant rappelée que la quotité du NPTZ est de 10.5%.

Note bene : afin de raisonner sur une base calendaire, les données de l'année 2005 cumulent l'ensemble des prêts à 0% (ancien et nouveau dispositifs confondus).

⁵ *Les déclarations contenant un PAS accompagné d'un prêt non réglementé ne sont pas prises en compte.*

⁶ *Les déclarations cumulant des prêts non réglementés ne sont pas prises en compte*

BILAN STATISTIQUE DES NOUVEAUX PRETS A 0% EMIS EN 2008

1	ÉMISSIONS DE PTZ EN METROPOLE.....	7
1.1	Caractéristiques des logements.....	10
	Caractéristiques globales.....	10
	Caractéristiques par zones géographiques.....	15
	Caractéristiques par type de commune.....	16
1.2	Caractéristiques des ménages bénéficiaires.....	19
	Caractéristiques sociodémographiques	21
	Typologie des ménages	22
	Tranches du barème, revenu de l'année de référence	24
	Évolution du revenu mensuel des ménages entre l'année de référence et l'année N.....	25
1.3	Parts de marché des établissements et plans de financement	32
	Plans de financement.....	34
	Allongement de la durée des prêts et lissage.....	37
1.4	Répartition géographique des émissions de NPTZ	42
	Comparaison des émissions Ile-de-France / Province.....	43
	Comparaison des émissions PTZ / NPTZ	44
1.5	Prêts A Taux 0% Majorés	46
2	ÉMISSION DE NOUVEAUX PTZ DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER	50
2.1	Caractéristiques des logements.....	51
2.2	Caractéristiques des ménages bénéficiaires.....	53
2.3	dispositif spécifique aux DOM	53

2.4	Comparaison entre les emprunteurs dans les DOM et en métropole.....	54
3	ANNEXES.....	56

1 ÉMISSIONS DE NPTZ EN METROPOLE

L'année 2008, est caractérisée par une baisse très sensible du nombre de transactions dans le marché immobilier. Les raisons de cette chute sont nombreuses. Alors que les volumes de transaction (ainsi que les prix de l'immobilier) n'avaient pas cessé d'augmenter depuis une dizaine d'années, encouragés par des niveaux de taux d'intérêt très attractifs, la raréfaction du crédit et le manque de liquidités⁷ ont engendré une difficulté d'accès au crédit. Entamé en 2007, le ralentissement s'est accentué en 2008, avec les impacts de la crise de la subprime aux Etats Unis auxquels s'est ajouté sans doute un certain attentisme de la part des emprunteurs qui attendent une baisse des valeurs immobilières avant de contracter un achat.

Les ventes et les mises en vente ont ainsi sévèrement chuté en 2008. Il n'y a eu que 79 400 ventes de logements neufs (dont seulement 31 300 au 2^{ème} semestre contre 48 100 au 1^{er} semestre), soit une baisse de 37.6% par rapport à 2007 (après une progression de +0.6% en 2007, +3.9% en 2006 et +8.3% en 2005). Les mises en vente ont été d'environ 93 100 (dont seulement 36 626 au 2^{ème} semestre contre 56 436 au 1^{er} semestre), soit 37.0% de moins qu'en 2007. En 2008, les mises en vente sur le marché d'appartements et de maisons⁸ ont baissé respectivement de 59.6 % et de 44.2% par rapport à l'année 2007.

Au niveau de la construction, 456 000 logements ont été autorisés en 2008, soit 16.7% de moins qu'en 2007. Ce chiffre se situe à un niveau proche de celui constaté fin 2004. La baisse est plus marquée pour les logements collectifs avec (-20.0%) que pour les logements individuels (-15.7%). les mises en chantier elles atteignent 369 000 logements, soit une baisse de 15.7% par rapport aux chiffres constatés l'année précédente.⁹

l'évolution des prix dans l'ancien marque un recul de 3.1% par rapport à l'année dernière, après dix années de croissance ininterrompue. Le mouvement de baisse des prix concerne autant le marché des appartements que celui des maisons, en baisse respectivement de 1.2% et de 4.9% en

⁷ les taux spreads⁷ sont anormalement en hausse ce qui s'est traduit par une augmentation générale des taux d'intérêt des prêts immobiliers

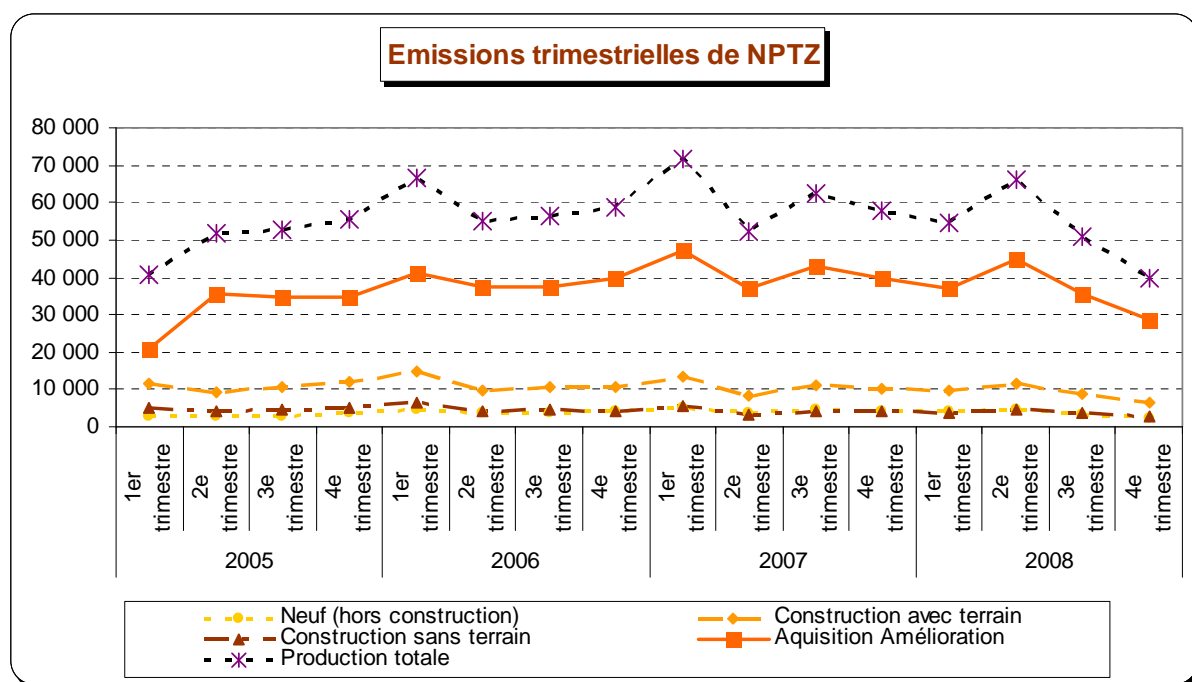
⁸ Source : Chiffres & statistiques n°12 – Janvier 2009, Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.

⁹ Source : Chiffres & statistiques n°1 – Janvier 2009, Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.

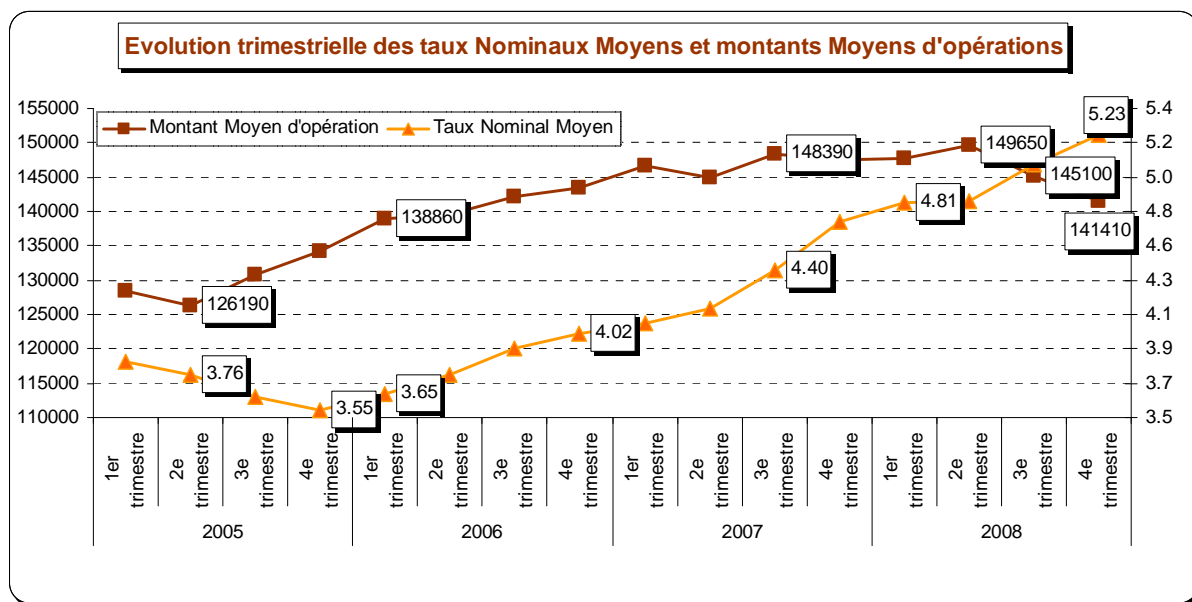
un an. Les prix moyens dans l'ancien ont baissé, selon l'indice FNAIM, de 2.5% (contre une augmentation de 3.8% en 2007, 7.1% en 2006, 10.4% en 2005 et 15.4% en 2004¹⁰).

La production de prêts à taux zéro a reflété l'évolution du marché, notamment en fin d'année, avec un très fort ralentissement au quatrième trimestre.

Après les très bonnes années de 2005 à 2007, bénéficiant de l'effet positif de l'ouverture à l'ancien sans travaux (depuis février 2005), le dispositif de prêts à 0% a connu un sérieux fléchissement en 2008. En effet, le nombre de nouveaux prêts à 0% émis en 2008 s'élève à 211 478 en France métropolitaine pour un montant prêté global de 3.3 milliards d'euros et un coût total d'opérations financées d'environ 31 milliards d'euros, soit une baisse en effectif de 13.4%, par rapport à l'année dernière. Ce résultat reste toutefois au-dessus des chiffres enregistrés en 2005.



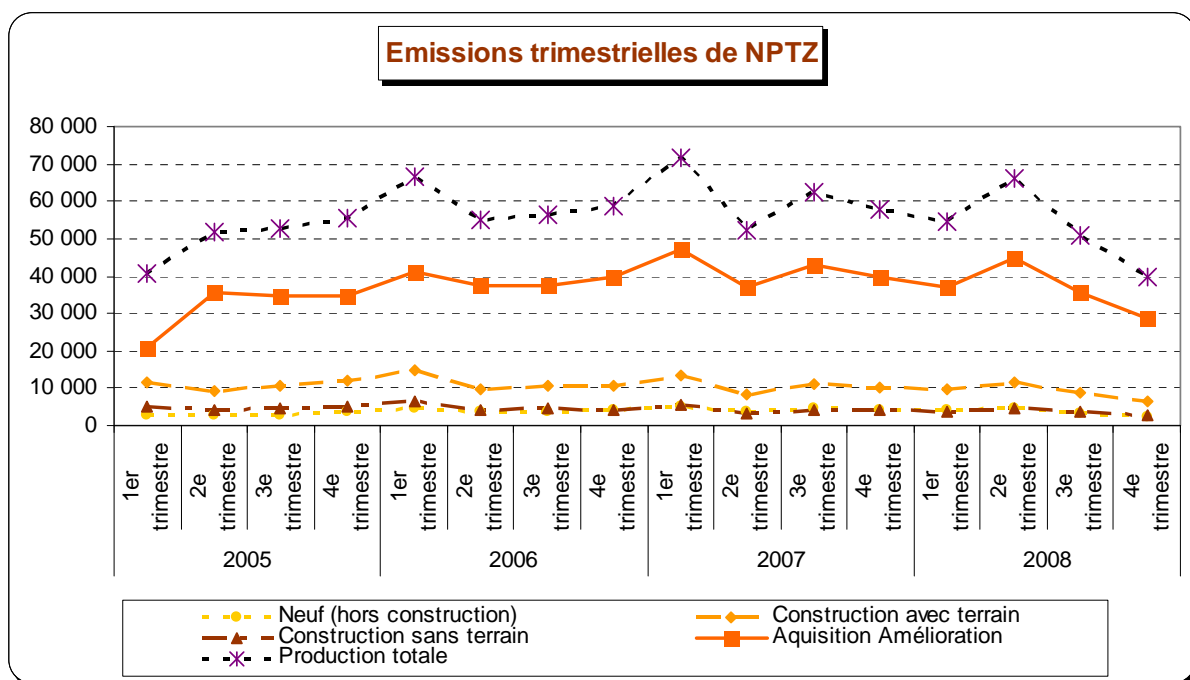
¹⁰ FNAIM - L'observatoire des marchés de l'ancien – Lettre de conjoncture N°55.



Après un premier semestre 2008 qui a poursuivi la tendance à la hausse continue des montants d'opérations constatée depuis des années pour atteindre 149 650 € en moyenne, cette tendance s'est inversée au troisième trimestre 2008 et au quatrième trimestre 2008 pour descendre à 141 410 €. Les taux nominaux des prêts principaux ont toutefois continué à augmenter au courant de l'année 2008 pour atteindre au dernier trimestre la moyenne¹¹ de 5.23%.

Le montant moyen de l'opération financée est en très légère baisse de 0.3% par rapport à l'année précédente contre des augmentations de 4.3% en 2007 et 8.3% en 2006 et atteint 146 500 € alors que le montant moyen du PTZ reste stable à 15 400 €. La quotité du PTZ se stabilise autour de 10.5%.

¹¹ Taux nominal moyen quelque soit le type et la durée du prêt principal



La baisse de la production de NPTZ constatée en 2008 affecte davantage le neuf (-16.5%) que l'ancien (-11.9%). A noter que le nombre de NPTZ émis au deuxième trimestre 2008, anormalement plus élevé par rapport à la production des années précédentes à la même période, est dû au changement de l'année de revenu de référence pour l'éligibilité au NPTZ, qui intervient désormais le 1er juin au lieu du 1er avril l'année précédente.

La part du neuf continue de diminuer en 2008 pour atteindre 30.7% (contre 31.8% en 2007, 34.2% en 2006 et 37.2% en 2005). Ceci profite à l'acquisition amélioration avec 20.3%, soit une augmentation de 1.9 point par rapport à 2007, l'acquisition seule restant en tête avec 49.0% de l'ensemble des opérations.

1.1 CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS

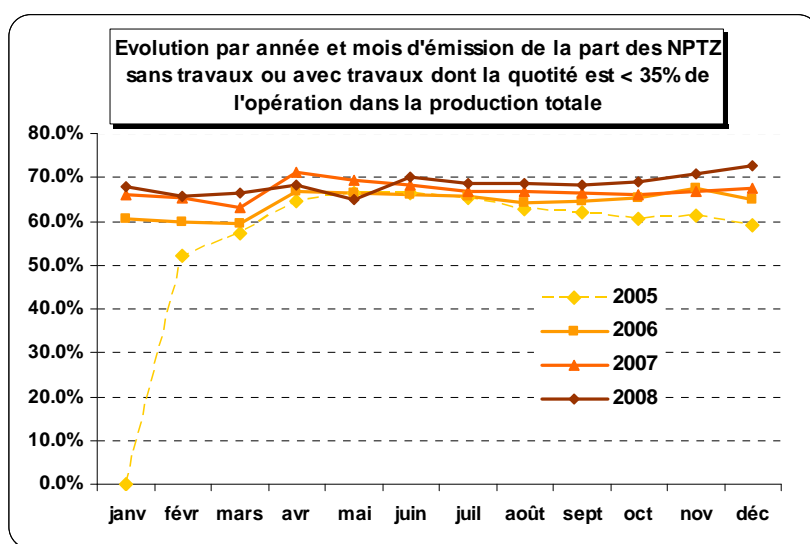
CARACTERISTIQUES GLOBALES

L'année 2005 a été l'année de lancement du nouveau dispositif de prêt à taux zéro, ce qui implique des délais de diffusion ainsi que des délais d'adaptation des chaînes de production de prêts au sein des établissements distributeurs ; de plus, le nouveau dispositif est entré en vigueur seulement à partir du mois de février. Ces deux facteurs font de l'année 2005 une année atypique, le nouveau dispositif ayant atteint son rythme de croisière seulement en 2006

expliquant ainsi en partie la forte augmentation de la production entre les deux années. En 2007 la production, en ligne avec la croissance du marché immobilier s'est inscrite également à la hausse par rapport à 2006. En revanche l'année 2008 a connu un retournement de situation se caractérisant par une baisse du nombre de NPTZ émis de 13.4 %.

Cette baisse se retrouve dans l'acquisition seule (-14.7% contre +6.0% en 2007) et dans l'acquisition avec montant de travaux ne dépassant pas 35% du montant de l'opération (-2.5% contre une augmentation de +8.0% en 2007). L'acquisition avec un montant de travaux supérieur à 35% du montant de l'opération est marquée par une forte baisse (-25.8% en 2008 contre -9.4% en 2007). Enfin dans le neuf on constate une baisse de 16.5% contre seulement de 3.8% en 2007.

Le graphique suivant trace par mois d'émission la part des prêts qui n'aurait pas été éligibles à l'ancien dispositif, c'est-à-dire les acquisitions seules et les acquisitions avec travaux dont le montant ne dépasse pas 35% de l'opération, dans la production totale mensuelle :



Ce graphique permet de constater qu'en 2008 la part du nouveau dispositif dans la production totale reste au dessus de celles constatées de 2005 à 2007 (à l'exception des mois d'avril et mai), et ceci malgré la baisse globale de la production en 2008.

En moyenne sur toute l'année 2008, 67.9% des prêts à 0% ont pu être attribués grâce au nouveau dispositif (contre 66.6% en 2007, 64.0% en 2006 et 60.1% en 2005).

Evolution des types d'opérations financées avec un NPTZ

	2005		2006		2007		2008		05/06	06/07	07/08
Individuel Neuf	66 754	33.3%	70 220	29.7%	65 888	27.0%	55 023	26.0%	5.2%	-6.2%	-16.5%
Collectif Neuf	7 846	3.9%	10 608	4.5%	11 844	4.9%	9 887	4.7%	35.2%	11.7%	-16.5%
Individuel Acquisition amélioration	28 243	14.1%	31 406	13.3%	33 923	13.9%	31 822	15.0%	11.2%	8.0%	-6.2%
Collectif Acquisition amélioration	7 622	3.8%	9 702	4.1%	11 010	4.5%	11 063	5.2%	27.3%	13.5%	0.5%
Individuel Acquisition seule	49 625	24.8%	60 298	25.5%	63 618	26.1%	55 610	26.3%	21.5%	5.5%	-12.6%
Collectif Acquisition seule	40 336	20.1%	54 353	23.0%	57 879	23.7%	48 073	22.7%	34.8%	6.5%	-16.9%
Neuf	74 600	37.2%	80 828	34.2%	77 732	31.8%	64 910	30.7%	8.3%	-3.8%	-16.5%
Acquisition amélioration, donc :	35 865	17.9%	41 108	17.4%	44 933	18.4%	42 885	20.3%	14.6%	9.3%	-4.6%
- quotité travaux < 35%	30 448	15.2%	36 779	15.5%	41 011	16.8%	39 976	18.9%	11.5%	8.0%	-2.5%
- quotité travaux >= 35%	5 417	2.7%	4 329	1.8%	3 922	1.6%	2 909	1.4%	-20.1%	-9.4%	-25.8%
Acquisition seule	89 961	44.9%	114 651	48.5%	121 497	49.8%	103 683	49.0%	27.4%	6.0%	-14.7%
Individuel	144 622	72.2%	161 924	68.4%	163 429	66.9%	142 455	67.4%	12.0%	0.9%	-12.8%
Collectif	55 804	27.8%	74 663	31.6%	80 733	33.1%	69 023	32.6%	33.8%	8.1%	-14.5%
Ensemble	200 426	100%	236 587	100%	244 162	100%	211 478	100%	18.0%	3.2%	-13.4%

Par ailleurs, la baisse globale par rapport à 2007 affecte relativement plus les opérations dans le collectif (-14.5%) que dans l'individuel (-12.8%), à l'exception de l'acquisition avec amélioration dans le collectif, seul type d'opération en légère hausse (+0.5%).

La part des maisons remonte de 0.5 point en 2008, et prévaut toujours sur les appartements (67.4% contre 66.9% en 2007, 68.4% en 2006 et 72.2% en 2005). L'individuel neuf poursuit sa baisse avec seulement 26.0% de l'ensemble des opérations (-1 point par rapport à 2007), de même le collectif dans l'acquisition seule perd 1 point (22.7% contre 23.7% en 2007). Ces baisses profitent essentiellement à l'individuel dans l'acquisition amélioration (+1.1 point) et au collectif dans l'acquisition amélioration (+0.7 point) qui représentent respectivement 15.0% et 5.2%. La part de l'individuel dans l'acquisition seule se stabilise à 26.3% (contre 26.1% en 2007, 25.5% en 2006 et 14.8% en 2005).

La surface habitable moyenne se stabilise en 2008 à 87.0 m², après plusieurs années de baisse continue. Cette stabilité est notamment observée dans l'individuel neuf. Par ailleurs, on constate une diminution de la surface dans le collectif (-0.5 m² pour l'acquisition seule, -1 m² dans le neuf et -3.3 m² pour l'acquisition avec amélioration) ainsi que dans l'individuel acquisition amélioration (-0.6 m²). Une augmentation de 1.4 m² est observée dans l'individuel acquisition seule.

Evolution de la surface moyenne et du nombre de pièces des logements financés avec un NPTZ

	2005	2006	2007	2008
Individuel Neuf	109.7 m ² 4.6	109.7 m ² 4.5	108.7 m ² 4.5	108.8 m ² 4.5
Collectif Neuf	62.7 m ² 2.8	61.3 m ² 2.8	60.8 m ² 2.7	59.8 m ² 2.7
Individuel Acquisition amélioration	99.8 m ² 4.1	97.4 m ² 4.1	95.9 m ² 4	95.3 m ² 4.1
Collectif Acquisition amélioration	70.7 m ² 3.2	67.4 m ² 3	66.5 m ² 3	63.2 m ² 2.9
Individuel Acquisition seule	96.4 m ² 4.1	94.0 m ² 4	92.4 m ² 4	93.8 m ² 4.1
Collectif Acquisition seule	63.5 m ² 3.0	60.8 m ² 2.8	60.4 m ² 2.8	59.9 m ² 2.8
Ensemble	92.4 m ² 3.9	88.9 m ² 3.8	87.0 m ² 3.7	87.0 m ² 3.8

Le nombre moyen de pièces en 2008 reste stable avec 3.8 pièces contre 3.7 pièces en 2007. Pour le collectif le nombre est inférieur à 3 pièces, tandis qu'il dépasse 4 pièces pour l'individuel.

Les pièces des habitations neuves sont les plus spacieuses avec 24.1 m² alors que celles des autres habitations (anciennes acquisition avec ou sans amélioration) sont de 22.4 m² en moyenne. En 2008, la surface moyenne du neuf est restée relativement stable par rapport à 2007. Par ailleurs, l'individuel offre des logements plus spacieux et avec un plus grand nombre de pièces que le collectif, ce quelque soit le type d'acquisition.

Coût moyen de l'opération par m²

	2005	2006	2007	2008
Neuf	1 455 €	1 595 €	1 712 €	1 726 €
Acquisition amélioration	1 328 €	1 505 €	1 618 €	1 662 €
Acquisition seule	1 810 €	2 089 €	2 231 €	2 217 €
Ensemble	1 592 €	1 819 €	1 953 €	1 954 €

Le coût moyen par m² de surface habitable demeure sensiblement plus élevé dans l'acquisition seule (2 217 € contre 1 662 € pour les opérations dans l'ancien avec travaux et 1 726 € dans le neuf) en raison d'une concentration plus forte de ce type d'opérations dans les zones où le prix immobilier est le plus élevé : en effet, 77.6 % des opérations de la zone A sont effectuées dans l'ancien sans travaux, 57.4% pour la zone B et seulement 33.2% pour la zone C. Cet indicateur se stabilise en 2008 avec un coût moyen de 1 954 € par m² (contre 1 953 € en 2007) après une hausse successive de +7.4% en 2007 et +14.3% en 2006 sous l'effet cumulé de la hausse générale des prix immobiliers, du retour des prêts à 0% dans les zones à plus forte composante urbaine (plus chères) et enfin de la diminution de la surface habitable (à corrélérer avec des modifications quant à la taille des ménages). On constate néanmoins une hausse dans le neuf de +0.9% en un an (contre +7.3% en 2007 et +9.6% en 2006). L'acquisition amélioration continue également d'augmenter avec +2.7% en un an (contre +7.5% en 2007 et +13.3% en 2006), alors

que dans l'acquisition seule on enregistre une baisse de -0.6% par rapport à 2007 (contre +6.8% en 2007 et +15.5% en 2006).

S'agissant du coût moyen d'opération, en 2008, on constate une très légère baisse de 0.3% pour atteindre 146 500 €, contre des augmentations de 4.3% en 2007 et 8.3% en 2006. Le montant moyen du NPTZ reste stable à 15 400 € en 2008 (100 euros de plus qu'en 2005). Aussi la quotité se stabilise t-elle autour de 10.5% en 2008, soit 0.4 point de moins qu'en 2006 et 1.3 point de moins qu'en 2005.

Coût moyen d'opération et montant moyen du NPTZ par type d'opération

	2005			2006			2007			2008		
	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ
Individuel Neuf	138 300	13.2%	18 300	147 000	12.5%	18 400	153 100	12.1%	18 500	153 300	12.1%	18 600
Collectif Neuf	151 900	10.5%	15 900	163 500	9.8%	16 000	169 100	9.8%	16 600	167 800	10.4%	17 400
Individuel Acquisition amélioration	110 900	12.0%	13 300	119 600	11.1%	13 300	125 400	10.7%	13 400	126 000	10.6%	13 400
Collectif Acquisition amélioration	107 700	11.7%	12 600	118 700	11.0%	13 000	126 300	10.5%	13 200	126 800	10.4%	13 200
Individuel Acquisition seule	135 000	10.3%	13 900	146 600	9.6%	14 100	151 900	9.3%	14 100	152 400	9.3%	14 200
Collectif Acquisition seule	123 800	11.1%	13 700	138 500	10.3%	14 300	146 400	10.0%	14 600	145 500	10.0%	14 600
Ensemble	130 100	11.8%	15 300	140 900	10.9%	15 400	146 900	10.5%	15 400	146 500	10.5%	15 400

Le montant moyen d'opération reste supérieur dans le neuf (155 500 € en 2007 et 2008), particulièrement pour les logements collectifs. L'écart avec l'ancien est en hausse de 3.2% par rapport à l'année dernière et s'élève à 13 000 € en 2008 (contre 12 600 € en 2007 et 2006 et 15 400 € en 2005) avec une forte disparité entre l'acquisition seule (notamment dans l'individuel dont le montant moyen d'opération est du même ordre que l'individuel neuf) et l'acquisition avec travaux, moins chère.

Si on considère les montants de l'opération et du prêt à 0% en fonction du revenu mensuel de l'année N, le coût représente 61.4 mois et le NPTZ 6.5 mois pour l'ensemble des données exploitables (soit les mêmes poids que l'année dernière, contre respectivement 59.8 et 6.5 mois en 2006 et 57,8 et 6.8 mois en 2005). La différence des coûts est très marquée entre le neuf et l'ancien puisqu'ils y sont respectivement de 64.7 et 60.0 mois respectivement (contre 63.4 et 60.5 mois en 2007, 61.3 et 59.1 mois en 2006 et 59.2 et 56.9 mois en 2005) alors que pour le NPTZ, on constate une différence plus faible avec respectivement 7.7 et 5.9 mois (contre 7.4 et 5.9 mois en 2007, 7.4 et 6.0 mois en 2006 et 7.6 et 6.2 mois en 2005).

Le plafonnement réglementaire est responsable des niveaux où se stabilise le montant moyen de NPTZ qui de ce fait varie seulement en fonction du type d'opération neuf ou ancien, compte tenu de la stabilité du nombre moyen de personnes composant le ménage entre 2007 et 2008.

La quotité du NPTZ est plus importante dans le neuf sous le nouveau dispositif. Elle reste relativement stable par rapport à l'année dernière que ce soit dans le neuf ou dans l'ancien, soit 11.9% dans le neuf (contre 11.7% en 2007) et 9.9%, dans l'ancien (contre 9.8% en 2007).

CARACTERISTIQUES PAR ZONES GEOGRAPHIQUES¹²

Le découpage en zones géographiques, au sens du zonage Robien, comprend trois zones :

1. Zone A : agglomération parisienne, Genevois français et une partie de la Côte d'Azur,
2. Zone B : agglomérations de plus de 50 000 habitants, les communes chères situées aux franges de l'agglomération parisienne, les communes des DOM ainsi que dans les zones littorales et frontalières,
3. Zone C : les autres communes.

Caractéristiques des opérations par zone géographique

	2008		
	Effectifs	Montant moyen opération	Montant moyen NPTZ
Zone A	35 667	185 700 €	19 400 €
Zone B	73 101	141 300 €	13 800 €
Zone C	102 710	136 600 €	15 100 €
Ensemble	211 478	146 500 €	15 400 €

Au regard de la répartition en trois zones géographiques, la zone C, favorisée par le prix plus faible du foncier, propice aux constructions neuves, concentre 48.6% (contre 48.4% en 2007) des prêts suivie de la zone B avec une part de 34.6% (contre 34.4% en 2007). La part de la zone A reste la moins importante avec néanmoins 16.9 % des opérations financées (contre 17.0% en 2007). Au niveau des prix, le poids prédominant de la zone C, qui est la moins urbaine des trois zones et où le prix moyen d'acquisition est le plus bas, tire l'ensemble à la baisse. En effet, le coût de l'opération s'élève à 185 700 € dans la zone A contre seulement 136 600 € dans la zone C et 141 700 € en zone B, pour un coût moyen d'opération toutes zones confondues de 146 500 €. Le coût moyen d'opération augmente de 0.3% en zone A alors qu'il baisse de 0.5% en zone B et de 0.4% en zone C.

¹² Au sens zonage Robien 2008

Le coût d'opération ramené en mois de revenus¹³ de l'année N est caractérisé par une différence très sensible d'une zone Robien à l'autre avec respectivement 68.0, 61.8 et 58.1 mois pour les zones A, B et C (contre 67.7, 62.2 et 57.8 mois en 2007, 66.1, 60.9 et 56.5 mois en 2006 et 65.6, 59.0 et 54.8 mois en 2005).

S'agissant du montant moyen du NPTZ, il reste plus élevé en zone A avec 19 400 €(+26.0% par rapport au montant moyen toutes zones confondues). En zone C, le montant moyen du NPTZ s'élève à 15 100 €et dépasse celui de la zone B avec 13 800 € Ceci peut être expliqué par la part du neuf nettement plus importante en zone C avec 44.3% des opérations contre seulement 20.6% en zone B.

Le montant du NPTZ en fonction de mois de revenus de l'année N varie selon les zone entre 6.0 mois pour la zone B et 7.1 mois pour la zone A.

CARACTERISTIQUES PAR TYPE DE COMMUNE

Pour étudier la localisation des opérations financées par un NPTZ, est utilisée la notion de zonage en aires urbaines élaborée par l'INSEE. Cette nomenclature spatiale décline le territoire métropolitain en 4 catégories : les pôles urbains, les couronnes périurbaines, les communes multi polarisées et les espaces à dominante rurale.

Une aire urbaine est constituée :

- d'un **pôle urbain** représentant une unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus, et assurant une continuité du bâti.
- d'une **couronne périurbaine** regroupant l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.

Par ailleurs, les communes attirées par plusieurs aires urbaines, sans être sous l'influence majeure d'aucune d'entre elles, sont considérées comme périurbaines. Ce sont les **communes dites multipolarisées** que l'INSEE définit comme communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines.

¹³ On prend en compte uniquement les données exploitables.

L'espace à dominante rurale est l'ensemble des communes rurales ou unités urbaines n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine.

Dans le cadre du bilan relatif à la production des nouveaux prêts à 0% en 2005, il a été noté que le phénomène de glissement progressif des opérations financées avec un NPTZ des zones les plus urbaines vers les zones à dominante rurale observé sous l'ancien dispositif s'est inversé en 2005. Ce renversement se confirme entre 2006 et 2008. En effet, le pôle urbain représente désormais 53.5% des opérations (+0.2 point par rapport à 2007, après +1.6 point en 2007 par rapport 2006 et +3.4 points en 2006 par rapport à 2005). Cette hausse se fait au détriment des communes périurbaines et des communes multipolarisées.

Évolution des émissions de NPTZ par type de commune

	2005		2006		2007		2008		05/06	06/07	07/08
Pôle urbain	96 729	48.3%	122 291	51.7%	130 033	53.3%	113 062	53.5%	26.4%	6.3%	-13.1%
Couronne périurbaine	42 406	21.2%	46 709	19.7%	46 054	18.9%	39 856	18.8%	10.1%	-1.4%	-13.5%
Commune multipolarisée	14 438	7.2%	16 161	6.8%	15 998	6.6%	13 424	6.3%	11.9%	-1.0%	-16.1%
Espace rural	46 853	23.4%	51 426	21.7%	52 077	21.3%	45 136	21.3%	9.8%	1.3%	-13.3%
Ensemble	200 426	100%	236 587	100%	244 162	100%	211 478	100%	18.0%	3.2%	-13.4%

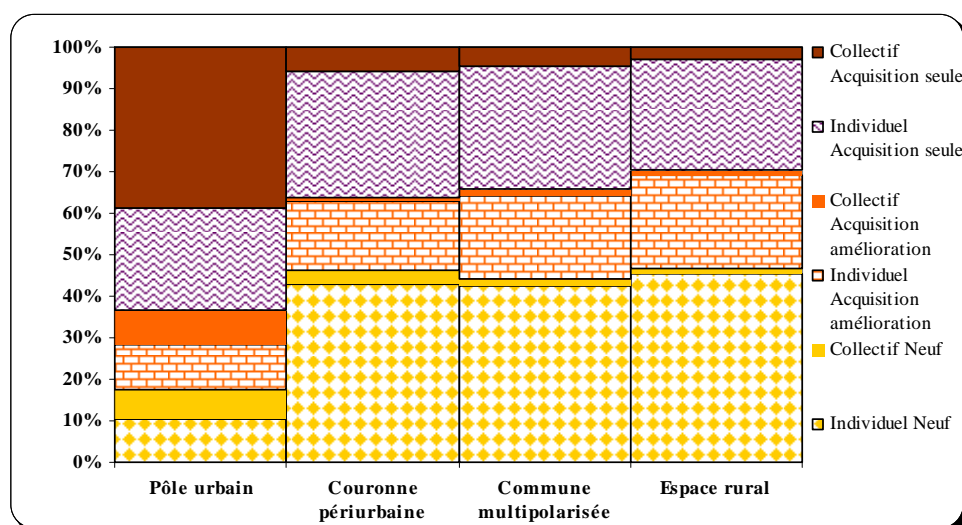
La baisse de 13.4 % du nombre de NPTZ distribués en 2008 est générale quel que soit le type de commune ; elle est plus marquée dans les communes multipolarisées avec -16.1% par rapport à l'année dernière. Plus de la moitié des opérations se concentre dans les pôles urbains alors que l'espace rural et les couronnes périurbaines représentent chacun environ un cinquième des opérations. Enfin seulement 6.3% des opérations se réalise dans les communes multi polarisées.

Le montant moyen d'opération en 2008, en baisse globale de 0.3%, est en baisse dans l'ensemble des catégories de commune (-0.2% en pôle urbain et dans l'espace rural -0.7% pour les couronnes préurbaines et -0.8% pour les communes multipolarisées).

En 2008, le montant moyen du NPTZ, reste stable dans l'ensemble, mais avec une hausse de 1.3% dans les pôles urbains contre une baisse de 0.6% dans les communes périurbaine et de 0.7% dans l'espace rural alors qu'il reste stable dans les communes multipolarisées.

La quotité du NPTZ reste relativement stable quelle que soit la catégorie de commune. Plus on se dirige vers une zone urbaine, plus la quotité du NPTZ y est faible (de 11.7% à 10.2% en 2008).

Répartition des émissions de NPTZ par type d'opération et de commune en 2008



Au regard du graphique ci-dessus, la part des maisons neuves est majoritaire sauf dans les seuls pôles urbains, avec 43.1% pour les couronnes périurbaine, 42.4% pour les communes multipolarisées et 45.6% dans l'espace rural ; l'individuel acquisition seule représente plus d'un quart des opérations (avec respectivement 30.1%, 29.8% et 26.5%) et l'individuel acquisition amélioration concentre environ un cinquième dans l'espace rural et les communes multipolarisées.

Tout comme les années passées, le poids du collectif (dans l'ancien comme dans le neuf) diminue quand le caractère urbain décroît et inversement, plus le caractère rural s'accroît, plus la part de l'individuel (dans l'ancien comme dans le neuf) est importante.

Une étude permettant de croiser la catégorie de commune de l'ancien logement et celle du nouveau a été réalisée (cf. [annexe 7](#)). En 2008, il ressort de cette analyse que les flux d'une catégorie à l'autre varient selon la commune d'origine. Les plus stables sont les ménages issus du pôle urbain avec 82.2% dans la même catégorie, alors que 10.6% des accédants de cette catégorie emménagent vers la couronne périurbaine. Les originaires des couronnes périurbaines et communes multipolarisées restent respectivement à 42.2% et 34.6% en moyenne dans la même catégorie, et s'en éloignent pour aller respectivement à 39.3% et 31.9% vers les pôles urbains et 12.0% et 18.7% vers l'espace rural. Enfin, s'agissant des ménages issus de l'espace rural, ils restent stables à 64.9%, sinon migrent vers les pôles urbains (19.3%) et les couronnes périurbaines (11.3%).

L'année 2008 est très similaire, en termes d'évolution par rapport aux années 2007, 2006 et 2005. Par rapport à 2004, les changements significatifs concernent les flux vers les pôles urbains

qui étaient nettement moins forts du temps de l'ancien dispositif, et des migrations à l'inverse plus importantes vers les espaces ruraux.

En 2008, les caractéristiques marquantes des acquéreurs selon le type de commune sont les suivantes (cf. annexes – 4 à 6) :

- Dans les pôles urbains : sont présents en proportions plus importantes les cadres (74.1% des cadres bénéficiaires d'un NPTZ sont dans cette catégorie de commune), mais aussi les professions intermédiaires et les employés. Les personnes seules sont majoritairement représentées (69.9% en légère baisse de 0.8% par rapport à 2007) ; les emprunteurs ayant un revenu mensuel N supérieur ou égal à 4 SMIC sont présents en proportion significative (par rapport aux autres types de communes), à l'inverse des 2 et 3 SMIC qui sont proportionnellement moins présents.
- Dans les couronnes périurbaines et communes multi-polarisées, les emprunteurs sont relativement plus homogènes, certaines particularités se détachant tout de même : on note une présence plus importante des ouvriers, des agriculteurs et des familles ainsi qu'une sous représentation des ménages à revenus supérieurs à 4 SMIC.
- Enfin, dans les espaces ruraux outre bien entendu les agriculteurs (60.2% des agriculteurs bénéficiaires d'un NPTZ sont dans cette catégorie mais seulement 2.7% de toutes les opérations financées par un NPTZ en 2008 dans les espaces ruraux concernent les agriculteurs), les ouvriers sont aussi surreprésentés (40.5% des accessions avec un NPTZ dans les zones rurales sont octroyés aux ouvriers contre seulement 20.2% dans les pôles urbains) ; les familles sont proportionnellement plus représentées, au détriment des personnes seules et les emprunteurs avec des revenus inférieurs ou égaux 3 fois le SMIC sont présents en proportion plus importante.

1.2 CARACTERISTIQUES DES MENAGES BENEFICIAIRES

La description des accédants qui ont bénéficié d'un NPTZ en 2008 met en évidence un profil de ménage particulièrement fréquent (identique à celui de l'année 2007), bien que le nombre de

ménages étudié ait sensiblement diminué par rapport aux années précédentes. Cette baisse d'effectif est due essentiellement, au fait que le revenu (net perçu) de l'année N est mal renseigné¹⁴ par des établissements dont les parts de marché cumulées sont importantes (28.3% au total).

Les caractéristiques des ménages sont les suivantes :

- le revenu de référence pris en compte pour l'éligibilité est compris dans les deux premières tranches du barème pour 42.5% de l'ensemble des prêts (88.9% en incluant les tranches 3 et 4 et 54.1% en regroupant les tranches 1 et 4);
- dans la plupart des cas, le ménage est composé d'au plus deux personnes, soit 57.2% de l'ensemble, alors que les ménages de trois personnes et moins représentent 78.1%;
- le revenu mensuel de l'année N est inférieur strictement à 3 SMIC à hauteur de 79.0% de la population traitée;
- le taux d'apport¹⁵ est inférieur à 5% dans 55.5% des cas, alors qu'il est inférieur à 15% dans 70.3% des cas;
- l'âge de l'emprunteur est inférieur ou égal à 35 ans dans 71.3% des cas et le plus souvent compris entre 26 et 35 ans (55.6%) ;
- 57.8% des emprunteurs vivent en couple ;
- l'emprunteur est le plus souvent employé (32.1%), sa CSP est parmi les employés, ouvriers et professions intermédiaires dans 81.2% des cas.

¹⁴ L'anomalie la plus courante consiste à déclarer comme revenu de l'année N celui de référence (RFR de l'année N-1 ou N-2)

¹⁵ Le calcul exclut les frais de notaire et les coûts hypothécaires.

CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES

Au vu de l'annexe – 8, la part des emprunteurs âgés de moins de 25 ans, ayant souscrit un NPTZ en 2008, est en recul à l'inverse de la tendance constatée les années précédentes, soit 15.7% contre 16.3% en 2007, en restant toutefois au-dessus de la part enregistrée en 2006 (15.4%). Bien qu'elle reste majoritaire, la part des emprunteurs âgés de 26 à 35 ans continue de diminuer en 2008 pour atteindre 55.6% de l'ensemble, au profil de la classe d'âge de 36 ans à 45 ans avec 21.0% contre 20.4% en 2006 et 2007.

En ce qui concerne le statut matrimonial, la croissance positive des personnes seules (par opposition aux couples mariés ou pas) constatée en 2006 et 2007 s'inverse en 2008, avec 0.8 point de moins, les célibataires restent toujours les plus représentés avec 36.7%. L'année 2008 confirme la tendance observée au cours des dernières années : les couples mariés (26.5% en 2008, -1.2 point) cèdent du terrain aux couples vivant maritalement (31.2% en 2008, +1 9 point). Les veufs conservent leur part avec 0.4% alors que les divorcés ou séparés gagnent relativement du terrain pour atteindre 5.2%, soit 0.3 point de plus.

S'agissant du statut d'occupation de l'emprunteur en 2008, la proportion des locataires HLM continue de diminuer pour atteindre 3.8%, soit 3.1 points de moins par rapport à 2007. La proportion des autres locataires (issus du secteur privé) reste la plus importante avec 75.9% de l'ensemble des émissions. Les personnes vivant chez leurs parents représentent 11.1% (en baisse de 2.2%) alors que les autres statuts se situent à 9.2%.

S'agissant de la taille du ménage (annexe – 5), le poids des ménages de petite taille se stabilise. En effet, les ménages composés de 1 et 2 personnes restent largement la majorité avec 57.2% des prêts (dont plus que la moitié pour les personnes seules) contre 57.1% en 2007 et 55.7% en 2006 et seulement 52.4% en 2005. La part des ménages de 3 personnes et plus, appelés familles, reste stable par rapport à 2007 avec 42.8% de l'ensemble.

Enfin, de l'étude de la CSP de l'emprunteur (annexe – 8), il ressort que les employés restent en tête des emprunteurs avec 32.1% des prêts, contre 32.3% en 2007. La part des ouvriers (27.8%) augmente de 1.5 point ; cette légère hausse se fait essentiellement au détriment des professions intermédiaires et des cadres qui perdent du terrain et ne représentent respectivement que 21.2% et 12.5% de l'ensemble (contre respectivement 21.8% et 13.1% en 2007). Les employés,

ouvriers et professions intermédiaires regroupent 81.2% de l'ensemble des opérations NPTZ en 2008.

TYPLOGIE DES MENAGES

La typologie des ménages établie selon le nombre de personnes composant le ménage et le revenu mensuel de l'année N donne une vision globale des accédants aidés. Les types de ménages sont définis selon les critères suivants :

	Petit ménage <i>(1 ou 2 personnes)</i>	Famille <i>(au moins 3 personnes)</i>
Revenus modestes	moins de 1.5 SMIC (1)	moins de 2 SMIC
Revenus moyens	de 1.5 à 2 SMIC	de 2 à 2.5 SMIC
Revenus intermédiaires	de 2 à 3 SMIC	de 2.5 à 3.5 SMIC
Revenus aisés	plus de 3 SMIC	plus de 3.5 SMIC

(1) Sur la base d'un SMIC mensuel net pour 151.67h de travail à 957.74€ en 2005, 984.61€ en 2006, 1005.37€ en 2007, 1037.53€ en 2008

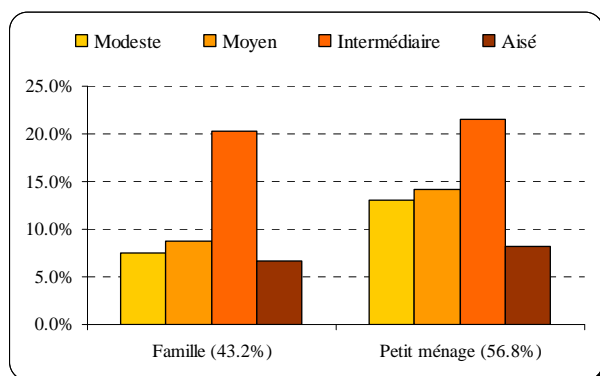
En 2008 (annexe 9), la proportion de ménages selon leur catégorie de revenus varie. En effet, les revenus modestes représentent 24.9% de l'ensemble (contre 20.5% en 2007, soit une hausse de 4.4 points) et les revenus moyens 21.8% (contre 22.9% en 2007, soit une baisse d'environ 1.1 point). La proportion des ménages à revenus intermédiaires atteint 39.7% contre 41.7% en 2007, alors que la part des ménages aux revenus aisés s'élève à 13.6% (contre 14.9% en 2007 et 14.4% en 2006).

Le graphique ci-après, relatif au croisement des catégories de revenus avec les catégories de ménages, permet d'observer, de 2007 à 2008 une augmentation de la part des revenus les plus modestes que ce soit pour les petits ménages ou bien pour les familles.

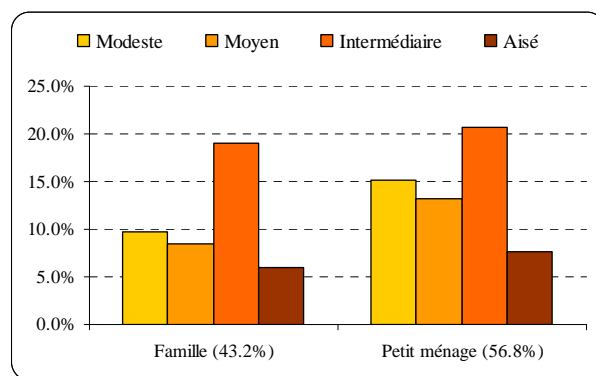
La part des familles étudiées¹⁶ se stabilise à 43.2% des bénéficiaires, les revenus moyens, intermédiaires et aisés perdant respectivement 0.3, 1.2 et 0.8 point au profil de la classe modeste.

¹⁶ Il s'agit des bénéficiaires dont le revenu de l'année N est bien renseigné

Poids des catégories de ménages en 2007



Poids des catégories de ménages en 2008



Par ailleurs, il ressort des deux derniers tableaux de l'annexe– 9 permettant de croiser les catégories de ménages selon le revenu avec le type d'acquisition, que les familles investissent plus dans l'individuel (81.4% des familles accèdent dans l'individuel contre 65.8% pour l'ensemble). A l'inverse, les petits ménages opteront plus facilement pour un achat dans le collectif (46.0% des petits ménages investissent dans le collectif contre 34.2% dans l'ensemble). Par ailleurs les investissements des familles sont proportionnellement plus présents dans le neuf (37.5% contre 29.9% pour l'ensemble) et ceux des petits ménages dans l'ancien (75.9% contre 70.1% pour l'ensemble).

Structure de répartition des opérations par type de ménage

	2005	2006	2007	2008		2005	2006	2007	2008
Petits ménages	52.0%	55.3%	56.8%	56.8%	Familles	48.0%	44.7%	43.2%	43.2%
Revenus modestes	24.7%	21.8%	22.9%	26.7%	Revenus modestes	18.6%	16.3%	17.3%	22.6%
Acquisition amélioration	22.1%	22.1%	22.4%	23.6%	Acquisition amélioration	22.0%	23.6%	22.7%	20.5%
Acquisition seule	55.1%	56.3%	56.8%	53.8%	Acquisition seule	34.6%	36.5%	38.6%	39.7%
Neuf	22.8%	21.6%	20.8%	22.7%	Neuf	43.4%	39.9%	38.7%	39.9%
Revenus moyens	26.1%	25.5%	24.8%	23.3%	Revenus moyens	21.9%	21.6%	20.4%	19.7%
Acquisition amélioration	18.3%	18.1%	18.7%	21.2%	Acquisition amélioration	18.9%	18.9%	20.8%	23.5%
Acquisition seule	58.6%	60.4%	60.5%	58.7%	Acquisition seule	32.5%	36.4%	38.2%	37.6%
Neuf	23.1%	21.5%	20.8%	20.1%	Neuf	48.6%	44.7%	40.9%	38.9%
Revenus intermédiaires	37.3%	38.7%	37.8%	36.5%	Revenus intermédiaires	46.1%	47.1%	46.8%	44.0%
Acquisition amélioration	17.7%	17.4%	18.7%	20.9%	Acquisition amélioration	15.6%	15.2%	16.8%	19.3%
Acquisition seule	48.4%	52.1%	52.6%	51.2%	Acquisition seule	36.9%	40.5%	42.0%	42.2%
Neuf	34.0%	30.5%	28.7%	27.9%	Neuf	47.5%	44.3%	41.2%	38.6%
Revenus aisés	11.9%	14.0%	14.4%	13.5%	Revenus aisés	13.4%	14.9%	15.5%	13.7%
Acquisition amélioration	15.1%	13.2%	13.5%	16.1%	Acquisition amélioration	13.4%	12.0%	13.0%	15.4%
Acquisition seule	51.1%	59.9%	62.1%	60.5%	Acquisition seule	46.0%	53.9%	56.7%	56.3%
Neuf	33.8%	26.9%	24.4%	23.4%	Neuf	40.7%	34.1%	30.3%	28.3%

Le tableau ci-dessus reprend les conclusions des pages précédentes : la proportion des petits ménages se stabilise autour 56.8% et reste largement majoritaire (contre 52.0% en 2005, 55.3% en 2006 et 56.8% en 2007), au détriment des familles. En 2008, la part des revenus modestes

regagne du terrain par rapport à l'année précédente que ce soit pour les familles (+5.3 points) ou pour les petits ménages (+3.7 points), au détriment des autres revenus. En effet, la part des revenus des ménages les plus aisés baisse de 0.9 point pour les petits ménages et de 1.8 point pour les familles, par rapport à 2007.

La proportion des opérations dans le neuf continue de diminuer en 2008 (après la chute brutale en 2005), et notamment pour les familles avec 37.5% en 2008 contre 39.0% en 2007 alors que la part des petits ménages reste relativement (-0.2 point) stable par rapport à l'année précédente.

TRANCHES DU BAREME, REVENU DE L'ANNEE DE REFERENCE

Le nouveau dispositif de prêts à 0% a permis de stopper le glissement lent mais régulier des deux premières tranches vers les tranches supérieures observé dans le cadre de l'ancien dispositif. En 2008, la part de la première tranche augmente de 0.4 point par rapport à l'année précédente tandis que celle de la deuxième tranche reste stable, l'ensemble des deux tranches représente 42.4%, (44.0% pour les mois de janvier à mai 2008 correspondants à l'année de référence N-2 et 40.8% de juin à décembre, l'année N-1 se substituant à N-2).

Evolution de la répartition des ménages par tranche du barème¹⁷

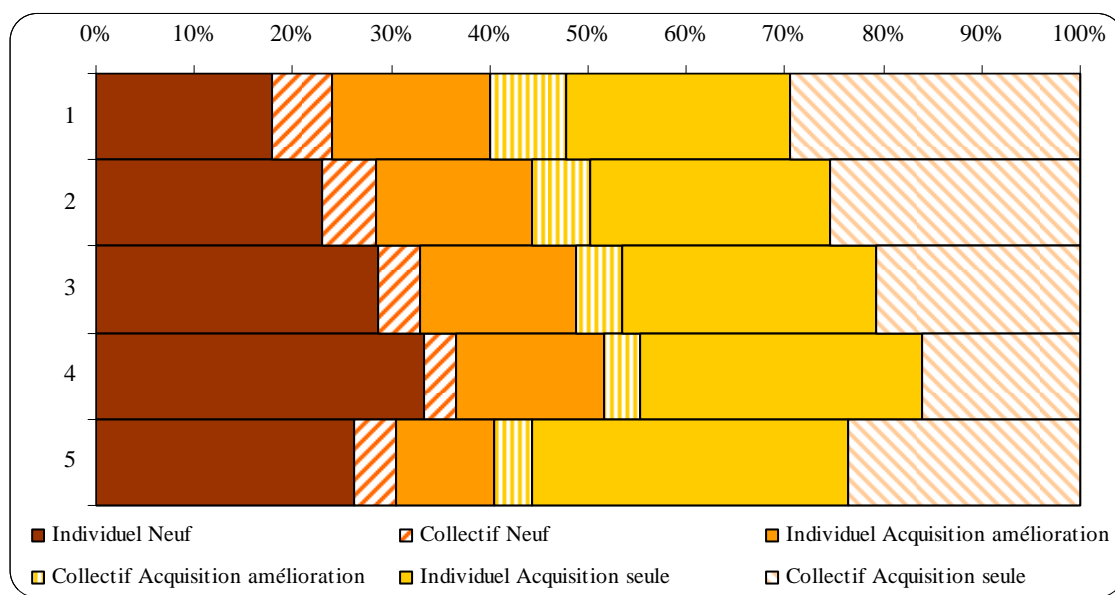
	2005	2006	2007	2008
Tranche 1	24.9%	24.8%	24.9%	25.3%
Tranche 2	17.7%	17.2%	17.1%	17.1%
Tranche 3	19.8%	18.7%	17.9%	17.7%
Tranche 4	28.7%	28.9%	28.9%	28.8%
Tranche 5	8.9%	10.4%	11.2%	11.1%
Ensemble	100%	100%	100%	100%

Pour l'année 2008, si on compare la répartition par tranche avant et après le 1^{er} juin, on constate une diminution de 3.4 points de la proportion de la première tranche au profit des deux dernières.

En 2008, les emprunteurs appartenant à la tranche 4 sont les plus représentés avec près de 28.8% des opérations devançant la tranche 1 avec un quart des opérations (de 29.8% pour la période juin-décembre 2008).

¹⁷ Dans le présent barème, on adopte la répartition en cinq profils d'amortissements bien distincts (et cinq niveaux d'aides publiques bien distincts également). Dans cette répartition, les anciennes tranches 4 et 5 constituent la nouvelle tranche 4, et les deux anciennes tranches 6 et 7 sont rassemblées dans la nouvelle tranche 5.

Poids en 2008 des types d'opérations des ménages selon la tranche du barème



Au regard de la distribution des opérations selon la tranche de revenu de l'année de référence pris en compte pour l'éligibilité :

- L'individuel neuf est prépondérant dans les tranches 3 et 4, devancé par le collectif et l'individuel en acquisition seule dans les deux premières tranches.
- Globalement, plus la tranche de revenu est élevée plus la part de l'individuel est importante (à l'exception de la dernière tranche).
- Plus la tranche de revenu est élevée, plus les proportions de collectif neuf (à l'exception de la dernière tranche), d'acquisition amélioration (que ce soit dans l'individuel ou le collectif), et de collectif acquisition seule (à l'exception de la dernière tranche) sont faibles. A l'inverse, l'individuel neuf (à l'exception de la dernière tranche) et l'individuel acquisition seule voient la proportion d'acquéreurs grandir avec le revenu par tranche du barème.

ÉVOLUTION DU REVENU MENSUEL DES MENAGES ENTRE L'ANNEE DE REFERENCE ET L'ANNEE N

Dans ce qui suit, les revenus insuffisamment renseignés et ceux où le revenu de l'année N est égal au revenu de l'année de référence N-1 ou N-2 ont été écartés. Ces revenus ont été également

ventilés par tranches de SMIC net calculé sur 151,67 heures travaillées dans l'année (soit 35h/semaine, 957.74 € en 2005, 984.61 € en 2006, 1005.37 € en 2007 et 1037.53 € en 2008).

Pour la même raison que précédemment, c'est-à-dire le changement de l'année de revenu de référence pour l'éligibilité au NPTZ, les mois de janvier à mai 2008 d'une part et de juin à décembre 2008 d'autre part sont présentés séparément sur le tableau ci-après.

Revenu mensuel moyen de l'année N selon la tranche de revenu de l'année de référence prise en compte pour l'éligibilité

Tranche du barème en N-2/N-1		1	2	3	4	5	Ensemble
2005	Revenu mensuel moyen N	1 590	1 970	2 280	2 690	3 310	2 270
	<i>Evolution par rapport à N-2/N-1</i>	45.9%	19.4%	13.4%	6.3%	1.8%	14.1%
2006	Revenu mensuel moyen N	1 680	2 020	2 350	2 780	3 510	2 380
	<i>Evolution par rapport à N-2/N-1</i>	54.1%	22.4%	16.9%	9.4%	4.2%	17.2%
2007	Revenu mensuel moyen N	1 730	2 060	2 380	2 810	3 540	2 430
	<i>Evolution par rapport à N-2/N-1</i>	60.2%	24.8%	18.4%	10.2%	4.1%	19.1%
01-05 2008	Revenu mensuel moyen N	1 750	2 090	2 360	2 700	3 410	2 360
	<i>Evolution par rapport à N-2</i>	67.6%	26.9%	17.2%	6.2%	0.3%	18.0%
06-12 2008	Revenu mensuel moyen N	1 730	2 070	2 400	2 830	3 580	2 460
	<i>Evolution par rapport à N-1</i>	58.6%	25.6%	19.2%	10.7%	5.3%	19.4%
2008	Revenu mensuel moyen N	1 750	2 080	2 380	2 770	3 500	2 410
	<i>Evolution par rapport à N-1</i>	63.6%	26.1%	18.4%	8.6%	2.9%	18.7%

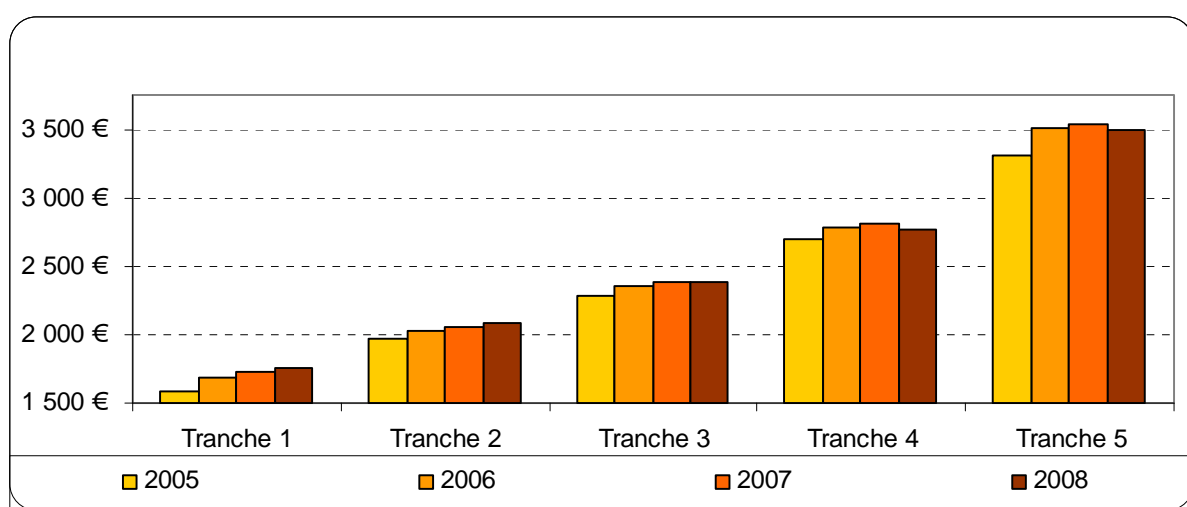
Globalement sur 2008, le revenu mensuel moyen de l'année N est de 2 410 € en moyenne sur l'ensemble de l'année, soit une baisse d'environ 0.8 % par rapport à 2007 (ce qui correspond à 20 euros de moins par mois). L'évolution¹⁸ du revenu de l'année d'émission du NPTZ par rapport au revenu de référence est en très légère baisse, en 2008, et atteint 18.7% en moyenne (contre 19.1% en 2007).

Le revenu mensuel moyen N des ménages bénéficiaires d'un NPTZ pour les cinq premiers mois de l'année 2008 est inférieur à celui des sept mois suivants (à savoir respectivement 2 360 € et 2 460 € en moyenne), le ratio d'évolution des revenus par rapport à l'année de référence est de 18.0% pour les mois de janvier à mai alors qu'il est de 19.4% pour les mois où l'année de référence est N-1, le revenu de référence dépassant un peu celui de l'année courante.

L'écart entre le revenu mensuel moyen de l'année N et le revenu de l'année de référence diminue : s'agissant de l'année de référence N-2, il est compris entre 67.6% pour la première tranche à 0.3% pour la cinquième, cet écart s'étend de 58.6% pour la première tranche à 5.3% pour la cinquième tranche pour les mois avec revenu de référence de l'année N-1.

Par ailleurs, l'écart relatif entre le revenu mensuel moyen le plus élevé (5^{ème} tranche) et celui le plus faible (1^{ère} tranche) se stabilise en 2008 avec un coefficient de 2.0 (soit à-peu-près la même valeur qu'en 2007). Autrement dit le revenu moyen de l'année N des emprunteurs de la dernière tranche est, en moyenne, 2 fois plus important que celui des emprunteurs de la première tranche.

Évolution du revenu moyen par tranches de revenu

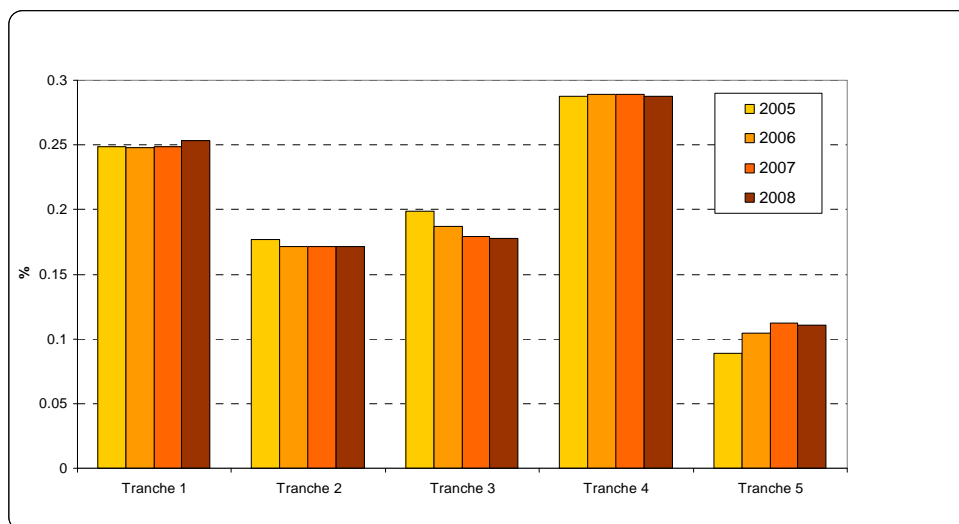


Au regard du graphique ci-dessus, il ressort que, le revenu moyen a légèrement baissé entre 2007 et 2008 dans les tranches 4 et 5 (respectivement de 1.4% et 1.0%) après une augmentation constante entre 2005 et 2007, alors que pour les deux premières tranches on constate une hausse en 2008 par rapport à 2007 (respectivement de 1.2% et 1.0%).

Afin d'ôter l'éventuel biais engendré par la hausse éventuellement plus importante du montant du SMIC par rapport aux revenus hors SMIC, le graphique suivant permet de retracer l'évolution de la répartition par tranche du barème :

¹⁸ Pour calculer cette évolution, on convertit au préalable le revenu de référence en son équivalent avant les abattements forfaitaires du régime salarié (20 et 10 % avant le 1^{er} avril 2007 et 10% seulement au delà)

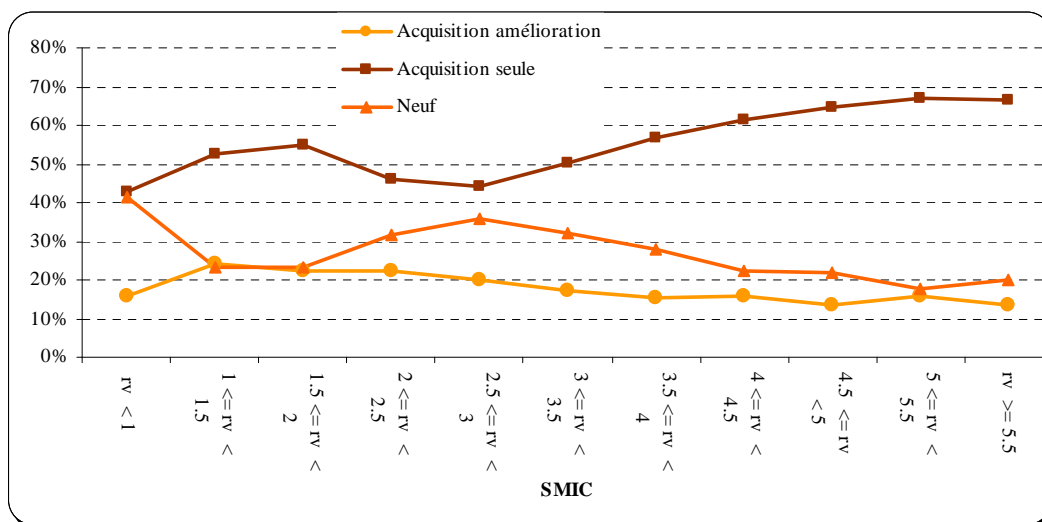
Évolution du poids des ménages par tranches de revenu



Tout comme dans l'approche précédente, l'année 2008 s'est caractérisée par une très légère augmentation de la part des bénéficiaires appartenant à la première tranche au détriment des trois dernières.

De la même manière que précédemment, la taille des ménages n'étant pas stable au cours du temps, l'évolution des revenus doit être relativisée.

Part en 2008 des opérations réalisées par les ménages selon leur revenu



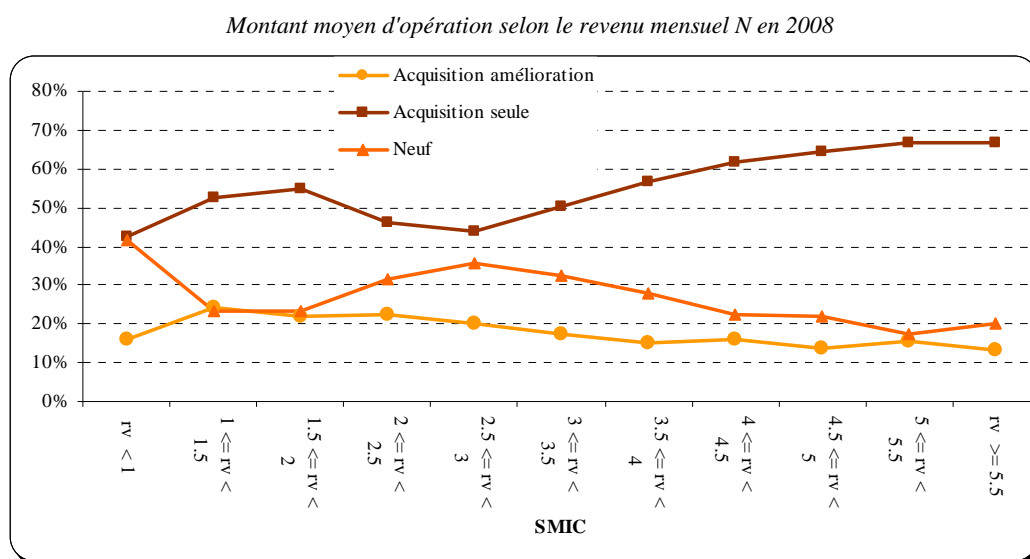
Le graphique ci-dessus tend à établir une corrélation entre les revenus et le type d'acquisition.

L'acquisition seule reste majoritaire pour toutes les classes de revenus, sa part dépassant 60% des opérations pour les classes de revenus supérieurs à 4.5 le SMIC. On observe pour les revenus inférieurs au SMIC, une part sensiblement identique pour le neuf et l'acquisition seule, tandis que pour les revenus compris entre 1 et 2 le SMIC, le neuf et l'acquisition avec amélioration ont

quasiment la même part. Les classes de revenus centrales compris entre 2 et 4 le SMIC ont des comportements d'achats se distinguant par une proportion plus importante des opérations dans le neuf.

Au regard du tableau du bas de l'annexe – 13, le montant d'opération est une fonction croissante du revenu quel que soit le type d'opération à l'exception des revenus inférieurs à 1 SMIC, alors que la quotité a une tendance à la décroissance. Le coût de l'opération le plus faible est pour la tranche [1 SMIC ; 1.5 SMIC]. Pour les tranches de revenu inférieures à 2.5 SMIC, c'est dans le neuf que le coût d'opération est le plus important mais à partir 2.5 SMIC c'est l'acquisition seule qui est la plus coûteuse, l'acquisition amélioration restant l'opération avec le coût le plus faible, en dehors de la dernière tranche où le coût dépasse celui du neuf.

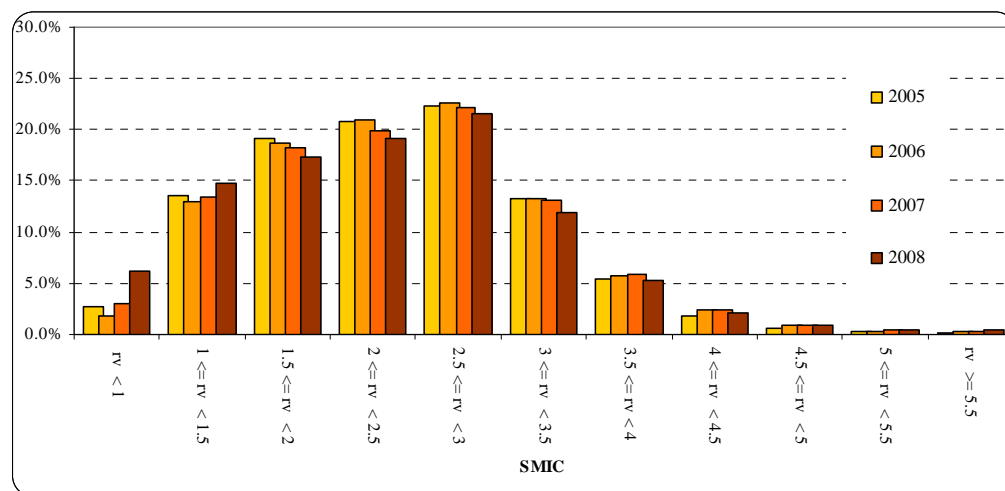
Le différentiel des montants d'opération entre la tranche de revenu la plus faible et la plus importante est de 2.15, c'est-à-dire que le montant moyen d'opération est 2.15 fois plus important pour les emprunteurs ayant plus de 5.5 SMIC que ceux ayant moins d'1 SMIC. Cet écart s'agrandit dans l'acquisition amélioration (2.29) et diminue dans le neuf (1.70). Ce différentiel des montants d'opération est plus important entre la deuxième et la dernière tranche (2.36).



Ce graphique fait ressortir certains des constats précédents, comme le fait que le montant moyen d'opération dans le neuf augmente certes, avec le déplacement vers le haut sur l'échelle de revenus, mais de façon moins significative (i.e. courbe plus plate) à l'inverse de l'acquisition seule. Enfin, le montant moyen d'opération dans l'acquisition amélioration reste le plus faible sur toutes les classes de revenus sauf pour la dernière tranche.

Le graphique ci-après rend compte de la répartition des ménages en fonction de leur revenu au moment de l'émission de l'offre de prêts exprimé en nombre de SMIC (cf. annexe 12). On observe une augmentation très sensible de la proportion de ménages sous 1 SMIC.

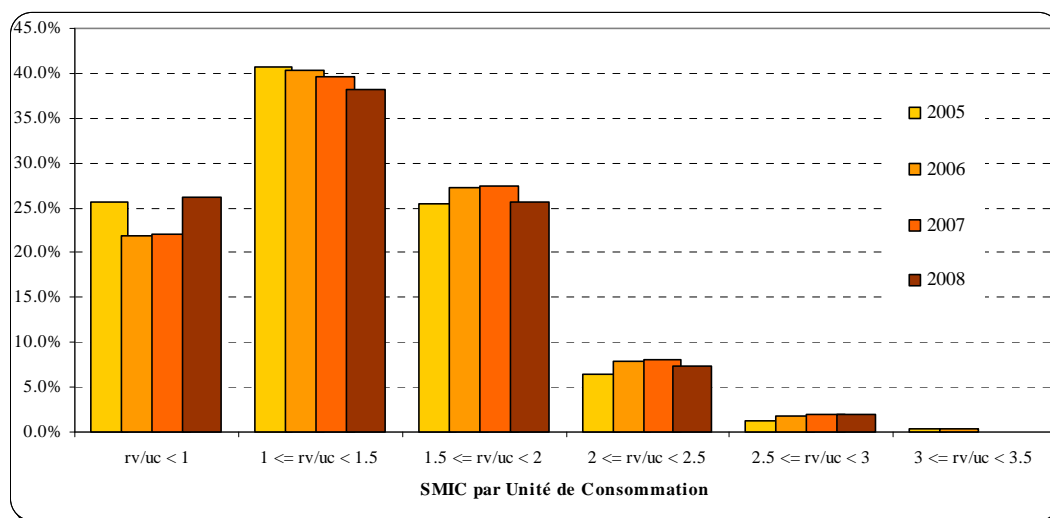
Évolution du poids des ménages selon leur revenu de l'année N comparé au SMIC



Cette constatation doit être quelque peu corrigée dès lors qu'on prend en compte la taille des ménages. C'est ce que fait le graphique suivant qui présente le revenu annuel de l'année N corrigé en s'appuyant sur l'échelle d'Oxford¹⁹.

¹⁹ Celle-ci attribue 1 unité de consommation pour la première personne, 0,7 pour la seconde (en supposant qu'il s'agisse du conjoint) et 0,5 pour chacune des suivantes (en supposant qu'il s'agisse d'enfants de moins de 14 ans). Le calcul de l'unité de consommation globale du ménage se fait en fonction du nombre de personnes sous réserve des éventuelles erreurs provenant d'incertitudes portant d'une part, sur les familles monoparentales (coefficient de 1.5 au lieu de 1.7) et d'autre part, les familles avec des enfants âgés de plus de 14 ans (les enfants âgés de plus de 14 ans coûtant 0.7 unités de consommation et non plus 0.5).

Évolution du poids des ménages selon leur revenu par unité de consommation de l'année N comparé au SMIC
 (En abscisse : revenu mensuel par unité de consommation / SMIC mensuel de l'année considérée)

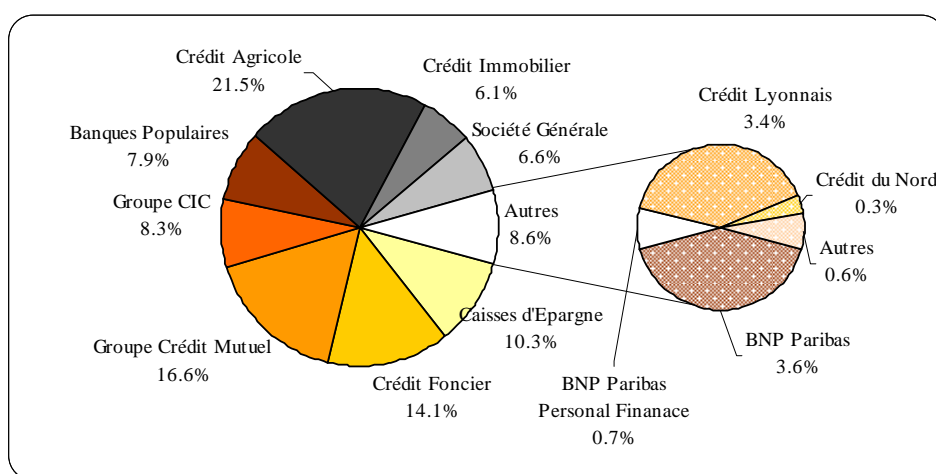


De 2007 à 2008, la part des ménages ayant un revenu mensuel par unité de consommation inférieur à 1 SMIC augmente (+4.1 points) pour retrouver le niveau de 2005, cette tendance s'inverse pour les ménages ayant un revenu par unité compris entre 1 et 2.5 le SMIC.

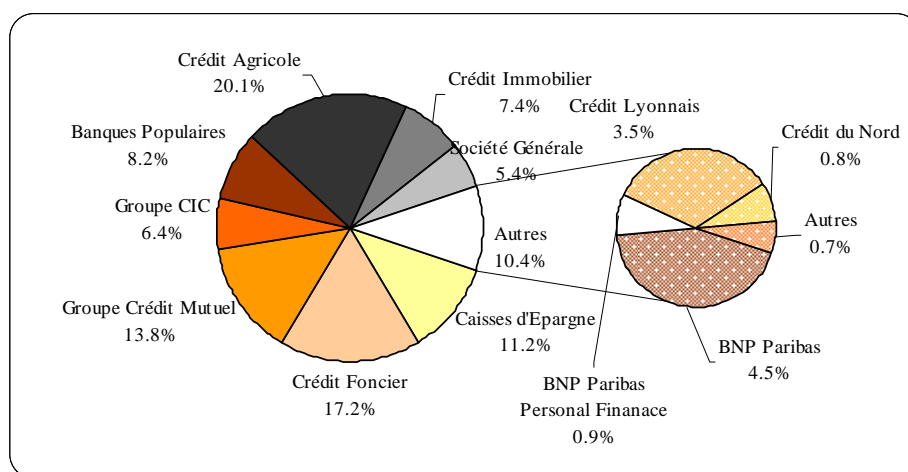
1.3 PARTS DE MARCHÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET PLANS DE FINANCEMENT

En 2008, la hiérarchie des parts de marché du nouveau dispositif de NPTZ constatée entre 2005 et 2007 est modifiée, et voit le groupe Caisses d'Épargne/Crédit Foncier reprendre la tête avec 28.4% de part de marché (contre 24.4% en 2007, soit une augmentation de 4 points) comme au temps de l'ancien PTZ (en 2004). Le Crédit Agricole (dont Le Crédit Lyonnais) arrive en deuxième position avec 23.6% (contre 24.9% en 2007) suivi des groupes Crédit Mutuel/CIC avec 20.2% (contre 24.9% en 2007, soit une baisse de 4.7 points). Les Banques Populaires se maintiennent en quatrième position avec une proportion de 8.2% contre 7.9% en 2007 suivent le Crédit Immobilier et la Société Générale avec respectivement 7.4% et 5.4% de l'ensemble des opérations. Enfin la part de BNP Paribas (dont BNP Paribas Personal Finance) s'élève à 5.4% (soit 1.1 point de plus qu'en 2007).

Prêts à 0% en 2007



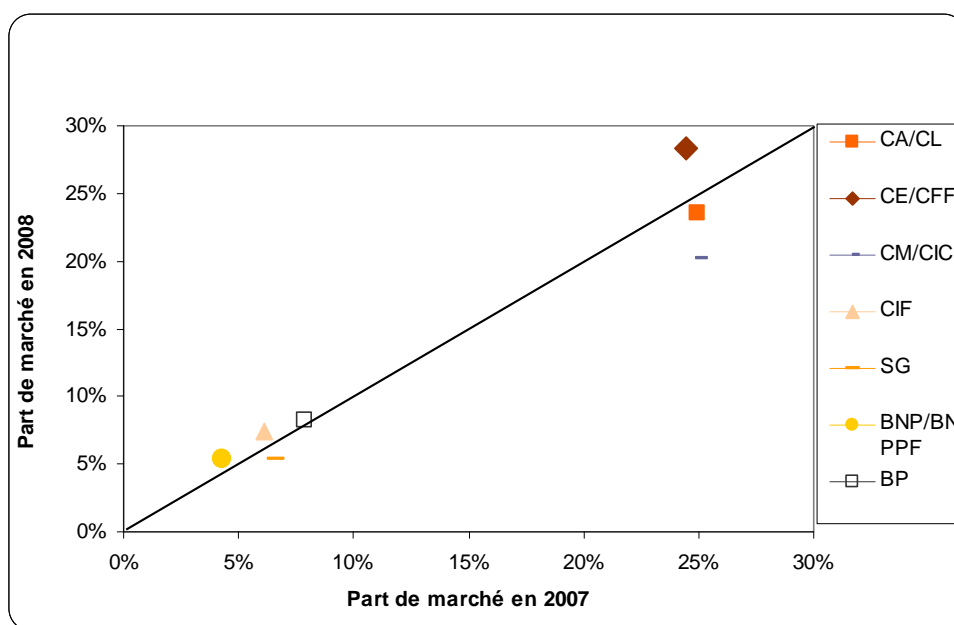
Prêts à 0% en 2008



Le graphique suivant illustre l'évolution des parts de marché entre 2007 et 2008 pour les groupes ou réseaux ayant une part de marché supérieure ou égale à 3.6% entre 2006 et 2007. Les points, représentant les groupes situés sur la diagonale (droite d'équation $Y=X$), indiquent une part de marché identique. Un point positionné au-dessus de cette droite signifie que le groupe ou réseau correspondant a enregistré une hausse de part de marché en 2007, un point positionné en-dessous révèle une diminution de part de marché du groupe ou réseau qu'il représente.

Ainsi, les groupes Caisses d'Epargne/Crédit Foncier, Banques Populaires, Crédit Immobilier et BNP Paribas (dont BNP Paribas Personal Finance) se situant au dessus de la droite gagnent du terrain, passant respectivement de 24.5 %, 7.9%, 6.1% et 3.6% de parts de marché en 2007 à 28.3%, 8.2%, 7.4% et 4.5%. A l'opposé, les groupes Crédit Agricole (dont Le Crédit Lyonnais), Crédit Mutuel/CIC et la Société Générale perdent un peu plus d'un point.

Evolution des parts de marché entre 2007 et 2008



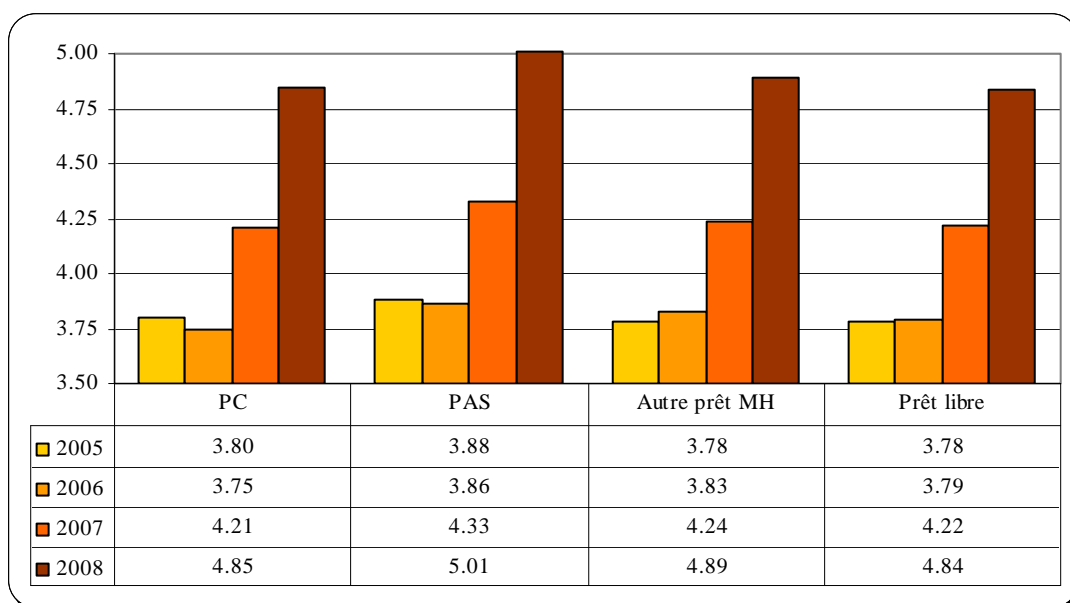
Avec les abréviations suivantes : CA pour le Crédit Agricole, CM pour le Crédit Mutuel, CE pour les Caisses d'Epargne, CFF pour le Crédit Foncier, CL pour le Crédit Lyonnais, CIF pour le Crédit Immobilier, CIC pour le groupe CIC, BNPPF pour BNP Paribas Personal Finance et BP pour les Banques Populaires.

PLANS DE FINANCEMENT

Le taux d'apport personnel²⁰ a augmenté en 2008 avec 1 point supplémentaire par rapport à 2007 pour s'établir à 14.6%. La part des emprunteurs ayant moins de 5% d'apport personnel (annexe 15) baisse de 1.7 point par rapport à 2007, soit 55.5%, à-peu-près la même part observée en 2005, après un accroissement régulier et continu observé sous l'ancien dispositif et jusqu'à 2006. Cette baisse concerne tous les types d'opérations : 2.6 points de moins dans l'acquisition amélioration, 2 points de moins dans l'acquisition seule et 1.9 point de moins dans le neuf. En raisonnant en nombre d'emprunteurs et non plus en proportion, la baisse est de 16% pour les ménages ayant moins de 5% d'apport, de 12% pour ceux ayant entre 5 et 25% d'apport, de 9% pour ceux ayant un apport compris entre 25 et 50% et 2 % pour ceux ayant plus de 50% d'apport personnel.

D'après le graphique ci-dessous, les taux nominaux des prêts principaux ont augmenté en 2007, quel que soit le type du prêt, avec un taux moyen du prêt principal²¹ compris dans la fourchette de 4.84% pour les prêts libres à 5.01% pour les PAS.

Taux nominal fixe moyen du prêt principal



²⁰ L'apport personnel est déterminé en calculant la différence entre le montant d'opération et le montant de tous les prêts. Quand cette différence est inférieure strictement à zéro (25.5%), on considère que l'apport personnel est nul.

²¹ Le taux moyen étudié ici concerne les prêts à taux fixes d'une durée de 20 ans.

La durée moyenne des prêts principaux associés aux NPTZ se stabilise en 2008 autour de 23.3 ans (contre 23.4 ans en 2007)

A l'exception des PC dans l'ancien, la durée (annexe 16) est supérieure à 23 ans et dépasse les 25 ans pour les PAS en neuf, sans doute pour tenter de compenser les montants d'opérations élevés ainsi que les effets des taux d'intérêt qui ont continué d'augmenter en 2008.

Au regard du type de garantie du prêt principal associé aux NPTZ, le nouveau dispositif a fortement accéléré la hausse de la garantie par un organisme de cautionnement au détriment de l'hypothèque, hausse observée au cours des dernières années de l'ancien dispositif, avec une part de 46% en 2008 (soit +3 points par rapport à 2007, +8 points par rapport à 2006, et +12 points par rapport à 2005). La part de l'hypothèque est désormais ex-æquo avec le cautionnement dans la garantie attachée aux prêts principaux associés aux NPTZ avec 46% (contre 49% en 2007, 53% en 2006 et 56% en 2005) de l'ensemble.

Type de garantie du prêt principal	2005	%	2006	%	2007	%	2008	%
Hypothèque	112 258	56%	126 210	53%	118 506	49%	96 584	46%
dont PAS	33 761	17%	33 295	14%	27 853	11%	25 260	12%
Cautionnement (organisme)	68 210	34%	91 074	38%	104 707	43%	96 981	46%
Caution personnelle	4 516	2%	4 831	2%	3 187	1%	2 556	1%
Autre garantie	8 462	4%	6 661	3%	6 794	3%	5 321	3%
Pas de garantie	6 980	3%	7 811	3%	10 968	4%	10 036	5%
Ensemble	200 426	100%	236 587	100%	244 162	100%	211 478	100%

S'agissant de la quotité du montant moyen du prêt principal, elle est en baisse de 1.8 point par rapport à 2007, et s'établit à 68.2% (contre 70.0% en 2007, 70.8% en 2006 et 69.8% en 2005). A l'inverse, les quotités des moyennes des autres prêts et de l'apport personnel sont en augmentation par rapport à l'année dernière avec respectivement 6.7% et 14.6% (contre 5.9% et 13.6% en 2007, 5.3% et 13.1% en 2006 et 5.0% et 13.5% en 2005). Tandis que la quotité du NPTZ reste stable à 10.5% , par rapport à 2007.

Quotités des montants moyens par année démission

Année d'émission	2005	2006	2007	2008
NPTZ	11.6%	10.9%	10.5%	10.5%
Prêt Principal	69.8%	70.8%	70.0%	68.2%
Autres Prêts	5.0%	5.3%	5.9%	6.7%
Apport Personnel	13.6%	13.1%	13.7%	14.6%
Total	100%	100%	100%	100%

En 2008, la première tranche de revenu se caractérise par une quotité plus élevée de NPTZ (10.7%) et d'apport personnel (17.7%) et une quotité moins importante de prêt principal (65.8%) et autres prêts (5.9%).

Quotités des montants moyens par tranche de revenu en 2008

Tranches de Revenus de l'année de référence	1	2	3	4	5
NPTZ	10.7%	10.5%	10.5%	10.4%	10.3%
Prêt Principal	65.8%	67.3%	68.6%	70.4%	67.7%
Autres Prêts	5.9%	6.7%	7.2%	7.1%	6.5%
Apport Personnel	17.7%	15.4%	13.7%	12.1%	15.5%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Le tableau suivant présente les différents plans de financement des opérations avec un NPTZ en 2008.

Plans de financement accompagnant le NPTZ en 2008

Prêt Principal ...	PAS	PC	MH (2)	Prêt Libre	PEL(3)
<i>Seul</i>	7.8%	3.1%	13.5%	52.4%	0.8%
... + Prêt 1%	0.9%	0.5%	1.2%	4.6%	0.1%
... + Autre prêt social	0.3%	0.1%	0.5%	1.9%	0.1%
... + Prêt 1% + autre prêt social	0.0%	0.0%	0.0%	0.3%	0.0%
... + Prêt 1% + PEL	0.1%	0.1%	0.1%	0.8%	
... + PEL	1.0%	0.9%	2.0%	6.5%	
... + PEL + autre prêt social	0.0%	0.0%	0.0%	0.2%	
... + Autres combinaisons	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	
Ensemble (1)	10.1%	4.8%	17.3%	66.7%	0.9%

(1) Le nombre de PAS et PC déclarés s'élève à 39 116 (soit 26 488 PAS et 12 628 PC), l'écart correspond aux valeurs jugées aberrantes car combinant PC-PAS et Prêt libre, ce qui n'est pas autorisé par la réglementation

(2) Autre prêt éligible au Marché Hypothécaire.

(3) Prêt Epargne Logement.

Les NPTZ associés à un prêt libre restent en première position puisque majoritaires avec 66.7% des opérations (soit une légère hausse de 0.3 point par rapport à 2007) tandis que les autres prêts accompagnés d'un autre prêt éligible au marché hypothécaire (MH) baissent de 1.4 point par rapport à 2007. La part des prêts accompagnés d'un PAS se redresse cette année avec environ 0.6 point de plus par rapport à 2007 et s'élève à 10.1% de l'ensemble (Cette part n'était que de 9.4% sur les dix premiers mois de l'année 2008 avant la revalorisation des plafonds PAS et

atteint 15.9% les deux derniers mois) alors que, la part des prêts accompagnés d'un PC semble se stabiliser à 4.8% (contre 5.0% en 2007).

A noter que la revalorisation des plafonds PAS a profité à 981 primo-accédants, parmi les 3603 bénéficiaires d'un NPTZ dont le PAS fait partie de leurs plans de financement, entre novembre et décembre 2008.

Le nouveau dispositif a aussi conduit à une diminution du nombre de prêts dans le plan de financement des opérations (avec NPTZ). En effet, les prêts principaux seuls représentaient 81.4% des opérations en 2007 contre 77.4% en 2008. Les NPTZ associés à deux prêts complémentaires montent à 20.7% en 2008 contre 17.3% en 2007. Cette augmentation profite aux PEL (10.4% en 2008 contre 6.4% en 2007). Le nombre de NPTZ associés à au moins 3 autres prêts ne représente que 1.7%.

En distinguant les différents prêts principaux selon le type d'acquisition (annexes – 17 et 18), il s'avère que le prêt libre intervient dans la majorité des opérations : 70.4% dans l'ancien et 58.0% dans le neuf, au détriment des prêts conventionnés mais surtout des MH.

En 2008, 22.7% des opérations dans le neuf sont accompagnés par un PAS ou un PC (contre 23.2% en 2007) mais seulement dans 11.8% des acquisitions dans l'ancien (contre 10.9% en 2007).

ALLONGEMENT DE LA DUREE DES PRETS ET LISSAGE

Au fil des ans, il a été constaté que de moins en moins de prêts principaux s'inscrivaient parfaitement dans la durée du différé du PTZ contrairement au schéma idéal d'origine qui supposait que la durée du prêt principal soit égale à celle du différé. Il convient de rappeler que le problème ne se pose que pour les trois premières tranches du barème, dans la mesure où le remboursement du NPTZ s'effectue sans aucun différé à partir de la tranche 4 (pour ces dernières, il y a d'emblée superposition).

D'après le tableau ci-dessous, la proportion des prêts principaux s'inscrivant dans la durée du différé du PTZ ancien dispositif (i.e. jusqu'en 2004) chute au cours du temps, chute ralentie en 2004, sans doute dû à l'allongement de la période 1, en vigueur depuis novembre 2003 mais qui a repris pour l'année 2005.

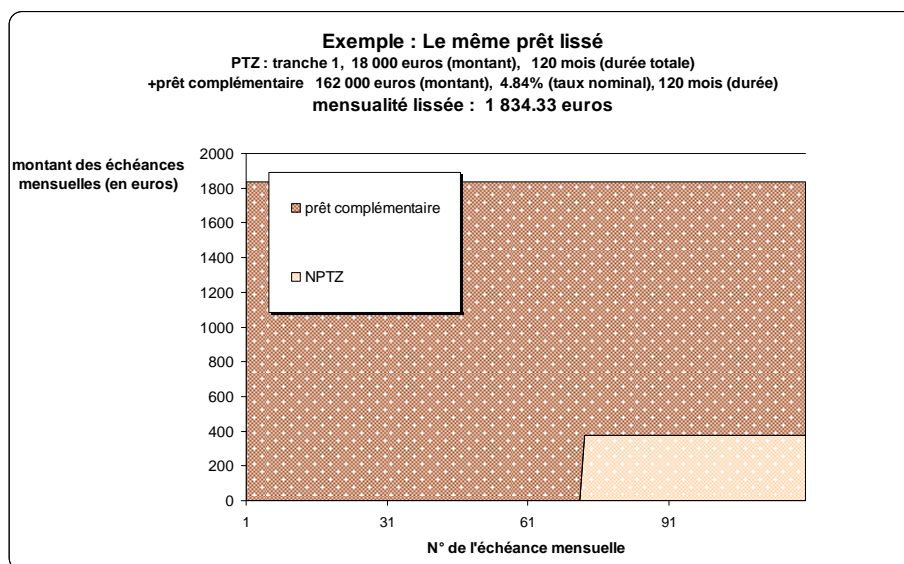
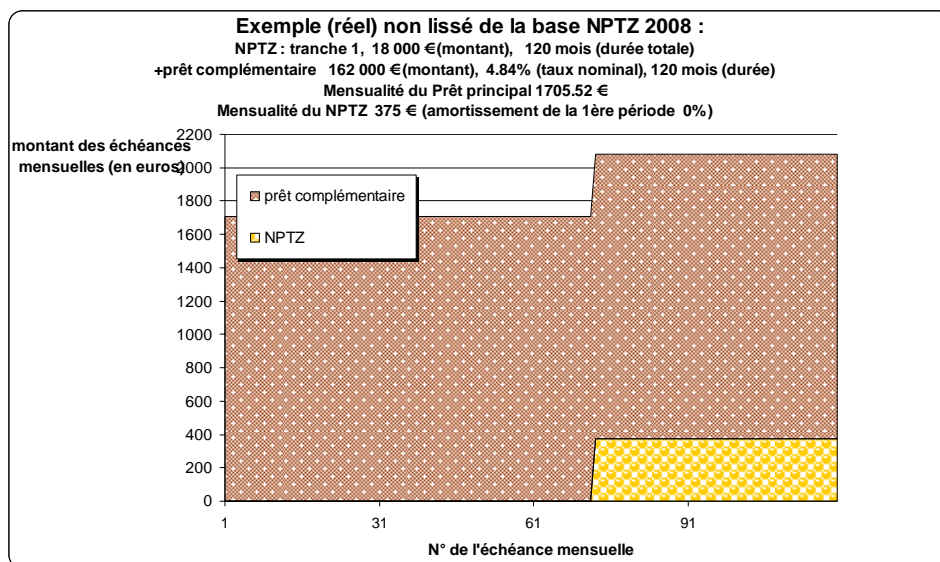
En 2008, les parts des emprunteurs s'inscrivant dans la durée du différé du NPTZ se stabilise avec 19.5% pour la tranche 1, 16.0% pour la tranche 2 et 10.7% pour la tranche 3 (contre respectivement 19.2%, 15.9% et 10.0% en 2007).

année d'émission	tranche 1	tranche 2	tranche 3
1996	91.2%	86.8%	85.5%
1998	77.3%	72.1%	69.4%
2002	44.1%	35.3%	12.9%
2004	40.7%	26.9%	7.6%
2005	35.7%	29.7%	17.5%
2006	25.2%	20.7%	12.2%
2007	19.2%	15.9%	10.0%
2008	19.5%	16.0%	10.7%

A noter que l'allongement réglementaire de la période de différé n'a pas été pleinement exploité par les établissements distributeurs puisque, par exemple, la durée moyenne observée pour la tranche 1 en 2008 est de 205 mois (206 mois en 2007, 205 mois en 2006 et 201 mois en 2005) alors que la durée réglementaire de la période 1 pour ces années a été portée à 216 mois.

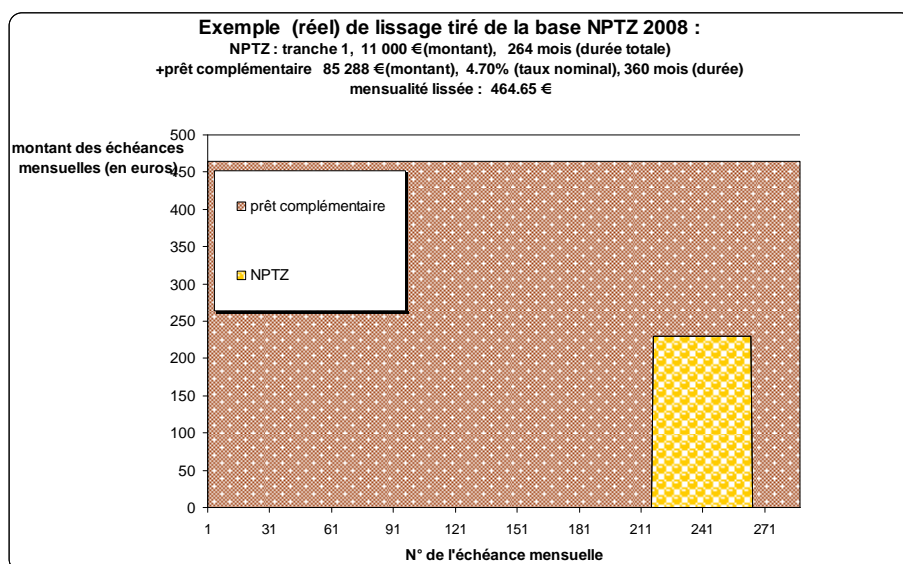
Par ailleurs, l'étude sur l'éventuelle présence des prêts « lissés », dont les mensualités seraient révisées à la baisse lorsque le NPTZ entre en période d'amortissement maximum par le souci d'éviter les brusques augmentations du taux d'effort par empilement de mensualités, a été reconduite cette année. Il convient de signaler que dans cette étude on se restreint aux primo-accédants ayant un seul prêt complémentaire au NPTZ dans la mesure où on ne connaît pas suffisamment les caractéristiques financières des autres prêts que le prêt principal.

Il est clair que, la présomption de lissage conduit à une meilleure reconstitution par le calcul de la 1^{ère} mensualité déclarée par les établissements, que l'hypothèse d'une addition pure et simple des mensualités du prêt principal et du prêt à 0%. L'exemple réel ci-après extrait de la base NPTZ 2008 est une bonne illustration de cette problématique :



En 2008, il existe seulement 25.0% des opérations examinées dont on peut déclarer de façon quasi-certaine qu'elles relèvent d'une opération de lissage dans la mesure où la première mensualité déclarée par l'établissement du crédit est égale à la mensualité²² lissée théorique calculée, tel l'exemple réel ci-après.

²² Montants arrondis à la dizaine d'euros la plus proche.

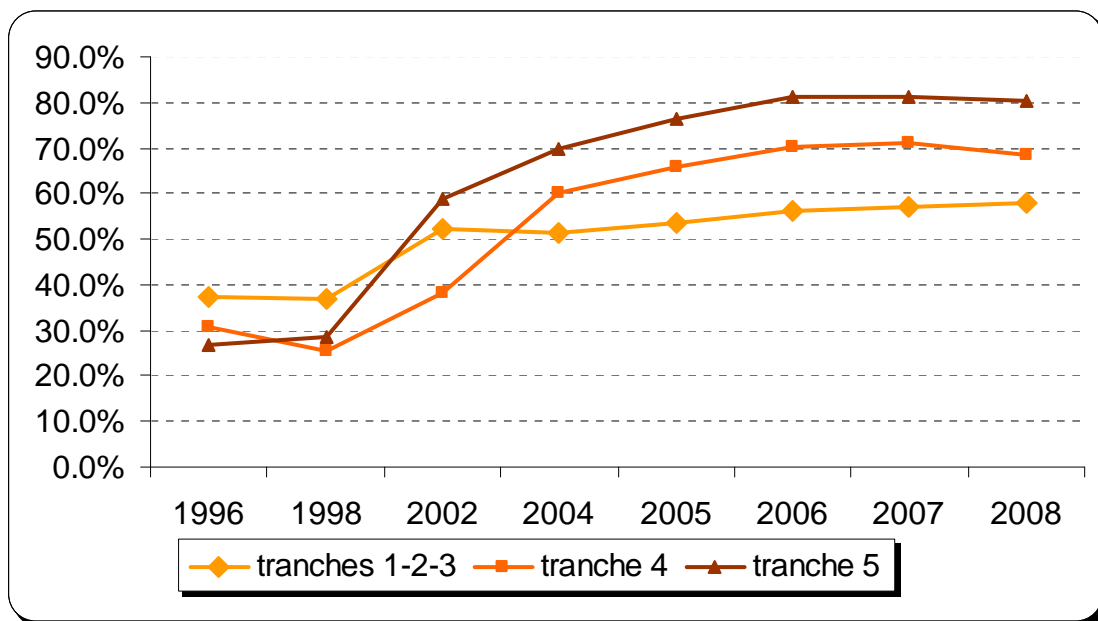


En outre, en prenant en considération d'autres cas pouvant être aperçus comme lissés, et notamment quand l'écart en valeur absolue entre la mensualité lissée théorique et la mensualité déclarée est moins importante que l'écart entre la mensualité non lissée théorique et la mensualité déclarée, on peut avoir une idée plus précise sur la part réelle de prêts faisant l'objet d'un lissage. Cette dernière hypothèse nous conduit à étudier la fiabilité des déclarations de la première mensualité : il ressort que, dans environ un cinquième des cas traités, le taux d'effort dépasse le tiers du revenu mensuel de l'année N (23.9% en 2008, 18.9% en 2007, 16.9% en 2006 et 16.0% en 2005), nous conduisant à réduire la taille de l'échantillon à examiner.

Une fois cette correction effectuée, on constate d'après le tableau ci-dessous que la proportion des prêts lissés suit une tendance croissante depuis 1996 dans l'ensemble des tranches 1, 2 et 3 pour atteindre 57.8% des prêts examinés en 2008 et respectivement 68.6% et 80.3% pour les tranches 4 et 5.

année d'émission	tranches 1-2-3	tranche 4	tranche 5
1996	37.3%	30.8%	26.7%
1998	36.7%	25.4%	28.6%
2002	52.2%	38.4%	58.8%
2004	51.3%	60.1%	69.9%
2005	53.5%	65.9%	76.5%
2006	56.0%	70.1%	81.4%
2007	57.1%	71.0%	81.0%
2008	57.8%	68.6%	80.3%

L'évolution des proportions des prêts lissés par tranche est illustrée dans le graphique ci-après :



Nous renvoyons le lecteur vers les pages 22 à 24 du bilan des PTZ émis en 2002, publié en juillet 2003, pour plus de précisions méthodologiques au sujet de cette étude.

1.4 REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES EMISSIONS DE NPTZ

La baisse en nombre (-13.4%) de NPTZ distribués en 2008 se retrouve dans toutes les régions. L'ampleur du recul varie entre -4.5%, observés en Picardie et -22.3% constatés en Alsace (annexes – 19-1, 19-2 et 19-3).

Outre l'Alsace, les régions les plus touchées par la chute de production sont la région Rhône Alpes avec -17.0%, la Lorraine -16.8%, le Pays de la Loire -15,8%, la Bretagne et la Franche Comté -14.9%, la Basse Normandie -14.1%, l'Aquitaine -13,7%, la Haute Normandie et l'Ile de France -13.5%.

En regroupant les données par type d'acquisition, les principales évolutions selon les régions métropolitaines françaises de 2007 à 2008 sont les suivantes :

- Le nombre des opérations dans l'acquisition amélioration baisse de 4.6% entre 2007 et 2008, dans l'ensemble, la part des acquisitions avec amélioration gagne toutefois 1.9 point. Ce type d'acquisition représente une hausse remarquable dans certaines régions : +9.5% en Corse, +8.3% en Picardie et +8.8% en Ile de France.
- L'acquisition seule, représentant 49.0% des opérations (-1 point par rapport à 2007) sur l'ensemble des régions, est prédominante dans 14 régions sur 22. Son poids varie entre 30.6% en Poitou Charente et 76.6 % en Ile de France ; pour sept régions, il est supérieur ou égal à 50%.
- Le nombre des opérations dans le neuf est en baisse de 16.5% par rapport à l'année précédente contre une baisse de 13.4% dans l'ensemble, cette baisse du neuf est constatée dans toutes les régions, on enregistre la plus importante baisse en Alsace avec -28.1% et la plus petite baisse (-10.5 %) en région Centre.

COMPARAISON DES EMISSIONS ILE-DE-FRANCE / PROVINCE

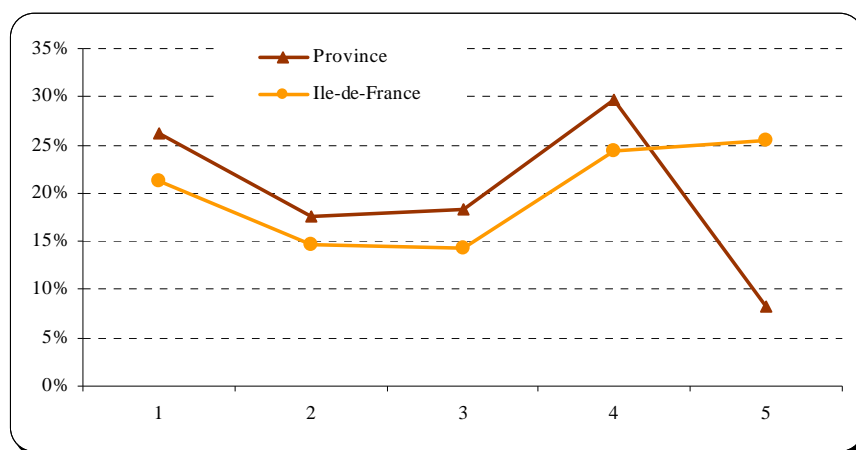
La baisse de la part de la région Ile de France, constatée dans les dernières années de l'ancien dispositif, est interrompue dès 2005. En effet, si l'Ile de France ne représentait plus que 6% en 2004 en terme d'effectif, sa part double en 2005 (12.3%) et atteint 15.2% en 2006, puis se stabilise avec 16.1% en 2007 et 2008 (annexes – 20 et 21). La part de l'Ile de France est de 19.9% pour les montants prêtés en 2008.

Les montants moyens d'opération sont supérieurs de 33.8% et ceux du NPTZ de 29.1% en Ile de France par rapport à ceux de la province, alors que la quotité de financement moyenne est respectivement de 10.2% et 10.6%.

Le graphique ci-dessous permet d'observer la répartition des ménages par tranche de revenus en province et en Ile de France.

En province la première tranche concentre 26.1% des emprunteurs et la dernière seulement 8.3% alors que les 3 premières tranches concernent 62.1% des ménages. La courbe d'Ile de France se situe légèrement en dessous de celle de la province pour les quatre premières tranches (74.6%), mais largement au dessus pour la dernière tranche (25.4%).

Structure de répartition des ménages selon les tranches du barème en 2008



La comparaison entre Ile de France et province montre une répartition par type d'opération sensiblement différente. Le neuf, qu'il s'agisse d'achats ou de constructions, est minoritaire en Ile de France (seulement 13.1% contre 34.1% en province). Le collectif est plus présent en Ile de France qu'en province (respectivement 72.7% contre 24.9%). Les franciliens ont contracté très

majoritairement des NPTZ pour financer des acquisitions seules (76.6% contre 43.7% en province) et surtout l'achat d'appartements dans l'ancien sans travaux (56.7% contre 16.2% en province). L'acquisition amélioration dans l'individuel est très faible en Ile de France avec seulement 3.1% contre 17.3% en province.

La durée moyenne du NPTZ en Ile de France est plus courte qu'en province de 20.4 mois ; cet écart était de 9.6 mois en 2004.

Les différences par catégorie d'âge des emprunteurs entre l'Ile de France et la province sont très minimales. Globalement, la part des emprunteurs jeunes est légèrement plus forte en Ile de France (72.7% ont 35 ans et moins contre 71.0% en province) tandis que les emprunteurs des tranches d'âges les plus élevées sont relativement plus présents en province (29.0% ont plus de 35 ans contre 27.3% en Ile de France). La catégorie d'âge la plus représentée demeure celle des 26-35 ans avec un taux de représentativité de 59.0% en Ile de France et 55.0% en province.

S'agissant de la taille des ménages, le nouveau dispositif attire davantage que son prédécesseur les personnes seules. Ce fait est encore plus vrai pour la région Ile de France qui compte 38.4% des personnes seules bénéficiant du nouveau dispositif de PTZ en 2008 (contre 27.0% en province). Ceci se fait au détriment des familles, et plus particulièrement celles composées de 3 et 4 personnes (26.8% en Ile de France contre 37.6% en province). La classe dominante étant les personnes seules en Ile de France (avec 38.4%), alors qu'il s'agit des ménages de 2 personnes en province (28.3%).

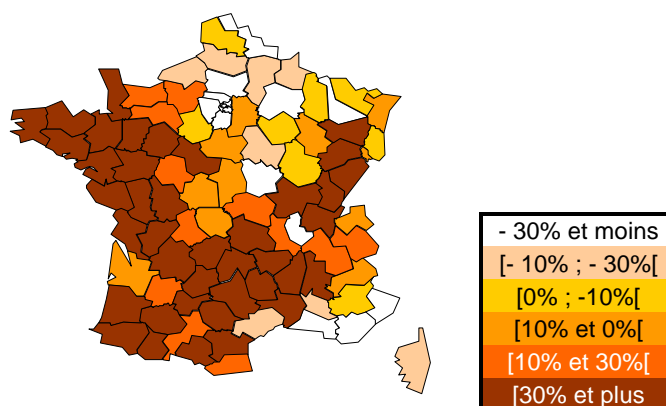
Enfin, s'agissant de la CSP, les cadres (27.5%) et les employés (33.9%) sont mieux représentés en Ile de France contre respectivement 9.6% et 31.8% en province au détriment des ouvriers (14.1% en Ile de France soit 16.3 points de moins qu'en province).

COMPARAISON DES EMISSIONS PTZ / NPTZ

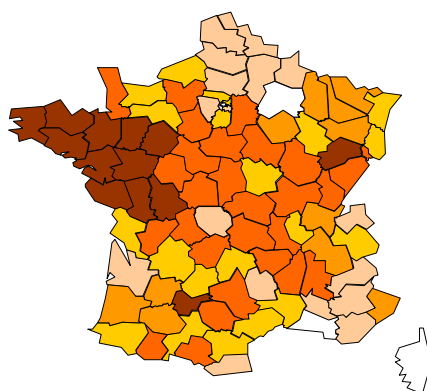
Au regard des distributions des NPTZ en 2006 et en 2008 sur les deux dernières cartes de France ci-dessous, il apparaît que l'ouest de la France se caractérise par une plus grande fréquence des NPTZ (en nombre de prêts par 10 000 habitants) à l'opposé des autres zones géographiques, alors que cette caractéristique concernait presque la moitié des régions sous l'ancien dispositif.

En 2008, la fréquence des NPTZ en Ile de France hors Paris converge vers la moyenne nationale de 34 prêts par 10000 habitants. A noter que la Meurthe et Moselle, la Meuse et la Somme ont les caractéristiques de la moyenne nationale.

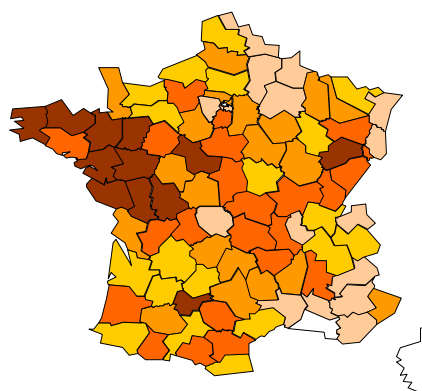
Prêts à 0% émis en 2004 en Métropole
(La moyenne nationale est d'environ 14 prêts pour 10 000 habitants)



Nouveaux prêts à 0% émis en 2006 en Métropole
(La moyenne nationale est d'environ 38 prêts pour 10 000 habitants)



Nouveaux prêts à 0% émis en 2008 en Métropole
(La moyenne nationale est d'environ 35 prêts pour 10 000 habitants)



L'échelle est construite par rapport à la moyenne nationale de nombre de prêts par 10000 habitants²³ selon la génération.

	2004	2006	2008
Moyenne Nationale du nombre (N)PTZ par 10000 habitants	14	38	34
-30% et moins	moins de 10	moins de 26	moins de 24
[-30%;-10%[	de 10 à moins de 13	de 26 à moins de 34	de 24 à moins de 30
[-10%;0%[	de 13 à moins de 14	de 34 à moins de 38	de 30 à moins de 34
[0%;10%[	de 14 à moins de 16	de 38 à moins de 41	de 34 à moins de 37
[10%;30%[	de 16 à moins de 18	de 41 à moins de 49	de 37 à moins de 44
30% et plus	18 et plus	49 et plus	44 et plus

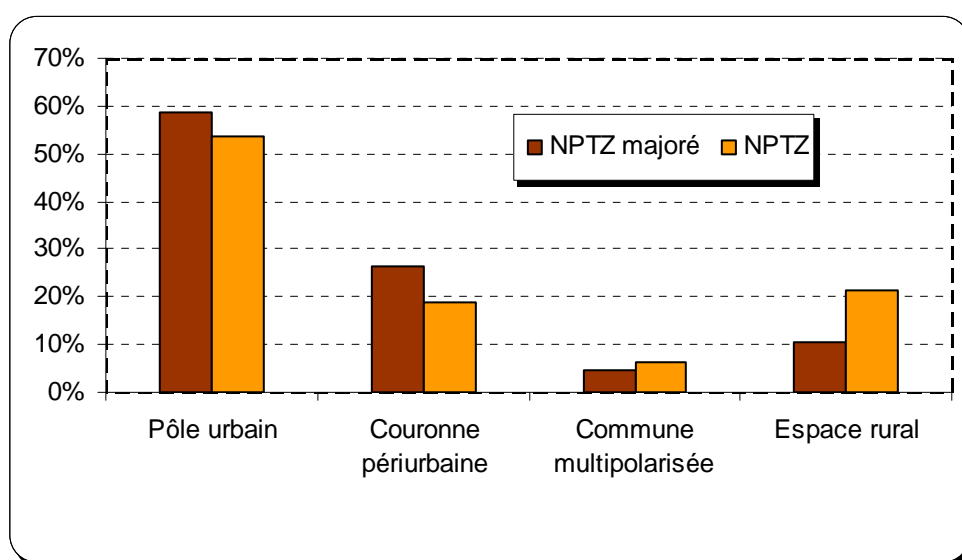
²³ Source: INSEE, recensement 2006.

1.5 PRETS A TAUX 0 % MAJORES

En 2008, on totalise 1942 prêts majorés en métropole dont 764 prêts au profit des zones ZUS/ZFU, soit 39.3% des prêts à 0% majorés.

Les NPTZ majorés sont concentrés dans un pôle urbain avec 1143 prêts (soit 58.9% contre 57.3% en 2007), la localisation en couronne préurbaine arrive en 2^{ème} position avec 513 prêts (soit 26.4% contre 34.7% en 2007) alors que l'espace rural représente 10.3% des prêts (contre 5.6% en 2007) devant les communes multipolarisés avec seulement 4.4% (contre 2.3% en 2007).

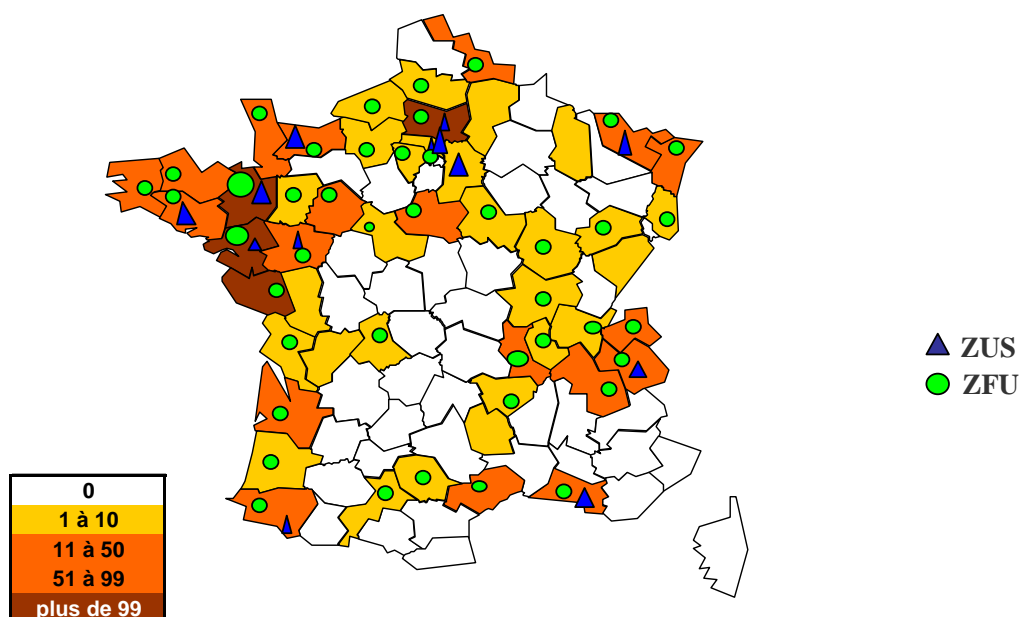
Répartition des émissions des NPTZ et NPTZ majorés par type de commune en 2008



Au regard de la répartition dans les trois zones géographiques A, B et C, on constate que la zone B, concentre 63.2% des prêts NPTZ majorés (contre 34.6% dans l'ensemble) suivie de la zone C avec une part de 33.8% (contre 48.6% dans l'ensemble), tandis que la zone A arrive en dernière position avec seulement 3.0% (contre 16.6% dans l'ensemble).

La répartition départementale des prêts à 0 % majorés est donnée sur la carte ci-après : on enregistre des prêts à 0% majorés dans 53 départements. Le plus grand nombre de prêts majorés est constaté en Ile et Vilaine avec 554 prêts suivi de la Loire Atlantique avec 290 prêts et de l'Oise avec 116. Les départements du Nord, de la Sarthe, de l'Isère, de la Hauts-de-Seine, Maine-et-Loire et la Manche se situent dans la tranche de 11 à 50 du graphique ci-après.

Nouveaux prêts à 0% majorés émis en 2008 en Métropole



Le nombre de ménages de petite taille (isolé ou 2 personnes) s'établit à 50.7% de l'ensemble des prêts majorés (contre 54.2% en 2007). Les ménages composés de plus de 3 personnes gagnent 3.5 points par rapport à l'année dernière.

En regroupant les données selon la situation matrimoniale de l'emprunteur, il apparaît que la proportion des couples mariés ou vivant maritalement s'élève à 62.5% de l'ensemble avec respectivement 570 et 644 prêts. Par ailleurs, le nombre de célibataires bénéficiaires de la majoration ENL s'établit à 617 prêts (soit 31.8% de l'ensemble). Enfin les divorcés et séparés ne représentent que 5.4%.

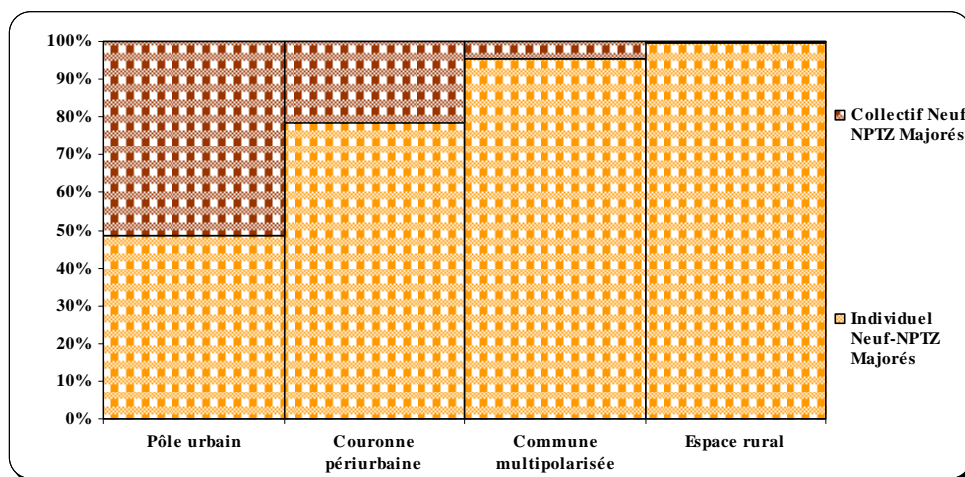
Les CSP des emprunteurs se répartissent comme suit : 34.6% des NPTZ majorés sont pour les employés (contre 40.1% en 2007) devant les ouvriers avec 30.3% (contre 23.7% en 2007). La part des professions intermédiaires se situe à 23.4% (contre 24.1% en 2007). Les trois catégories ouvriers, employés et professions intermédiaires totalisent 88.3% contre 81.2% dans l'ensemble des NPTZ.

La catégorie d'âge de 25-35 ans est la classe la plus fréquente avec 53.9 % de l'ensemble, les emprunteurs âgés de 35 ans et moins dépassent ceux âgés de 35 ans et plus avec respectivement 1351 et 591 prêts.

78.5% des emprunteurs sont des anciens locataires du secteur privé (contre 75.9% dans l'ensemble) alors que ceux vivant chez leurs parents ne représente que 8.8% (contre 12.7% en 2007).

Au regard du graphique ci-dessous, la proportion des maisons dans l'ensemble des prêts majorés est majoritaire pour tous les types de communes, à l'exception des pôles urbains où la part des appartements représente un peu plus que la moitié des prêts.

Répartition des émissions des NPTZ majorés par type d'opération et de commune en 2008



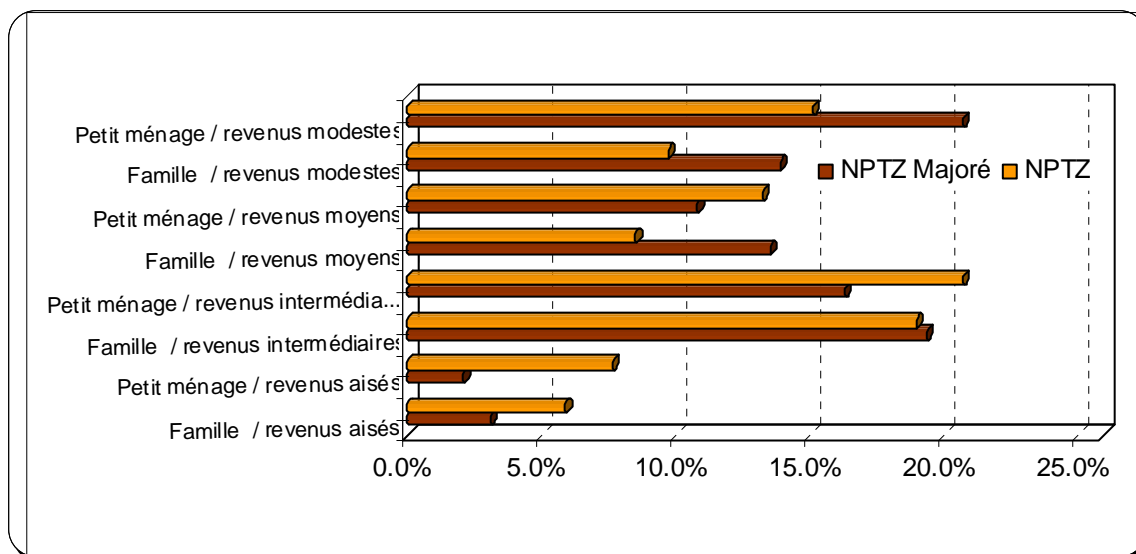
Par ailleurs, les opérations dans l'individuel (63.6%) sont plus nombreuses que dans le collectif (36.4%).

La surface moyenne des logements acquis à l'aide d'un NPTZ majoré est de 83.5 m² pour 3.8 pièces, contre 87.0 m² dans l'ensemble pour le même nombre de pièces. Les appartements ne comportent que 3.0 pièces en moyenne pour une superficie de 66.0 m². En individuel, la surface moyenne est de 93.6 m² pour 4.3 pièces en moyenne.

Le montant moyen d'opération NPTZ majoré en 2008, s'établit à 150 000 € contre 155 500 € dans l'ensemble du neuf et 146 500 € dans l'ensemble des prêts à 0%, alors que le montant moyen du NPTZ majoré, est autour de 28 800 € contre 15 400 € dans l'ensemble.

Les revenus modestes représentent 34.6 % (contre 24.9% de l'ensemble) et les revenus moyens 24.4% (contre 21.8% de l'ensemble). La proportion des ménages à revenus intermédiaires se situe à 35.7% (contre 39.7% dans l'ensemble) devant les revenus aisés avec 5.2 % des prêts (contre 13.6% dans l'ensemble).

Répartition des émissions des NPTZ et NPTZ majorés par type de ménage et revenu en 2008

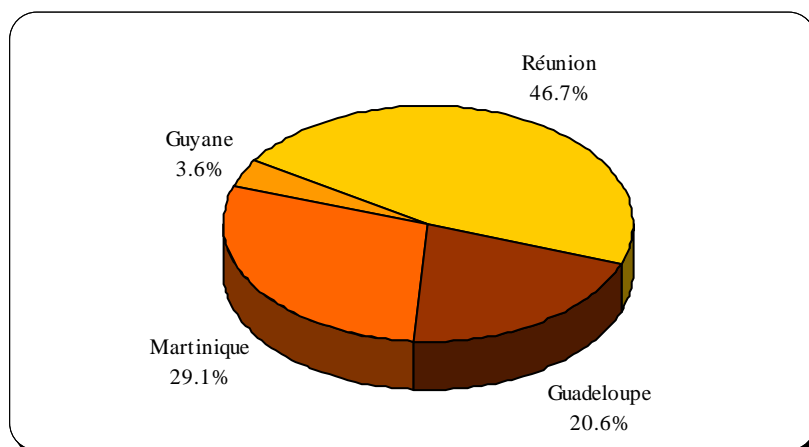


2 ÉMISSION DE NOUVEAUX PTZ DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Les déclarations auprès de la SGFGAS arrêtées le 31 mars 2009 recensent 724 NPTZ émis dans les DOM en 2008 pour un montant global prêté de 14.8 millions d'euros. Si la production de prêts à 0% a diminué en 2008 en métropole de 13.4%, ce phénomène n'a pas été observé pour les DOM, puisqu'on y constate une augmentation de 12.6%, soit 81 prêts de plus que l'année dernière (annexe – 22 à 24).

En différenciant ces chiffres par département, il ressort que la Réunion et la Guadeloupe gagnent du terrain avec respectivement 46.7% et 20.6% (soit respectivement 52 et 36 prêts de plus par rapport à l'année dernière), au détriment de la Martinique qui perd 4.3 points par rapport à l'année précédente, et ne représente désormais que 29.1% de la production. La Guyane se maintient en dernière position avec seulement 3.6% des prêts DOM.

Répartition départementale des NPTZ DOM en 2008

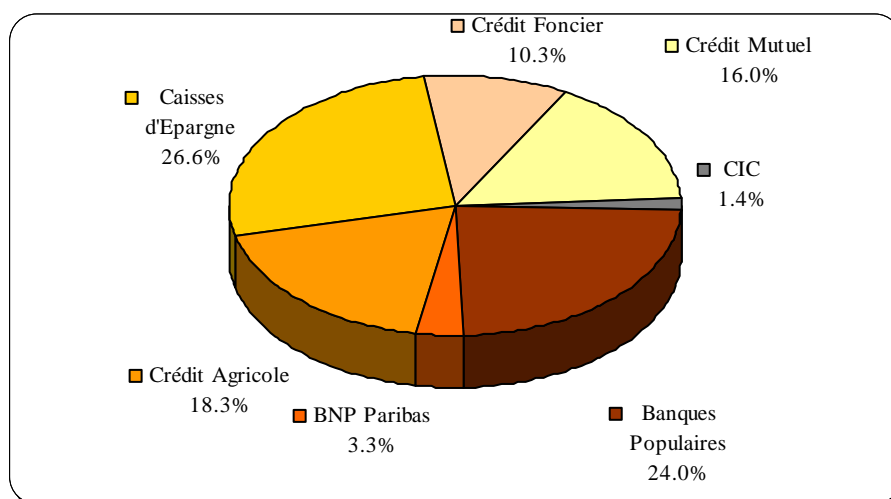


Le montant moyen du NPTZ DOM, se situe autour de 20 400 € en 2008 contre 20 500 € en 2007 (soit une légère baisse de 0.5% par rapport à l'année précédente). En 2008, on observe également une légère baisse du montant moyen d'opération de 0.7%, pour s'établir à 133 800 €, soit 900 euros de moins que l'année dernière. Cette baisse intervient après plusieurs années de hausse constante.

Tout comme pour la métropole, le nouveau dispositif de PTZ avait bouleversé, lors de son introduction en février 2005, la hiérarchie traditionnelle des parts de marché des distributeurs bancaires, cette nouvelle distribution n'avait ensuite pas ou peu évolué en 2007. En 2008, le

réseau leader demeure celui composé des Caisses d'Epargne et Crédit Foncier avec 36.9%, soit une augmentation de 7.8 points par rapport à 2007 ; le réseau suivant est celui des Banques Populaires avec 24.0% de parts de marché soit une hausse de 7 points par rapport à 2007. Le Crédit Agricole arrive en 3^{ème} position avec 18.3% de parts de marché devant le Crédit Mutuel avec seulement 16.0%, perdant 10.1 points par rapport à l'année dernière. Enfin, la BNP Paribas, ne réalise que 3.3% de la production distribuée dans les DOM.

Parts de marché des établissements émetteurs de NPTZ DOM en 2008



2.1 CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS

La part de l'individuel a perdu de 0.4 point en 2008 et reste largement majoritaire avec 82.0% des opérations : 55.5% des NPTZ dans les DOM concernent l'individuel neuf. La part d'acquisition seule augmente de 2.9 points pour atteindre 34.7% des opérations. Le neuf ne représente plus que 58.0% des opérations (contre 62.5% en 2007 et 64.5% en 2006).

Structure de répartition des émissions de NPTZ DOM par type d'opération

	2006		2007		2008	
Individuel Neuf	389	60.3%	383	59.6%	402	55.5%
Collectif Neuf	27	4.2%	19	3.0%	18	2.5%
Individuel Acquisition amélioration	31	4.8%	27	4.2%	39	5.4%
Collectif Acquisition amélioration	13	2.0%	10	1.6%	14	1.9%
Individuel Acquisition seule	122	18.9%	120	18.7%	153	21.1%
Collectif Acquisition seule	63	9.8%	84	13.1%	98	13.5%
Ensemble	645	100%	643	100%	724	100%

Le coût moyen de l'opération en 2008 dans les DOM atteint 133 800 €, soit une baisse de 0.7% par rapport à 2007. En différenciant selon le type de l'opération, il s'avère que cette baisse concerne uniquement l'individuel ancien avec -9.2%, contre une hausse pour les autres types d'opérations, soit +19.0% dans le collectif neuf, +2.4% dans le collectif ancien et +1.8% dans l'individuel neuf. Le coût moyen de l'opération dans l'individuel neuf est dépassé de 24.6% par celui du collectif neuf.

La surface moyenne des logements acquis à l'aide d'un NPTZ DOM en 2008 est de 95 m² pour 4 pièces, soit une augmentation d'un m² pour un même nombre de pièces. Les appartements ne comportent que 3 pièces en moyenne pour une superficie de 68 m² dans le neuf (pour un coût d'opération plus élevé) et 61 m² dans l'ancien. En individuel, la surface moyenne est de 105 m² dans le neuf et 95 m² dans l'ancien.

2.2 CARACTERISTIQUES DES MENAGES BENEFICIAIRES

En 2008, la part cumulée des quatre premières tranches remonte à 88.7% contre une part cumulée 86.2% en 2007 pour retrouver le niveau de 2006.

En 2008, la catégorie d'âge de 25-35 ans est la plus représentée avec 45.4 % de l'ensemble. Cette année les emprunteurs de 35 ans et moins dépassent toujours les 35 ans et plus avec respectivement 368 et 356 prêts NPTZ, soit une proportion moins importante que l'année dernière (50.8% contre 52.1%).

Le nombre de ménages de petite taille continue à augmenter en 2008 pour s'établir à 46.8% de l'ensemble NPTZ aux DOM. Les ménages composés de plus de 3 personnes conservent tout de même la majorité avec une proportion de 53.2%.

S'agissant des CSP des emprunteurs dans les DOM, 42.3% des NPTZ sont pour les employés. La part des professions intermédiaires se situe à 27.5%, alors que la part cumulée des ouvriers, employés et professions intermédiaires atteint 83.0% (contre 86.8% en 2007).

En regroupant les données selon la situation matrimoniale de l'emprunteur, il apparaît que le nombre de célibataires dépasse celui des couples mariés. Par ailleurs, la part des mariés diminue au profit des couples vivant maritalement ; l'ensemble des deux catégories reste majoritaire avec 52.2% soit une augmentation 1.4 points par rapport à 2007, au détriment essentiellement des veufs et célibataires.

61.3% des emprunteurs sont anciens locataires du secteur privé (soit 0.3 point de plus par rapport à 2007) et plus d'un quart vivaient chez leurs parents.

2.3 DISPOSITIF SPECIFIQUE AUX DOM

S'agissant du dispositif mis en place au premier janvier 2007, profitant aux ménages dont les ressources sont inférieures à 60% des plafonds, 548 prêts ont été accordés avec cette mesure (dont 293 prêts en 2008) soit 40.1% de l'ensemble des prêts émis dans les DOM en 2007 et 2008 (leur part en 2008 est de 40.5%)

En 2008, à l'image de l'ensemble des NPTZ aux DOM, la Réunion est majoritaire avec 153 prêts, soit une part de 52.2%. On enregistre 72 prêts pour la Martinique (soit 24.6% contre 29.1% dans l'ensemble), alors que pour la Guyane, on comptabilise 6 prêts.

En 2008, la surface moyenne des logements à l'aide du nouveau dispositif NPTZ aux DOM, est de 96 m² pour 4 pièces, soit 1 m² de plus que dans l'ensemble. Dans le collectif, les appartements comportent 3 pièces en moyenne pour une superficie de 79 m² dans le neuf (contre 68 m² dans l'ensemble) et 59 m² dans l'ancien (contre 61 m² dans l'ensemble). En individuel, la surface moyenne est de 100 m² dans l'ancien et 105 m² dans le neuf.

Concernant les CSP des emprunteurs, 39.2% des NPTZ du nouveau dispositif distribués en 2008 profitent aux employés (contre 42.3% dans l'ensemble des prêts aux DOM), la part des professions intermédiaires est de 30.0% (contre 27.5% dans l'ensemble), alors que la part cumulée des ouvriers, employés et professions intermédiaires est un peu plus élevée que dans l'ensemble des NPTZ en Outre Mer, elle s'établit à 85.0% (contre 83.0%).

Les trois premières tranches du barème rassemblent 96.9% des prêts spécifiques, dont 56.0% pour la seule première tranche (il n'y a pas des bénéficiaires éligibles aux mesures spécifiques au DOM dans la 5^{ème} tranche).

Quant à la répartition des parts de marchés de la distribution de ces prêts spécifiques. Le groupe des Banques Populaires est leader du marché en 2008 avec 33.4% devant celui composé des Caisses d'Epargne et du Crédit Foncier avec 27.7% (contre 36.9% dans l'ensemble des prêts DOM), le réseau suivant est le Crédit Agricole avec 18.9% (contre 18.3% dans l'ensemble des prêts DOM), le groupe Crédit Mutuel est en 4^e position avec 15.8% de parts de marché (contre 16.0% dans l'ensemble des prêts DOM).

2.4 COMPARAISON ENTRE LES EMPRUNTEURS DANS LES DOM ET EN METROPOLE

En comparaison avec la métropole, les emprunteurs dans les DOM :

- sont plus représentés dans les tranches de revenus les plus faibles (61.9% pour les trois premières tranches du barème contre 60.2% en Métropole), sachant que cette proportion était de 63.8% en 2007 dans les DOM;

- sont plus présents dans les catégories d'âges plus élevées (49.2% des emprunteurs âgés de plus de 35 ans contre 28.7% en France métropolitaine) ;
- sont relativement plus souvent regroupés en familles (53.2% des 3 personnes et plus contre 42.8% en Métropole) ;
- sont plus souvent employés (42.3% contre 32.1% en métropole) et relativement moins souvent ouvriers (13.3% contre 27.8% en métropole) ;
- sont relativement plus souvent célibataires (40.3% contre seulement 36.7% en France métropolitaine) avec une part relativement plus importante des couples mariés par rapport au concubinage (toutefois, l'écart entre ces deux statuts se resserre étant de 9.1 points contre 4.7 points en France métropolitaine) ;
- vivaient plus, en proportion, chez leurs parents (25.7% contre seulement 11.1% en France métropolitaine).
- deux prêts majorés « ENL » seulement dans les DOM contre 1942 prêts en Métropole.

3 ANNEXES

ANNEXES

Annexe 1 : Répartition en 2008 des NPTZ par type d'opération et zone géographique (au sens de Robien 2008)	3
Annexe 2 : Répartition des émissions de NPTZ par type d'opération et catégorie de commune	4
Annexe 3 : Coût moyen d'opération et montant moyen du NPTZ par type d'opération..	5
Annexe 4 : Répartition des CSP selon le type de commune	6
Annexe 5 : Répartition des emprunteurs selon leur situation familiale et le type de commune	7
Annexe 6 : Répartition des emprunteurs selon leur revenu mensuel N et le type de commune	8
Annexe 7 : Comparaison des émissions de NPTZ par catégorie de commune de l'ancien et du futur logement.....	9
Annexe 8 : Répartition des émissions selon les caractéristiques socio-démographiques des emprunteurs	10
Annexe 9 : Répartition des émissions par catégorie de ménage et type d'opération	11
Annexe 10 : Répartition des émissions de NPTZ par tranches du barème et type d'opération	12
Annexe 11 : Revenu mensuel moyen de l'année N selon la tranche de revenu de l'année de référence	13
Annexe 12 : Evolution des revenus mensuels de l'année N des ménages bénéficiaires d'un NPTZ	14
Annexe 13 : Revenu mensuel de l'année N des ménages bénéficiaires d'un NPTZ en 2008	15
Annexe 14 : Parts de marché des établissements	16

Annexe 15 : Répartition des émissions par taux d'apport personnel* des ménages et type d'opération	17
Annexe 16 : Caractéristiques des prêts principaux.....	18
Annexe 17 : Composition des plans de financement accompagnant un NPTZ en 2008 ..	19
Annexe 18 : Composition des plans de financement accompagnant un NPTZ en 2007 ..	20
Annexe 19-1 : Répartition géographique des NPTZ émis en 2008 par type d'opération	21
Annexe 19-2 : Répartition géographique des NPTZ émis en 2008 par type d'opération (suite)	22
Annexe 19-3: Répartition géographique des NPTZ émis en 2008 par type d'opération (suite)	23
Annexe 20 : NPTZ émis en 2008, finançant un logement situé en Province.....	24
Annexe 21: NPTZ émis en 2008, finançant un logement situé en Ile de France.....	25
Annexe 22 : Principales caractéristiques des NPTZ émis dans les DOM	26
Annexe 23 : Répartition des ménages bénéficiaires de NPTZ DOM selon l'âge de l'emprunteur	27
Annexe 24 : Parts de marché des établissements émetteurs de NPTZ DOM.....	28

Annexe 1 : Répartition en 2008 des NPTZ par type d'opération et zone géographique (au sens de Robien 2008)

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

2008	Zone A			Zone B			Zone C			Ensemble		
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne
Neuf (hors construction) - individuel	502	1.4%	11.4%	1 965	2.7%	44.6%	1 938	1.9%	44.0%	4 405	2.1%	100%
Neuf (hors construction) - collectif	3 293	9.2%	33.3%	5 082	7.0%	51.4%	1 512	1.5%	15.3%	9 887	4.7%	100%
Construction (avec terrain) - individuel	269	0.8%	0.7%	5 422	7.4%	15.1%	30 274	29.5%	84.2%	35 965	17.0%	100%
Construction (sans terrain) - individuel	240	0.7%	1.6%	2 613	3.6%	17.8%	11 800	11.5%	80.5%	14 653	6.9%	100%
Ancien avec travaux - individuel	915	2.6%	2.9%	9 652	13.2%	30.3%	21 255	20.7%	66.8%	31 822	15.0%	100%
Ancien avec travaux - collectif	2 785	7.8%	25.2%	6 409	8.8%	57.9%	1 869	1.8%	16.9%	11 063	5.2%	100%
Ancien sans travaux - individuel	5 933	16.6%	10.7%	20 494	28.0%	36.9%	29 183	28.4%	52.5%	55 610	26.3%	100%
Ancien sans travaux - collectif	21 730	60.9%	45.2%	21 464	29.4%	44.6%	4 879	4.8%	10.1%	48 073	22.7%	100%
Ensemble	35 667	100%	16.9%	73 101	100%	34.6%	102 710	100%	48.6%	211 478	100%	100%

2008	Zone A			Zone B			Zone C			Ensemble		
	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ
Neuf (hors construction) - individuel	229 000 €	10.4%	23 800 €	173 400 €	10.7%	18 500 €	154 800 €	11.2%	17 400 €	171 500 €	10.8%	18 600 €
Neuf (hors construction) - collectif	196 700 €	10.8%	21 300 €	156 400 €	10.2%	15 900 €	143 200 €	9.6%	13 800 €	167 800 €	10.4%	17 400 €
Construction (avec terrain) - individuel	257 000 €	10.4%	26 600 €	177 800 €	11.1%	19 800 €	153 600 €	12.3%	18 900 €	158 000 €	12.1%	19 100 €
Construction (sans terrain) - individuel	197 400 €	12.0%	23 600 €	145 100 €	12.3%	17 900 €	133 100 €	13.0%	17 300 €	136 300 €	12.8%	17 500 €
Ancien avec travaux - individuel	205 200 €	10.1%	20 700 €	134 300 €	10.3%	13 900 €	118 900 €	10.8%	12 900 €	126 000 €	10.6%	13 400 €
Ancien avec travaux - collectif	174 200 €	10.5%	18 300 €	113 600 €	10.3%	11 700 €	101 700 €	10.8%	11 000 €	126 800 €	10.4%	13 200 €
Ancien sans travaux - individuel	218 000 €	9.7%	21 200 €	153 700 €	9.0%	13 800 €	138 400 €	9.4%	13 000 €	152 400 €	9.3%	14 200 €
Ancien sans travaux - collectif	173 900 €	10.6%	18 500 €	124 800 €	9.2%	11 500 €	109 900 €	9.6%	10 600 €	145 500 €	10.0%	14 600 €
Ensemble	185 700 €	10.4%	19 400 €	141 300 €	9.8%	13 800 €	136 600 €	11.1%	15 100 €	146 500 €	10.5%	15 400 €

Annexe 2 : Répartition des émissions de NPTZ par type d'opération et catégorie de commune

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

2008	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	11 581	10.2%	21.0%	17 165	43.1%	31.2%	5 691	42.4%	10.3%	20 586	45.6%	37.4%	55 023	26.0%
Collectif Neuf	7 975	7.1%	80.7%	1 243	3.1%	12.6%	256	1.9%	2.6%	413	0.9%	4.2%	9 887	4.7%
Individuel Ancien	39 959	35.3%	45.7%	18 598	46.7%	21.3%	6 667	49.7%	7.6%	22 208	49.2%	25.4%	87 432	41.3%
Collectif Ancien	53 547	47.4%	90.5%	2 850	7.2%	4.8%	810	6.0%	1.4%	1 929	4.3%	3.3%	59 136	28.0%
Ensemble	113 062	100%	53.5%	39 856	100%	18.8%	13 424	100%	6.3%	45 136	100%	21.3%	211 478	100%

2007	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	13 387	10.3%	20.3%	20 674	44.9%	31.4%	7 160	44.8%	10.9%	24 667	47.4%	37.4%	65 888	27.0%
Collectif Neuf	9 108	7.0%	76.9%	1 803	3.9%	15.2%	444	2.8%	3.7%	489	0.9%	4.1%	11 844	4.9%
Individuel Ancien	45 971	35.4%	47.1%	19 967	43.4%	20.5%	7 329	45.8%	7.5%	24 274	46.6%	24.9%	97 541	39.9%
Collectif Ancien	61 567	47.3%	89.4%	3 610	7.8%	5.2%	1 065	6.7%	1.5%	2 647	5.1%	3.8%	68 889	28.2%
Ensemble	130 033	100%	53.3%	46 054	100%	18.9%	15 998	100%	6.6%	52 077	100%	21.3%	244 162	100%

2006	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	14 601	11.9%	20.8%	22 124	47.4%	31.5%	7 608	47.1%	10.8%	25 887	50.3%	36.9%	70 220	29.7%
Collectif Neuf	8 107	6.6%	76.4%	1 627	3.5%	15.3%	425	2.6%	4.0%	449	0.9%	4.2%	10 608	4.5%
Individuel Ancien	42 532	34.8%	46.4%	19 480	41.7%	21.2%	7 177	44.4%	7.8%	22 515	43.8%	24.6%	91 704	38.8%
Collectif Ancien	57 051	46.7%	89.1%	3 478	7.4%	5.4%	951	5.9%	1.5%	2 575	5.0%	4.0%	64 055	27.1%
Ensemble	122 291	100%	51.7%	46 709	100%	19.7%	16 161	100%	6.8%	51 426	100%	21.7%	236 587	100%

2005	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	14 094	14.6%	21.1%	21 482	50.7%	32.2%	7 072	49.0%	10.6%	24 106	51.5%	36.1%	66 754	33.3%
Collectif Neuf	6 022	6.2%	76.8%	1 141	2.7%	14.5%	268	1.9%	3.4%	415	0.9%	5.3%	7 846	3.9%
Individuel Ancien	34 843	36.0%	44.7%	16 965	40.0%	21.8%	6 237	43.2%	8.0%	19 823	42.3%	25.5%	77 868	38.9%
Collectif Ancien	41 770	43.2%	87.1%	2 818	6.6%	5.9%	861	6.0%	1.8%	2 509	5.4%	5.2%	47 958	23.9%
Ensemble	96 729	100%	48.3%	42 406	100%	21.2%	14 438	100%	7.2%	46 853	100%	23.4%	200 426	100%

Annexe 3 : Coût moyen d'opération et montant moyen du NPTZ par type d'opération

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

2008	<u>Pôle urbain</u>			<u>Couronne périurbaine</u>			<u>Commune multipolarisée</u>			<u>Espace rural</u>		
	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ
Individuel Neuf	166 500	11.6%	19 300	157 000	11.8%	18 600	155 400	12.0%	18 600	142 000	12.9%	18 300
Collectif Neuf	171 600	10.4%	17 900	152 700	10.2%	15 600	156 600	9.3%	14 500	140 600	9.7%	13 700
Individuel Ancien	152 400	9.7%	14 800	149 800	8.9%	13 400	140 500	9.5%	13 300	119 900	10.7%	12 800
Collectif Ancien	143 800	10.2%	14 700	133 200	8.8%	11 700	122 300	9.5%	11 600	104 500	10.4%	10 900
Ensemble	151 100	10.2%	15 400	151 800	10.3%	15 600	146 100	10.6%	15 500	129 500	11.7%	15 200

2007	<u>Pôle urbain</u>			<u>Couronne périurbaine</u>			<u>Commune multipolarisée</u>			<u>Espace rural</u>		
	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ
Individuel Neuf	167 100	11.3%	18 900	157 300	11.8%	18 500	155 700	11.9%	18 500	141 000	12.9%	18 200
Collectif Neuf	173 700	9.8%	17 000	154 700	10.0%	15 500	156 700	9.3%	14 600	142 400	9.8%	13 900
Individuel Ancien	150 600	9.7%	14 600	151 300	8.9%	13 500	141 400	9.4%	13 300	120 400	10.6%	12 800
Collectif Ancien	145 200	10.1%	14 700	135 000	8.8%	11 900	127 000	9.3%	11 800	106 600	10.7%	11 400
Ensemble	151 400	10.0%	15 200	152 800	10.3%	15 700	147 300	10.5%	15 500	129 700	11.8%	15 300

2006	<u>Pôle urbain</u>			<u>Couronne périurbaine</u>			<u>Commune multipolarisée</u>			<u>Espace rural</u>		
	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ
Individuel Neuf	161 400	11.7%	18 900	150 800	12.2%	18 400	149 500	12.4%	18 500	134 800	13.5%	18 200
Collectif Neuf	167 800	9.8%	16 400	152 100	9.7%	14 800	152 900	9.6%	14 700	136 100	9.9%	13 500
Individuel Ancien	145 100	10.1%	14 600	145 600	9.3%	13 500	134 800	9.8%	13 200	116 000	11.0%	12 800
Collectif Ancien	137 400	10.5%	14 400	130 900	9.1%	11 900	121 000	10.0%	12 100	102 200	11.1%	11 300
Ensemble	144 900	10.4%	15 100	147 200	10.7%	15 800	141 400	11.1%	15 700	125 000	12.3%	15 400

2005	<u>Pôle urbain</u>			<u>Couronne périurbaine</u>			<u>Commune multipolarisée</u>			<u>Espace rural</u>		
	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ	Opération	Quotité moyenne du PTZ	PTZ
Individuel Neuf	151 400	12.4%	18 800	141 600	13.0%	18 400	140 500	13.0%	18 300	127 000	14.2%	18 000
Collectif Neuf	154 600	10.5%	16 200	144 400	10.2%	14 800	144 500	9.9%	14 300	135 700	10.6%	14 400
Individuel Ancien	132 300	10.8%	14 300	135 300	10.0%	13 500	126 500	10.5%	13 300	107 700	11.9%	12 800
Collectif Ancien	122 500	11.2%	13 700	122 400	9.9%	12 100	113 700	10.7%	12 200	99 900	11.6%	11 600
Ensemble	132 300	11.2%	14 800	137 900	11.5%	15 900	132 900	11.8%	15 700	117 400	13.1%	15 400

Annexe 4 : Répartition des CSP selon le type de commune

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

2008	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	143	0.1%	7.1%	480	1.2%	23.9%	175	1.3%	8.7%	1 209	2.7%	60.2%	2 007	0.9%
Artisans, commerçants	2 561	2.3%	47.9%	1 078	2.7%	20.1%	323	2.4%	6.0%	1 388	3.1%	25.9%	5 350	2.5%
Cadres	19 594	17.3%	74.1%	3 356	8.4%	12.7%	897	6.7%	3.4%	2 591	5.7%	9.8%	26 438	12.5%
Prof. Intermédiaires	25 583	22.6%	57.0%	8 697	21.8%	19.4%	2 776	20.7%	6.2%	7 813	17.3%	17.4%	44 869	21.2%
Employés	39 141	34.6%	57.6%	12 714	31.9%	18.7%	3 739	27.9%	5.5%	12 367	27.4%	18.2%	67 961	32.1%
Ouvriers	22 809	20.2%	38.8%	12 579	31.6%	21.4%	5 135	38.3%	8.7%	18 267	40.5%	31.1%	58 790	27.8%
Retraités	692	0.6%	53.8%	152	0.4%	11.8%	57	0.4%	4.4%	386	0.9%	30.0%	1 287	0.6%
Inactifs	2 539	2.2%	53.2%	800	2.0%	16.8%	322	2.4%	6.7%	1 115	2.5%	23.3%	4 776	2.3%
Ensemble	113 062	100%	53.5%	39 856	100%	18.8%	13 424	100%	6.3%	45 136	100%	21.3%	211 478	100%

2007	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	151	0.1%	7.4%	492	1.1%	24.2%	169	1.1%	8.3%	1 221	2.3%	60.1%	2 033	0.8%
Artisans, commerçants	2 880	2.2%	47.7%	1 178	2.6%	19.5%	364	2.3%	6.0%	1 615	3.1%	26.8%	6 037	2.5%
Cadres	23 601	18.2%	73.8%	4 113	8.9%	12.9%	1 134	7.1%	3.5%	3 150	6.0%	9.8%	31 998	13.1%
Prof. Intermédiaires	30 134	23.2%	56.5%	10 393	22.6%	19.5%	3 354	21.0%	6.3%	9 438	18.1%	17.7%	53 319	21.8%
Employés	44 809	34.5%	56.9%	14 779	32.1%	18.8%	4 485	28.0%	5.7%	14 689	28.2%	18.6%	78 762	32.3%
Ouvriers	24 199	18.6%	37.7%	13 854	30.1%	21.6%	6 001	37.5%	9.4%	20 050	38.5%	31.3%	64 104	26.3%
Retraités	728	0.6%	54.2%	162	0.4%	12.1%	64	0.4%	4.8%	388	0.7%	28.9%	1 342	0.5%
Inactifs	3 531	2.7%	53.8%	1 083	2.4%	16.5%	427	2.7%	6.5%	1 526	2.9%	23.2%	6 567	2.7%
Ensemble	130 033	100%	53.3%	46 054	100%	18.9%	15 998	100%	6.6%	52 077	100%	21.3%	244 162	100%

2006	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	158	0.1%	7.4%	476	1%	22.4%	163	1.0%	7.7%	1 325	2.6%	62.4%	2 122	0.9%
Artisans, commerçants	2 365	1.9%	45.3%	1 054	2%	20.2%	341	2.1%	6.5%	1 465	2.8%	28.0%	5 225	2.2%
Cadres	20 824	17.0%	71.4%	4 104	9%	14.1%	1 116	6.9%	3.8%	3 102	6.0%	10.6%	29 146	12.3%
Prof. Intermédiaires	30 157	24.7%	54.9%	11 162	24%	20.3%	3 570	22.1%	6.5%	10 027	19.5%	18.3%	54 916	23.2%
Employés	42 180	34.5%	55.8%	14 727	32%	19.5%	4 604	28.5%	6.1%	14 026	27.3%	18.6%	75 537	31.9%
Ouvriers	22 486	18.4%	36.5%	13 775	29%	22.4%	5 833	36.1%	9.5%	19 510	37.9%	31.7%	61 604	26.0%
Retraités	649	0.5%	50.8%	173	0%	13.5%	63	0.4%	4.9%	392	0.8%	30.7%	1 277	0.5%
Inactifs	3 472	2.8%	51.4%	1 238	3%	18.3%	471	2.9%	7.0%	1 579	3.1%	23.4%	6 760	2.9%
Ensemble	122 291	100.0%	51.7%	46 709	100%	19.7%	16 161	100%	6.8%	51 426	100%	21.7%	236 587	100%

2005	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	193	0.2%	8.9%	474	1.1%	21.8%	186	1.3%	8.5%	1 325	2.8%	60.8%	2 178	1.1%
Artisans, commerçants	1 980	2.0%	43.4%	948	2.2%	20.8%	288	2.0%	6.3%	1 342	2.9%	29.4%	4 558	2.3%
Cadres	14 023	14.5%	65.4%	3 613	8.5%	16.8%	1 023	7.1%	4.8%	2 790	6.0%	13.0%	21 449	10.7%
Prof. Intermédiaires	24 736	25.6%	52.1%	10 260	24.2%	21.6%	3 263	22.6%	6.9%	9 221	19.7%	19.4%	47 480	23.7%
Employés	34 037	35.2%	53.5%	13 053	30.8%	20.5%	3 964	27.5%	6.2%	12 554	26.8%	19.7%	63 608	31.7%
Ouvriers	18 296	18.9%	33.9%	12 784	30.1%	23.7%	5 208	36.1%	9.6%	17 744	37.9%	32.8%	54 032	27.0%
Retraités	581	0.6%	49.9%	155	0.4%	13.3%	49	0.3%	4.2%	380	0.8%	32.6%	1 165	0.6%
Inactifs	2 883	3.0%	48.4%	1 119	2.6%	18.8%	457	3.2%	7.7%	1 497	3.2%	25.1%	5 956	3.0%
Ensemble	96 729	100%	48.3%	42 406	100%	21.2%	14 438	100%	7.2%	46 853	100%	23.4%	200 426	100%

Annexe 5 : Répartition des emprunteurs selon leur situation familiale et le type de commune

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

2008	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	42 944	38.0%	69.9%	7 104	17.8%	11.6%	2 253	16.8%	3.7%	9 123	20.2%	14.9%	61 424	29.0%
2 personnes	30 066	26.6%	50.5%	12 438	31.2%	20.9%	4 164	31.0%	7.0%	12 845	28.5%	21.6%	59 513	28.1%
Familles	40 052	35.4%	44.2%	20 314	51.0%	22.4%	7 007	52.2%	7.7%	23 168	51.3%	25.6%	90 541	42.8%
Ensemble	113 062	100%	53.5%	39 856	100%	18.8%	13 424	100%	6.3%	45 136	100%	21.3%	211 478	100%

2007	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	50 592	38.9%	70.7%	8 007	17.4%	11.2%	2 714	17.0%	3.8%	10 238	19.7%	14.3%	71 551	29.3%
2 personnes	34 178	26.3%	50.4%	13 981	30.4%	20.6%	4 967	31.0%	7.3%	14 667	28.2%	21.6%	67 793	27.8%
Familles	45 263	34.8%	43.2%	24 066	52.3%	23.0%	8 317	52.0%	7.9%	27 172	52.2%	25.9%	104 818	42.9%
Ensemble	130 033	100%	53.3%	46 054	100%	18.9%	15 998	100%	6.6%	52 077	100%	21.3%	244 162	100%

2006	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	46 941	38.4%	70.0%	7 760	16.6%	11.6%	2 598	16.1%	3.9%	9 715	18.9%	14.5%	67 014	28.3%
2 personnes	31 527	25.8%	48.7%	14 069	30.1%	21.7%	4 868	30.1%	7.5%	14 251	27.7%	22.0%	64 715	27.4%
Familles	43 823	35.8%	41.8%	24 880	53.3%	23.7%	8 695	53.8%	8.3%	27 460	53.4%	26.2%	104 858	44.3%
Ensemble	122 291	100%	51.7%	46 709	100%	19.7%	16 161	100%	6.8%	51 426	100%	21.7%	236 587	100%

2005	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	37 179	38.4%	68.3%	6 590	15.5%	12.1%	2 227	15.4%	4.1%	8 449	18.0%	15.5%	54 445	27.2%
2 personnes	22 350	23.1%	44.1%	11 758	27.7%	23.2%	3 984	27.6%	7.9%	12 555	26.8%	24.8%	50 647	25.3%
Familles	37 200	38.5%	39.0%	24 058	56.7%	25.2%	8 227	57.0%	8.6%	25 849	55.2%	27.1%	95 334	47.6%
Ensemble	96 729	100%	48.3%	42 406	100%	21.2%	14 438	100%	7.2%	46 853	100%	23.4%	200 426	100%

Annexe 6 : Répartition des emprunteurs selon leur revenu mensuel N et le type de commune

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

2008	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	40 477	61%	41.6%	9 674	14.6%	30.4%	3 390	5.1%	30.8%	12 938	19.5%	37.9%	66 479	38.2%
2 - 3 SMIC	34 764	49%	35.8%	14 708	20.7%	46.2%	5 265	7.4%	47.8%	16 312	23.0%	47.8%	71 049	40.8%
3 - 4 SMIC	16 867	56%	17.3%	6 539	21.9%	20.5%	2 104	7.0%	19.1%	4 374	14.6%	12.8%	29 884	17.2%
4 - 5 SMIC	4 064	75%	4.2%	749	13.7%	2.4%	206	3.8%	1.9%	430	7.9%	1.3%	5 449	3.1%
Au moins 5 SMIC	1 066	77%	1.1%	161	11.6%	0.5%	52	3.8%	0.5%	104	7.5%	0.3%	1 383	0.8%
Effectif exploité	97 238	56%	100%	31 831	18.3%	100%	11 017	27.1%	100%	34 158	19.6%	100%	174 244	100%
Effectif non exploitable	15 824			8 025			2 407			10 978			37 234	

2007	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	43 059	63%	38.8%	9 399	13.7%	25.8%	3 494	5.1%	26.3%	12 896	18.7%	33.6%	68 848	34.6%
2 - 3 SMIC	40 835	49%	36.8%	17 281	20.6%	47.5%	6 613	7.9%	49.7%	19 251	22.9%	50.2%	83 980	42.2%
3 - 4 SMIC	20 965	55%	18.9%	8 533	22.5%	23.4%	2 861	7.5%	21.5%	5 548	14.6%	14.5%	37 907	19.0%
4 - 5 SMIC	4 906	73%	4.4%	993	14.7%	2.7%	289	4.3%	2.2%	557	8.3%	1.5%	6 745	3.4%
Au moins 5 SMIC	1 198	79%	1.1%	184	12.1%	0.5%	40	2.6%	0.3%	96	6.3%	0.3%	1 518	0.8%
Effectif exploité	110 963	56%	100%	36 390	18.3%	100%	13 297	27.4%	100%	38 348	19.3%	100%	198 998	100%
Effectif non exploitable	19 070			9 664			2 701			13 729			45 164	

2006	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	41 319	61%	38.1%	9 383	13.9%	24.3%	3 468	5.2%	25.2%	13 129	19.5%	32.6%	67 299	33.5%
2 - 3 SMIC	41 243	47%	38.0%	18 976	21.7%	49.2%	6 953	7.9%	50.4%	20 420	23.3%	50.8%	87 592	43.5%
3 - 4 SMIC	20 464	53%	18.8%	8 952	23.3%	23.2%	2 980	7.8%	21.6%	5 958	15.5%	14.8%	38 354	19.1%
4 - 5 SMIC	4 501	69%	4.1%	1 065	16.4%	2.8%	332	5.1%	2.4%	591	9.1%	1.5%	6 489	3.2%
Au moins 5 SMIC	1 044	75%	1.0%	186	13.3%	0.5%	50	3.6%	0.4%	117	8.4%	0.3%	1 397	0.7%
Effectif exploité	108 571	54%	100%	38 562	19.2%	100%	13 783	29.6%	100%	40 215	20.0%	100%	201 131	100%
Effectif non exploitable	13 720			8 147			2 378			11 211			35 456	

2005	Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	34 952	58%	41.0%	8 994	14.9%	25.5%	3 271	5.4%	26.7%	13 176	21.8%	34.8%	60 393	35.4%
2 - 3 SMIC	32 227	44%	37.8%	16 923	23.0%	48.0%	5 925	8.1%	48.3%	18 512	25.2%	48.8%	73 587	43.1%
3 - 4 SMIC	15 265	48%	17.9%	8 298	26.0%	23.5%	2 761	8.7%	22.5%	5 568	17.5%	14.7%	31 892	18.7%
4 - 5 SMIC	2 399	58%	2.8%	905	22.0%	2.6%	269	6.6%	2.2%	533	13.0%	1.4%	4 106	2.4%
Au moins 5 SMIC	475	60%	0.6%	155	19.7%	0.4%	45	5.7%	0.4%	113	14.3%	0.3%	788	0.5%
Effectif exploité	85 318	50%	100%	35 275	20.7%	100%	12 271	34.4%	100%	37 902	22.2%	100%	170 766	100%
Effectif non exploitable	11 411			7 131			2 167			8 951			29 660	

(*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.

Annexe 7 : Comparaison des émissions de NPTZ par catégorie de commune de l'ancien et du futur logement

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

2008		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)												Ensemble	
		Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural				
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne		
Catégorie de commune de l'ancien logement	Pôle Urbain	78 269	69.2%	82.2%	10 107	25.4%	10.6%	2 691	20.0%	2.8%	4 111	9.1%	4.3%	95 178	45.0%
	Couronne périurbaine	20 508	18.1%	39.3%	21 994	55.2%	42.2%	3 374	25.1%	6.5%	6 271	13.9%	12.0%	52 147	24.7%
	Commune multipolarisée	4 754	4.2%	31.9%	2 207	5.5%	14.8%	5 150	38.4%	34.6%	2 784	6.2%	18.7%	14 895	7.0%
	Espace rural	9 526	8.4%	19.3%	5 544	13.9%	11.3%	2 208	16.4%	4.5%	31 969	70.8%	64.9%	49 247	23.3%
	Ensemble renseigné	113 057	100%	53%	39 852	100%	19%	13 423	100%	6%	45 135	100%	21%	211 467	100%

2007		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)												Ensemble	
		Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural				
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne		
Catégorie de commune de l'ancien logement	Pôle Urbain	90 084	69.3%	81.1%	12 119	26.3%	10.9%	3 538	22.1%	3.2%	5 389	10.3%	4.8%	111 130	45.5%
	Couronne périurbaine	23 788	18.3%	39.3%	25 209	54.7%	41.7%	3 991	24.9%	6.6%	7 524	14.4%	12.4%	60 512	24.8%
	Commune multipolarisée	5 457	4.2%	32.1%	2 446	5.3%	14.4%	5 897	36.9%	34.7%	3 210	6.2%	18.9%	17 010	7.0%
	Espace rural	10 701	8.2%	19.3%	6 279	13.6%	11.3%	2 570	16.1%	4.6%	35 951	69.0%	64.8%	55 501	22.7%
Ensemble renseigné		130 030	100%	53%	46 053	100%	19%	15 996	100%	7%	52 074	100%	21%	244 153	100%

2006		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)												Ensemble	
		Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural				
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne		
Catégorie de commune de l'ancien logement	Pôle Urbain	83 785	68.5%	79.0%	13 079	28.0%	12.3%	3 630	22.5%	3.4%	5 618	10.9%	5.3%	106 112	44.9%
	Couronne périurbaine	22 920	18.7%	38.8%	24 594	52.7%	41.6%	4 073	25.2%	6.9%	7 466	14.5%	12.6%	59 053	25.0%
	Commune multipolarisée	5 007	4.1%	30.1%	2 484	5.3%	14.9%	5 931	36.7%	35.6%	3 218	6.3%	19.3%	16 640	7.0%
	Espace rural	10 572	8.6%	19.3%	6 551	14.0%	12.0%	2 527	15.6%	4.6%	35 120	68.3%	64.1%	54 770	23.2%
	Ensemble renseigné	122 284	100%	52%	46 708	100%	20%	16 161	100%	7%	51 422	100%	22%	236 575	100%

2005		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)												Ensemble	
		Pôle urbain			Couronne périurbaine			Commune multipolarisée			Espace rural				
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne		
Catégorie de commune de l'ancien logement	Pôle Urbain	64 386	66.6%	76.2%	11 838	27.9%	14.0%	3 233	22.4%	3.8%	5 064	10.8%	6.0%	84 521	42.2%
	Couronne périurbaine	19 156	19.8%	37.1%	22 205	52.4%	43.0%	3 547	24.6%	6.9%	6 791	14.5%	13.1%	51 699	25.8%
	Commune multipolarisée	4 353	4.5%	29.3%	2 319	5.5%	15.6%	5 287	36.6%	35.6%	2 876	6.1%	19.4%	14 835	7.4%
	Espace rural	8 832	9.1%	17.9%	6 042	14.2%	12.2%	2 371	16.4%	4.8%	32 120	68.6%	65.1%	49 365	24.6%
Ensemble renseigné		96 727	100%	48%	42 404	100%	21%	14 438	100%	7%	46 851	100%	23%	200 420	100%

Annexe 8 : Répartition des émissions selon les caractéristiques socio-démographiques des emprunteurs

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Age de l'emprunteur

	2005		2006		2007		2008	
âge <=25	26 949	13.4%	36 384	15.4%	39 721	16.3%	33 177	15.7%
25< âge <=35	117 707	58.7%	135 807	57.4%	137 453	56.3%	117 599	55.6%
35< âge <=45	41 934	20.9%	48 316	20.4%	49 710	20.4%	44 351	21.0%
45< âge <=65	13 614	6.8%	15 843	6.7%	17 038	7.0%	16 081	7.6%
65> âge	222	0.1%	237	0.1%	240	0.1%	270	0.1%
Ensemble	200 426	100%	236 587	100%	244 162	100%	211 478	100%

Statut matrimonial de l'emprunteur

	2005		2006		2007		2008	
Marié	69 080	34.5%	73 349	31.0%	67 685	27.7%	56 097	26.5%
Veuf	796	0.4%	862	0.4%	902	0.4%	764	0.4%
Divorcé ou séparé	9 734	4.9%	11 222	4.7%	11 894	4.9%	10 968	5.2%
Célibataire	69 912	34.9%	87 462	37.0%	92 166	37.7%	77 617	36.7%
Vivant maritalement	50 904	25.4%	63 692	26.9%	71 515	29.3%	66 032	31.2%
Ensemble	200 426	100%	236 587	100%	244 162	100%	211 478	100%

Ancien statut d'occupation de l'emprunteur

	2005		2006		2007		2008	
Locataire HLM	16 799	8.4%	19 377	8.2%	16 801	6.9%	8 028	3.8%
Autre locataire	142 840	71.3%	164 285	69.4%	170 665	69.9%	160 536	75.9%
Vivait chez ses parents	23 526	11.7%	31 016	13.1%	32 392	13.3%	23 465	11.1%
Autres statuts	17 261	8.6%	21 909	9.3%	24 304	10.0%	19 449	9.2%
Ensemble	200 426	100%	236 587	100%	244 162	100%	211 478	100%

CSP de l'emprunteur

	2005		2006		2007		2008	
Agriculteurs	2 178	1.1%	2 122	0.9%	2 033	0.8%	2 007	0.9%
Artisans, commerçants	4 558	2.3%	5 225	2.2%	6 037	2.5%	5 350	2.5%
Cadres	21 449	10.7%	29 146	12.3%	31 998	13.1%	26 438	12.5%
Prof. Intermédiaires	47 480	23.7%	54 916	23.2%	53 319	21.8%	44 869	21.2%
Employés	63 608	31.7%	75 537	31.9%	78 762	32.3%	67 961	32.1%
Ouvriers	54 032	27.0%	61 604	26.0%	64 104	26.3%	58 790	27.8%
Retraités	1 165	0.6%	1 277	0.5%	1 342	0.5%	1 287	0.6%
Inactifs	5 956	3.0%	6 760	2.9%	6 567	2.7%	4 776	2.3%
Ensemble	200 426	100%	236 587	100%	244 162	100%	211 478	100%

Annexe 9 : Répartition des émissions par catégorie de ménage et type d'opération

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

	Petit ménage (1 ou 2 personnes)	Famille (au moins 3 personnes)
Revenus modestes	moins de 1.5 SMIC (1)	moins de 2 SMIC
Revenus moyens	de 1.5 à 2 SMIC	de 2 à 2.5 SMIC
Revenus intermédiaires	de 2 à 3 SMIC	de 2.5 à 3.5 SMIC
Revenus aisés	plus de 3 SMIC	plus de 3.5 SMIC

(1) Sur la base d'un SMIC mensuel net pour 151.67h de travail à 957.74€ en 2005, 984.61€ en 2006, 1005.37€ en 2007, 1037.53€ en 2008

	2005		2006		2007		2008	
Petit ménage / revenus modestes	21 934	12.8%	24 266	12.1%	25 916	13.0%	26 389	15.1%
Famille / revenus modestes	15 270	8.9%	14 680	7.3%	14 871	7.5%	16 981	9.7%
Petit ménage / revenus moyens	23 189	13.6%	28 353	14.1%	28 061	14.1%	23 109	13.3%
Famille / revenus moyens	17 914	10.5%	19 446	9.7%	17 528	8.8%	14 858	8.5%
Petit ménage / revenus intermédiaires	33 183	19.4%	43 081	21.4%	42 755	21.5%	36 121	20.7%
Famille / revenus intermédiaires	37 767	22.1%	42 299	21.0%	40 229	20.2%	33 092	19.0%
Petit ménage / revenus aisés	10 554	6.2%	15 596	7.8%	16 307	8.2%	13 389	7.7%
Famille / revenus aisés	10 955	6.4%	13 410	6.7%	13 331	6.7%	10 305	5.9%
Effectif exploité	170 766	100%	201 131	100%	198 998	100%	174 244	100%
Effectif non exploitable (*)	29 660		43 031		45 164		37 234	

2008	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Petit ménage / revenus modestes	3 974	9.2%	2 011	23.0%	9 478	13.3%	10 926	21.5%	26 389	15.1%
Famille / revenus modestes	6 392	14.7%	381	4.4%	7 222	10.1%	2 986	5.9%	16 981	9.7%
Petit ménage / revenus moyens	2 721	6.3%	1 923	22.0%	7 776	10.9%	10 689	21.0%	23 109	13.3%
Famille / revenus moyens	5 563	12.8%	221	2.5%	6 965	9.8%	2 109	4.2%	14 858	8.5%
Petit ménage / revenus intermédiaires	8 057	18.6%	2 026	23.2%	14 345	20.1%	11 693	23.0%	36 121	20.7%
Famille / revenus intermédiaires	12 008	27.7%	755	8.6%	15 519	21.7%	4 810	9.5%	33 092	19.0%
Petit ménage / revenus aisés	2 113	4.9%	1 019	11.7%	4 982	7.0%	5 275	10.4%	13 389	7.7%
Famille / revenus aisés	2 511	5.8%	403	4.6%	5 095	7.1%	2 296	4.5%	10 305	5.9%
Effectif exploité	43 339	100%	8 739	100%	71 382	100%	50 784	100%	174 244	100%
Effectif non exploitable (*)	11 684		1 148		16 050		8 352		37 234	

2008	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Petit ménage / revenus modestes	15.1%		7.6%		35.9%		41.4%		100%	
Famille / revenus modestes	37.6%		2.2%		42.5%		17.6%		100%	
Petit ménage / revenus moyens	11.8%		8.3%		33.6%		46.3%		100%	
Famille / revenus moyens	37.4%		1.5%		46.9%		14.2%		100%	
Petit ménage / revenus intermédiaires	22.3%		5.6%		39.7%		32.4%		100%	
Famille / revenus intermédiaires	36.3%		2.3%		46.9%		14.5%		100%	
Petit ménage / revenus aisés	15.8%		7.6%		37.2%		39.4%		100%	
Famille / revenus aisés	24.4%		3.9%		49.4%		22.3%		100%	
Effectif exploité	24.9%		5.0%		41.0%		29.1%		100%	

(*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.

Annexe 10 : Répartition des émissions de NPTZ par tranches du barème et type d'opération

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Revenu de l'année de référence	2005		2006		2007		01<->05 2008		06<->12 2008	
Tranche 1	49 812	24.9%	58 670	24.8%	60 722	24.9%	28 781	27.0%	24 782	23.6%
Tranche 2	35 459	17.7%	40 605	17.2%	41 801	17.1%	18 142	17.0%	18 074	17.2%
Tranche 3	39 780	19.8%	44 193	18.7%	43 683	17.9%	18 889	17.7%	18 627	17.8%
Tranche 4	57 600	28.7%	68 446	28.9%	70 619	28.9%	29 572	27.7%	31 236	29.8%
Tranche 5	17 775	8.9%	24 673	10.4%	27 337	11.2%	11 182	10.5%	12 193	11.6%
Ensemble	200 426	100%	236 587	100%	244 162	100%	106 566	100%	104 912	100%

2008	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Tranche 1	9 595	17.4%	3 225	32.6%	20 823	23.8%	19 920	33.7%	53 563	25.3%
Tranche 2	8 349	15.2%	1 929	19.5%	14 570	16.7%	11 368	19.2%	36 216	17.1%
Tranche 3	10 717	19.5%	1 672	16.9%	15 637	17.9%	9 490	16.0%	37 516	17.7%
Tranche 4	20 255	36.8%	2 039	20.6%	26 562	30.4%	11 952	20.2%	60 808	28.8%
Tranche 5	6 107	11.1%	1 022	10.3%	9 840	11.3%	6 406	10.8%	23 375	11.1%
Effectifs	55 023	100%	9 887	100%	87 432	100%	59 136	100%	211 478	100%

2007	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Tranche 1	11 248	17.1%	3 676	31.0%	23 695	24.3%	22 103	32.1%	60 722	24.9%
Tranche 2	9 915	15.0%	2 389	20.2%	16 253	16.7%	13 244	19.2%	41 801	17.1%
Tranche 3	12 878	19.5%	2 020	17.1%	17 401	17.8%	11 384	16.5%	43 683	17.9%
Tranche 4	24 539	37.2%	2 520	21.3%	29 112	29.8%	14 448	21.0%	70 619	28.9%
Tranche 5	7 308	11.1%	1 239	10.5%	11 080	11.4%	7 710	11.2%	27 337	11.2%
Effectifs	65 888	100%	11 844	100%	97 541	100%	68 889	100%	244 162	100%

Annexe 11 : Revenu mensuel moyen de l'année N selon la tranche de revenu de l'année de référence

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Evolution du revenu mensuel moyen entre l'année de référence et l'année N par tranche(1) du barème

	2005		2006		2007		01<->05 2008		06<->12 2008	
	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-1
Tranche 1	1 590	45.9%	1 680	54.1%	1 730	60.2%	1 750	68.3%	1 730	58.7%
Tranche 2	1 970	19.4%	2 020	22.4%	2 060	24.8%	2 090	26.7%	2 070	25.5%
Tranche 3	2 280	13.4%	2 350	16.9%	2 380	18.4%	2 360	17.4%	2 400	19.4%
Tranche 4	2 690	6.3%	2 780	9.4%	2 810	10.2%	2 700	6.3%	2 830	10.5%
Tranche 5	3 310	1.8%	3 510	4.2%	3 540	4.1%	3 410	0.3%	3 580	5.3%
Ensemble	2 270	14.1%	2 380	17.2%	2 430	19.1%	2 360	18.0%	2 460	19.4%

(1) Tranches du barème NPTZ :

A partir de 01/04/2007

Tranche 1 : moins de 15 800 €
Tranche 2 : de 15 801 € à 19 750 €
Tranche 3 : de 19 751 € à 23 688 €
Tranche 4 : de 23 689 € à 31 588 €
Tranche 5 : plus de 31 588 €

Avant le 01/04/2007

Tranche 1 : moins de 12 640 €
Tranche 2 : de 12 640 € à 15 800 €
Tranche 3 : de 15 800 € à 18 950 €
Tranche 4 : de 18 950 € à 25 270 €
Tranche 5 : plus de 25 270 €

Annexe 12 : Evolution des revenus mensuels de l'année N des ménages bénéficiaires d'un NPTZ

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Evolution du SMIC mensuel net pour 151.67h de travail (35h/semaine)

SMIC en 2005 : 957.74 €

SMIC en 2006 : 984.61 €

SMIC en 2007 : 1005.37 €

SMIC en 28/06/2008 : 1037.53 €

	2008		2007	
Revenu mensuel <1 SMIC	10 650	6.1%	5 880	3.0%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	25 708	14.8%	26 606	13.4%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	30 121	17.3%	36 362	18.3%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	33 463	19.2%	39 741	20.0%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	37 586	21.6%	44 239	22.2%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	20 777	11.9%	26 128	13.1%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	9 107	5.2%	11 779	5.9%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	3 803	2.2%	4 835	2.4%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	1 646	0.9%	1 910	1.0%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	722	0.4%	797	0.4%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	661	0.4%	721	0.4%
Effectif exploité	174 244	100%	198 998	100%
Effectif non exploitable (*)	37 234		45 164	

	2006		2005	
Revenu mensuel <1 SMIC	3 671	1.8%	4 564	2.7%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	25 937	12.9%	23 212	13.6%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	37 691	18.7%	32 617	19.1%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	42 004	20.9%	35 588	20.8%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	45 588	22.7%	37 999	22.3%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	26 741	13.3%	22 680	13.3%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	11 613	5.8%	9 212	5.4%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	4 722	2.3%	3 110	1.8%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	1 767	0.9%	996	0.6%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	737	0.4%	407	0.2%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	660	0.3%	381	0.2%
Effectif exploité	201 131	100%	170 766	100%
Effectif non exploitable (*)	35 456		29 660	

(*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.

Annexe 13 : Revenu mensuel de l'année N des ménages bénéficiaires d'un NPTZ en 2008

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

(SMIC en 2008 : 1037.53 €nets)

	Acquisition amélioration		Acquisition seule		Neuf		Ensemble	
Revenu mensuel <1 SMIC	1 688	4.7%	4 543	5.3%	4 419	8.5%	10 650	6.1%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	6 236	17.4%	13 457	15.6%	6 015	11.5%	25 708	14.8%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	6 661	18.6%	16 492	19.1%	6 968	13.4%	30 121	17.3%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	7 532	21.1%	15 410	17.8%	10 521	20.2%	33 463	19.2%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	7 581	21.2%	16 579	19.2%	13 426	25.8%	37 586	21.6%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	3 621	10.1%	10 458	12.1%	6 698	12.9%	20 777	11.9%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	1 393	3.9%	5 158	6.0%	2 556	4.9%	9 107	5.2%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	607	1.7%	2 339	2.7%	857	1.6%	3 803	2.2%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	223	0.6%	1 064	1.2%	359	0.7%	1 646	0.9%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	113	0.3%	482	0.6%	127	0.2%	722	0.4%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	89	0.2%	440	0.5%	132	0.3%	661	0.4%
Effectif exploité	35 744	100%	86 422	100.0%	52 078	100.0%	174 244	100%
Effectif non exploitable (*)	7 141		17 261		12 832		37 234	

	Acquisition amélioration		Acquisition seule		Neuf		Ensemble	
Revenu mensuel <1 SMIC		15.8%		42.7%		41.5%		100.0%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC		24.3%		52.3%		23.4%		100.0%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC		22.1%		54.8%		23.1%		100.0%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC		22.5%		46.1%		31.4%		100.0%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC		20.2%		44.1%		35.7%		100.0%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC		17.4%		50.3%		32.2%		100.0%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC		15.3%		56.6%		28.1%		100.0%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC		16.0%		61.5%		22.5%		100.0%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC		13.5%		64.6%		21.8%		100.0%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC		15.7%		66.8%		17.6%		100.0%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC		13.5%		66.6%		20.0%		100.0%
Effectif exploité		20.5%		49.6%		29.9%		100%
Effectif non exploitable (*)		19.2%		46.4%		34.5%		100%

Montant moyen d'opération (en €) / Quotité moyenne du PTZ

	Acquisition amélioration		Acquisition seule		Neuf		Ensemble	
Revenu mensuel <1 SMIC	116 500	10.9%	132 900	10.3%	146 300	12.6%	128 100	11.2%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	92 000	11.5%	114 700	10.3%	139 700	11.6%	116 600	10.8%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	106 900	10.9%	125 100	9.7%	137 500	11.7%	127 900	10.6%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	123 400	11.3%	142 400	10.0%	145 400	12.9%	142 100	11.1%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	140 600	10.5%	159 200	9.8%	159 000	12.1%	156 800	10.7%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	162 300	9.7%	182 500	9.4%	179 800	11.2%	179 000	10.0%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	187 900	9.1%	207 000	8.9%	202 500	10.4%	203 400	9.4%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	212 900	8.6%	231 700	8.5%	224 900	9.8%	227 700	8.8%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	233 100	8.1%	252 000	8.1%	242 200	9.2%	247 300	8.3%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	248 400	7.8%	266 100	7.7%	249 800	9.2%	260 400	7.9%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	266 900	7.2%	287 400	7.2%	248 600	8.5%	275 500	7.4%
Effectif exploité (*)	126 200	10.6%	149 200	9.7%	155 500	11.8%	146 500	10.5%

(*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.

Annexe 14 : Parts de marché des établissements

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

	2008			2007		
	Effectif	Montant prêté M€	%	Effectif	Montant prêté M€	%
Caisses d'Epargne	24 801	363.5	11.2%	26 602	387.1	10.3%
Crédit Foncier	33 190	559.5	17.2%	31 608	530.3	14.1%
Crédit Agricole	44 427	655.4	20.1%	55 034	806.9	21.5%
Crédit Lyonnais	7 176	114.1	3.5%	8 022	128.2	3.4%
Groupe Crédit Mutuel	30 689	449.6	13.8%	41 787	620.9	16.6%
Groupe CIC	13 553	207.2	6.4%	20 000	310.5	8.3%
Crédit Immobilier	14 402	240.5	7.4%	13 596	229.6	6.1%
Banques Populaires	18 032	268.6	8.2%	19 821	296.4	7.9%
Société Générale	11 210	177.2	5.4%	15 675	247.3	6.6%
Crédit du Nord	1 841	26.9	0.8%	794	11.3	0.3%
BNP Paribas	9 098	146.2	4.5%	8 261	133.5	3.6%
BNP Paribas Personal Finance	1 767	29.0	0.9%	1 659	26.1	0.7%
Autres *	1 292	22.3	0.7%	1 303	22.3	0.6%
Ensemble	211 478	3 259.9	100%	244 162	3 750.3	100%

	2006			2005		
	Effectif	Montant prêté M€	%	Effectif	Montant prêté M€	%
Caisses d'Epargne	24 224	352.2	9.7%	22 929	338.0	11.0%
Crédit Foncier	29 393	490.9	13.5%	21 972	364.3	11.9%
Crédit Agricole	55 626	810.8	22.3%	50 291	734.9	24.0%
Crédit Lyonnais	8 571	132.1	3.6%	5 551	84.1	2.7%
Groupe Crédit Mutuel	39 396	593.7	16.3%	33 189	493.2	16.1%
Groupe CIC	19 624	307.8	8.5%	13 573	209.3	6.8%
Crédit Immobilier	16 843	282.4	7.8%	15 410	258.1	8.4%
Banques Populaires	15 900	237.0	6.5%	11 394	167.8	5.5%
Société Générale	14 819	234.9	6.5%	11 366	176.9	5.8%
Crédit du Nord	526	7.2	0.2%	1 036	14.5	0.5%
BNP Paribas	8 681	136.1	3.7%	10 235	162.4	5.3%
BNP Paribas Personal Finance	2 163	34.2	0.9%	2 797	44.6	1.5%
Autres *	821	13.9	0.4%	683	11.3	0.4%
Ensemble	236 587	3 633.3	100%	200 426	3 059.6	100%

(*) La rubrique « Autres » regroupe tous les EC indépendants dont la part de marché est inférieure à 0.5%

Annexe 15 : Répartition des émissions par taux d'apport personnel* des ménages et type d'opération

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

2008	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	30 241	25.8%	70.5%	52 928	45.1%	51.0%	34 237	29.2%	52.7%	117 406	55.5%
5% <= tx d'apport < 15%	4 779	15.2%	11.1%	15 208	48.5%	14.7%	11 352	36.2%	17.5%	31 339	14.8%
15% <= tx d'apport < 25%	2 845	13.7%	6.6%	10 864	52.2%	10.5%	7 100	34.1%	10.9%	20 809	9.8%
25% <= tx d'apport < 50%	3 551	12.3%	8.3%	16 657	57.5%	16.1%	8 761	30.2%	13.5%	28 969	13.7%
tx d'apport >= 50%	1 469	11.3%	3.4%	8 026	62.0%	7.7%	3 460	26.7%	5.3%	12 955	6.1%
Ensemble	42 885	20.3%	100%	103 683	49.0%	100%	64 910	30.7%	100%	211 478	100%

2007	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	32 836	23.5%	73.1%	64 468	46.1%	53.1%	42 458	30.4%	54.6%	139 762	57.2%
5% <= tx d'apport < 15%	4 745	13.3%	10.6%	17 939	50.2%	14.8%	13 037	36.5%	16.8%	35 721	14.6%
15% <= tx d'apport < 25%	2 843	12.1%	6.3%	12 333	52.4%	10.2%	8 378	35.6%	10.8%	23 554	9.6%
25% <= tx d'apport < 50%	3 334	10.4%	7.4%	18 460	57.8%	15.2%	10 138	31.7%	13.0%	31 932	13.1%
tx d'apport >= 50%	1 175	8.9%	2.6%	8 297	62.9%	6.8%	3 721	28.2%	4.8%	13 193	5.4%
Ensemble	44 933	18.4%	100%	121 497	49.8%	100%	77 732	31.8%	100%	244 162	100%

2006	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	30 599	22.4%	74.4%	61087	44.8%	53%	44 776	32.8%	55.4%	136 462	57.7%
5% <= tx d'apport < 15%	4 296	12.1%	10.5%	17290	48.5%	15%	14 031	39.4%	17.4%	35 617	15.1%
15% <= tx d'apport < 25%	2 376	10.5%	5.8%	11743	51.9%	10%	8 488	37.5%	10.5%	22 607	9.6%
25% <= tx d'apport < 50%	2 913	9.6%	7.1%	17412	57.3%	15%	10 057	33.1%	12.4%	30 382	12.8%
tx d'apport >= 50%	924	8.0%	2.2%	7119	61.8%	6%	3 476	30.2%	4.3%	11 519	4.9%
Ensemble	41 108	17.4%	100%	114651	48.5%	100%	80 828	34.2%	100%	236 587	100%

2005	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf			Ensemble	
	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	% ligne	% colonne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	26 671	24.1%	74.4%	44717	40.3%	49.7%	39 485	35.6%	52.9%	110 873	55.3%
5% <= tx d'apport < 15%	4 059	12.6%	11.3%	14465	45.0%	16.1%	13 615	42.4%	18.3%	32 139	16.0%
15% <= tx d'apport < 25%	2 046	10.0%	5.7%	10037	49.2%	11.2%	8 309	40.7%	11.1%	20 392	10.2%
25% <= tx d'apport < 50%	2 379	8.8%	6.6%	14811	54.8%	16.5%	9 824	36.4%	13.2%	27 014	13.5%
tx d'apport >= 50%	710	7.1%	2.0%	5931	59.3%	6.6%	3 367	33.6%	4.5%	10 008	5.0%
Ensemble	35 865	17.9%	100%	89961	44.9%	100.0%	74 600	37.2%	100%	200 426	100%

(*) Quand la différence entre le montant d'opération et le montant des autres prêts est inférieure à zéro, on considère que l'apport personnel est nul.

Annexe 16 : Caractéristiques des prêts principaux

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

<u>ANCIEN</u>		2005	2006	2007	2008
PC	Taux nominal fixe moyen *	3.76	3.78	4.23	4.86
	Durée moyenne (en années)	19.6	20.8	21.8	22.1
	Montant moyen d'opération	137 200	146 500	154 600	153 700
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	66.3%	66.3%	64.6%	63.3%
PAS	Taux nominal fixe moyen *	3.84	3.88	4.37	5.03
	Durée moyenne (en années)	20.9	22.3	23.6	24.0
	Montant moyen d'opération	121 200	131 500	136 700	137 200
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	69.1%	69.3%	68.0%	67.5%
Autre prêt éligible au marché hypothécaire	Taux nominal fixe moyen *	3.77	3.84	4.26	4.91
	Durée moyenne (en années)	20.9	22.4	23.2	23.4
	Montant moyen d'opération	117 300	125 500	131 100	131 900
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	74.4%	75.8%	73.7%	71.8%
Prêt libre	Taux nominal fixe moyen *	3.77	3.80	4.23	4.86
	Durée moyenne (en années)	20.6	22.3	23.3	23.2
	Montant moyen d'opération	125 500	139 000	145 800	144 700
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	71.4%	71.9%	70.9%	69.6%

<u>NEUF</u>		2005	2006	2007	2008
PC	Taux nominal fixe moyen *	3.83	3.73	4.18	4.83
	Durée moyenne (en années)	21.1	22.5	23.7	23.8
	Montant moyen d'opération	146 900	156 500	160 800	162 400
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	66.5%	67.7%	67.5%	65.3%
PAS	Taux nominal fixe moyen *	3.91	3.84	4.27	4.98
	Durée moyenne (en années)	22.2	23.8	24.9	25.3
	Montant moyen d'opération	134 000	142 700	149 000	149 700
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	70.1%	71.1%	70.6%	69.3%
Autre prêt éligible au marché hypothécaire	Taux nominal fixe moyen *	3.80	3.82	4.21	4.84
	Durée moyenne (en années)	21.8	22.8	23.7	24.1
	Montant moyen d'opération	133 500	142 400	147 200	148 100
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	70.6%	69.3%	67.2%	66.1%
Prêt libre	Taux nominal fixe moyen *	3.79	3.74	4.16	4.76
	Durée moyenne (en années)	21.5	23.0	23.9	24.0
	Montant moyen d'opération	142 900	152 400	159 500	158 600
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	68.2%	69.2%	68.8%	67.7%

* Taux moyens des prêts de 20 ans ; les autres caractéristiques sont calculées sur l'ensemble des prêts.

Annexe 17 : Composition des plans de financement accompagnant un NPTZ en 2008

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Effectifs 2008

Prêt Principal ...	PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL
<i>Seul</i>	15 719	6 225	27 299	106 079	1 613
... + Prêt 1%	1 875	1 090	2 476	9 367	175
... + Autre prêt social	579	294	962	3 935	107
... + Prêt 1% + autre prêt	45	38	43	569	15
... + Prêt 1% + PEL	186	233	167	1 583	
... + PEL	2 089	1 818	4 068	13 080	
... + PEL + autre prêt soc	40	31	46	392	
... + Autres combinaisons	3	7	4	51	
Ensemble (1)	20 536	9 736	35 065	135 056	1 910

(1) Le nombre de PAS et PC déclarés s'élève à 39 116 (soit 26488 PAS et 12628 PC), l'écart établi vient des erreurs de déclarations des EC combinant PC-PAS et Prêt libre (ou MH).

Plans présentant d'autres combinaisons : 331

Ensemble des PTZ exploité en 2008 : 202 634

Répartition des plans de financement selon l'opération en 2008 (**)

Prêt Principal ...		PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL
<i>Seul</i>	Acquisition amélioration	5.1%	1.8%	13.8%	58.3%	0.6%
	Acquisition seule	6.8%	2.5%	13.2%	54.8%	0.9%
	Neuf	11.3%	4.9%	13.8%	44.3%	0.7%
... + Prêt 1%	Acquisition amélioration	0.8%	0.4%	1.2%	4.6%	0.1%
	Acquisition seule	0.7%	0.3%	1.0%	4.4%	0.1%
	Neuf	1.4%	1.1%	1.6%	5.0%	0.1%
... + Autre prêt social	Acquisition amélioration	0.3%	0.1%	0.4%	2.3%	0.0%
	Acquisition seule	0.2%	0.1%	0.4%	2.1%	0.1%
	Neuf	0.5%	0.3%	0.6%	1.4%	0.1%
... + Prêt 1% + autre prêt social	Acquisition amélioration	0.0%	0.0%	0.0%	0.3%	0.0%
	Acquisition seule	0.0%	0.0%	0.0%	0.3%	0.0%
	Neuf	0.0%	0.0%	0.0%	0.3%	0.0%
... + Prêt 1% + PEL	Acquisition amélioration	0.1%	0.1%	0.1%	0.6%	
	Acquisition seule	0.1%	0.1%	0.1%	0.8%	
	Neuf	0.1%	0.2%	0.1%	0.9%	
... + PEL	Acquisition amélioration	0.7%	0.6%	1.7%	5.7%	
	Acquisition seule	0.8%	0.8%	2.1%	7.0%	
	Neuf	1.6%	1.3%	2.2%	6.0%	
... + PEL + autre prêt social	Acquisition amélioration	0.0%	0.0%	0.0%	0.2%	
	Acquisition seule	0.0%	0.0%	0.0%	0.2%	
	Neuf	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%	
... + Autres combinaisons	Acquisition amélioration	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	
	Acquisition seule	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	
	Neuf	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	
Ensemble	Acquisition amélioration	7.1%	3.0%	17.2%	72.0%	0.7%
	Acquisition seule	8.6%	3.8%	16.8%	69.7%	1.1%
	Neuf	14.9%	7.8%	18.4%	58.0%	0.9%

(*) Autre prêt éligible au marché hypothécaire

(**) Les pourcentages sont issus du rapport du nombre de plans dans l'ensemble plans par opération (la somme des poids par opération est égale à 100%)

Annexe 18 : Composition des plans de financement accompagnant un NPTZ en 2007

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Effectifs 2007

Prêt Principal ...	PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL
<i>Seul</i>	17 606	8 133	35 340	128 795	484
... + Prêt 1%	2 293	1 473	3 205	11 004	74
... + Autre prêt social	755	514	1 568	4 455	39
... + Prêt 1% + autre prêt	75	48	53	636	3
... + Prêt 1% + PEL	106	160	87	1 043	
... + PEL	1 478	1 384	3 377	8 808	
... + PEL + autre prêt social	22	26	31	239	
... + Autres combinaisons	1	4	1	44	
Ensemble(1)	22 336	11 742	43 662	155 024	600

PC déclarés s'élève à
44491 (soit 29056 PAS et

Plans présentant d'autres combinaisons : 385

Ensemble des PTZ exploité en 2007 : 233 749

Répartition des plans de financement selon l'opération en 2007 (**)

Prêt Principal ...		PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL
<i>Seul</i>	Acquisition amélioration	5.2%	2.0%	16.4%	60.3%	0.2%
	Acquisition seule	6.1%	2.9%	14.9%	58.6%	0.2%
	Neuf	11.5%	5.4%	14.8%	46.3%	0.2%
... + Prêt 1%	Acquisition amélioration	0.8%	0.4%	1.3%	4.4%	0.0%
	Acquisition seule	0.7%	0.3%	1.1%	4.5%	0.0%
	Neuf	1.7%	1.3%	1.8%	5.2%	0.0%
... + Autre prêt social	Acquisition amélioration	0.2%	0.1%	0.6%	2.2%	0.0%
	Acquisition seule	0.2%	0.2%	0.5%	2.2%	0.0%
	Neuf	0.6%	0.4%	0.9%	1.1%	0.0%
... + Prêt 1% + autre prêt social	Acquisition amélioration	0.0%	0.0%	0.0%	0.3%	0.0%
	Acquisition seule	0.0%	0.0%	0.0%	0.3%	0.0%
	Neuf	0.1%	0.0%	0.0%	0.3%	0.0%
... + Prêt 1% + PEL	Acquisition amélioration	0.1%	0.1%	0.0%	0.3%	
	Acquisition seule	0.0%	0.0%	0.0%	0.4%	
	Neuf	0.1%	0.1%	0.0%	0.6%	
... + PEL	Acquisition amélioration	0.5%	0.3%	1.0%	3.2%	
	Acquisition seule	0.5%	0.5%	1.5%	4.0%	
	Neuf	1.0%	0.9%	1.6%	3.7%	
... + PEL + autre prêt social	Acquisition amélioration	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%	
	Acquisition seule	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%	
	Neuf	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%	
... + Autres combinaisons	Acquisition amélioration	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	
	Acquisition seule	0.0%	0.0%	-	0.0%	
	Neuf	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	
Ensemble	Acquisition amélioration	6.7%	2.9%	19.5%	70.7%	0.2%
	Acquisition seule	7.4%	3.9%	18.2%	70.2%	0.3%
	Neuf	14.9%	8.2%	19.2%	57.4%	0.3%

(*) Autre prêt éligible au marché hypothécaire

(**) Les pourcentages sont issus du rapport du nombre de plans dans l'ensemble plans par opération (la somme des poids par opération est égale à 100%)

Annexe 19-1 : Répartition géographique des NPTZ émis en 2008 par type d'opération

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Région	Département	Montant prêté (M€)	% dans l'ensemble	Effectifs	% dans l'ensemble	dont % effectif Acquisition amélioration	dont % effectif Acquisition seule	dont % effectif Neuf
Alsace	Bas-Rhin	45.4	1.4%	3 161	1.5%	20.9%	48.7%	30.4%
	Haut-Rhin	31.1	1.0%	2 258	1.1%	21.4%	54.6%	24.0%
		76.5	2.3%	5 419	2.6%	21.1%	51.2%	27.7%
Aquitaine	Dordogne	20.7	0.6%	1 344	0.6%	18.7%	27.8%	53.5%
	Gironde	64.6	2.0%	4 379	2.1%	18.7%	44.0%	37.3%
	Landes	22.9	0.7%	1 448	0.7%	12.3%	23.5%	64.2%
	Lot et Garonne	16.5	0.5%	1 093	0.5%	27.3%	29.7%	43.0%
	Pyrénées Atlantique	31.3	1.0%	2 042	1.0%	14.1%	37.6%	48.3%
		156.0	4.8%	10 306	4.9%	17.8%	36.2%	46.0%
Auvergne	Allier	18.8	0.6%	1 344	0.6%	35.6%	35.0%	29.5%
	Cantal	8.0	0.2%	548	0.3%	17.7%	35.2%	47.1%
	Haute Loire	14.0	0.4%	932	0.4%	20.5%	30.9%	48.6%
	Puy de Dôme	34.4	1.1%	2 445	1.2%	24.5%	44.7%	30.8%
		75.1	2.3%	5 269	2.5%	25.9%	38.8%	35.3%
Basse Normandie	Calvados	32.0	1.0%	2 142	1.0%	21.8%	40.1%	38.1%
	Manche	28.2	0.9%	1 788	0.8%	25.2%	24.6%	50.3%
	Orne	14.3	0.4%	947	0.4%	32.8%	30.0%	37.2%
		74.5	2.3%	4 877	2.3%	25.2%	32.4%	42.4%
Bourgogne	Côte d'Or	26.0	0.8%	1 912	0.9%	19.1%	57.2%	23.7%
	Nièvre	10.0	0.3%	744	0.4%	42.3%	34.4%	23.3%
	Saône et Loire	31.6	1.0%	2 205	1.0%	25.5%	40.7%	33.8%
		18.2	0.6%	1 261	0.6%	22.6%	44.3%	33.1%
		85.8	2.6%	6 122	2.9%	24.9%	45.8%	29.2%
Bretagne	Côtes d'Armor	39.0	1.2%	2 587	1.2%	28.2%	26.1%	45.8%
	Finistère	56.7	1.7%	4 098	1.9%	25.2%	42.1%	32.7%
	Ille et Vilaine	71.3	2.2%	4 473	2.1%	19.2%	36.2%	44.5%
	Morbihan	44.0	1.4%	2 918	1.4%	19.3%	32.2%	48.5%
		211.1	6.5%	14 076	6.7%	22.6%	35.3%	42.1%
Centre	Cher	19.1	0.6%	1 330	0.6%	32.9%	31.3%	35.9%
	Eure et Loir	23.4	0.7%	1 584	0.7%	17.4%	50.3%	32.3%
	Indre	12.6	0.4%	876	0.4%	35.2%	30.9%	33.9%
	Indre et Loire	29.8	0.9%	2 083	1.0%	20.4%	48.4%	31.2%
	Loir et Cher	22.0	0.7%	1 494	0.7%	23.0%	38.4%	38.6%
	Loiret	38.6	1.2%	2 590	1.2%	24.2%	44.3%	31.5%
		145.6	4.5%	9 957	4.7%	24.3%	42.3%	33.4%
Champagne	Ardennes	12.9	0.4%	852	0.4%	32.2%	39.7%	28.2%
	Aube	15.4	0.5%	1 065	0.5%	22.4%	44.0%	33.5%
	Marne	20.6	0.6%	1 440	0.7%	24.9%	47.4%	27.6%
	Haute Marne	8.8	0.3%	622	0.3%	28.1%	44.9%	27.0%
		57.7	1.8%	3 979	1.9%	26.3%	44.5%	29.2%
Corse	Corse	8.7	0.3%	572	0.3%	8.0%	33.4%	58.6%
		8.7	0.3%	572	0.3%	8.0%	33.4%	58.6%
Franche Comté	Doubs	30.8	0.9%	2 199	1.0%	25.0%	46.7%	28.4%
	Jura	15.0	0.5%	1 037	0.5%	30.7%	32.1%	37.2%
	Haute Saône	15.3	0.5%	1 074	0.5%	31.8%	36.8%	31.4%
	Territoire de Belfort	7.9	0.2%	584	0.3%	27.2%	51.2%	21.6%
		69.1	2.1%	4 894	2.3%	28.0%	41.9%	30.1%
Haute Normandie	Eure	33.3	1.0%	2 150	1.0%	15.6%	43.3%	41.0%
	Seine Maritime	57.5	1.8%	3 969	1.9%	19.5%	53.5%	27.1%
		90.8	2.8%	6 119	2.9%	18.1%	49.9%	32.0%
Ensemble des prêts		3 259.9	100%	211 478	100%	20.3%	49.0%	30.7%

Annexe 19-2 : Répartition géographique des NPTZ émis en 2008 par type d'opération (suite)

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Région	Département	Montant prêté (M€)	% dans l'ensemble	Effectifs	% dans l'ensemble	dont % effectif Acquisition amélioration	dont % effectif Acquisition seule	dont % effectif Neuf
Languedoc-Roussillon	Aude	19.9	0.6%	1 333	0.6%	19.6%	36.5%	43.9%
	Gard	31.7	1.0%	2 100	1.0%	16.9%	40.4%	42.7%
	Hérault	47.5	1.5%	3 327	1.6%	16.9%	46.7%	36.4%
	Lozère	4.4	0.1%	280	0.1%	12.5%	29.6%	57.9%
	Pyrénées Orientales	20.8	0.6%	1 429	0.7%	25.5%	39.3%	35.3%
Languedoc-Roussillon		124.3	3.8%	8 469	4.0%	18.6%	41.7%	39.7%
Limousin	Corrèze	13.1	0.4%	901	0.4%	17.6%	41.2%	41.2%
	Creuse	5.2	0.2%	361	0.2%	28.5%	29.1%	42.4%
	Haute Vienne	20.0	0.6%	1 404	0.7%	28.1%	35.9%	36.0%
Limousin		38.3	1.2%	2 666	1.3%	24.6%	36.8%	38.6%
Lorraine	Meurthe et Moselle	34.4	1.1%	2 529	1.2%	29.3%	52.0%	18.7%
	Meuse	9.5	0.3%	684	0.3%	35.8%	40.4%	23.8%
	Moselle	47.3	1.5%	3 287	1.6%	24.2%	46.2%	29.6%
	Vosges	20.9	0.6%	1 485	0.7%	29.0%	41.4%	29.6%
Lorraine		112.1	3.4%	7 985	3.8%	27.7%	46.6%	25.6%
Midi Pyrénées	Ariège	8.1	0.2%	561	0.3%	22.3%	35.8%	41.9%
	Aveyron	14.7	0.5%	1 022	0.5%	19.8%	34.1%	46.2%
	Haute Garonne	54.3	1.7%	3 932	1.9%	13.5%	54.3%	32.2%
	Gers	10.3	0.3%	669	0.3%	17.8%	27.8%	54.4%
	Lot	8.9	0.3%	579	0.3%	10.9%	31.6%	57.5%
	Hautes Pyrénées	12.7	0.4%	887	0.4%	20.0%	42.4%	37.7%
	Tarn et Garonne	22.6	0.7%	1 486	0.7%	21.1%	31.1%	47.8%
Midi Pyrénées		148.3	4.6%	10 192	4.8%	16.7%	41.0%	42.2%
Nord	Nord	103.7	3.2%	7 372	3.5%	32.9%	53.8%	13.3%
	Pas de Calais	70.5	2.2%	4 720	2.2%	28.4%	43.0%	28.6%
Nord		174.2	5.3%	12 092	5.7%	31.1%	49.6%	19.3%
Pays de la Loire	Loire Atlantique	87.8	2.7%	5 861	2.8%	22.9%	39.8%	37.2%
	Maine et Loire	55.4	1.7%	3 710	1.8%	33.4%	29.8%	36.8%
	Mayenne	22.3	0.7%	1 553	0.7%	33.5%	35.0%	31.4%
	Sarthe	34.3	1.1%	2 398	1.1%	34.6%	36.4%	29.0%
	Vendée	56.4	1.7%	3 631	1.7%	17.2%	26.6%	56.2%
Pays de la Loire		256.3	7.9%	17 153	8.1%	26.6%	33.9%	39.5%
Picardie	Aisne	22.9	0.7%	1 541	0.7%	27.9%	44.3%	27.8%
	Oise	39.8	1.2%	2 629	1.2%	11.8%	60.0%	28.2%
	Somme	28.8	0.9%	1 989	0.9%	20.2%	49.1%	30.7%
Picardie		91.5	2.8%	6 159	2.9%	18.5%	52.5%	28.9%
Poitou Charentes	Charente	21.5	0.7%	1 443	0.7%	27.7%	30.0%	42.3%
	Charente Maritime	32.7	1.0%	2 159	1.0%	20.9%	27.5%	51.6%
	Deux Sèvres	26.9	0.8%	1 870	0.9%	30.4%	30.9%	38.7%
	Vienne	27.8	0.9%	1 932	0.9%	29.4%	34.4%	36.2%
Poitou Charentes		108.9	3.3%	7 404	3.5%	26.9%	30.6%	42.5%
Provence Alpes Côte d'Azur	Alpes de Hte Provence	6.6	0.2%	433	0.2%	14.1%	47.3%	38.6%
	Hautes Alpes	5.1	0.2%	348	0.2%	15.2%	39.9%	44.8%
	Alpes Maritimes	74.6	2.3%	3 957	1.9%	11.4%	80.3%	8.3%
	Bouches du Rhône	64.0	2.0%	4 594	2.2%	17.8%	56.7%	25.5%
	Var	37.8	1.2%	2 520	1.2%	12.4%	64.7%	22.9%
Provence Alpes Côte d'Azur	Vaucluse	21.2	0.6%	1 437	0.7%	20.9%	47.5%	31.6%
Provence Alpes Côte d'Azur		209.3	6.4%	13 289	6.3%	15.0%	63.5%	21.5%
Total des prêts		3 259.9	100%	211 478	100%	20.3%	49.0%	30.7%

Annexe 19-3: Répartition géographique des NPTZ émis en 2008 par type d'opération (suite)

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Région	Département	Montant prêté (M€)	% dans l'ensemble	Effectifs	% dans l'ensemble	dont % effectif Acquisition amélioration	dont % effectif Acquisition seule	dont % effectif Neuf
Rhône Alpes	Ain	29.9	0.9%	1 939	0.9%	20.1%	40.1%	39.8%
	Ardèche	16.9	0.5%	1 116	0.5%	18.9%	33.3%	47.8%
	Drôme	29.6	0.9%	1 965	0.9%	17.3%	43.2%	39.5%
	Isère	56.4	1.7%	3 933	1.9%	14.0%	52.8%	33.2%
	Loire	44.1	1.4%	3 090	1.5%	28.8%	43.9%	27.3%
	Rhône	71.8	2.2%	5 150	2.4%	13.7%	61.4%	25.0%
	Savoie	18.9	0.6%	1 303	0.6%	16.4%	44.7%	38.8%
	Haute Savoie	30.1	0.9%	1 886	0.9%	11.1%	54.0%	34.9%
Rhône Alpes		297.6	9.1%	20 382	9.6%	17.2%	50.0%	32.8%
Ile de France	Paris	55.8	1.7%	3 412	1.6%	18.1%	81.2%	0.8%
	Seine et Marne	84.1	2.6%	4 668	2.2%	7.2%	73.5%	19.3%
	Yvelines	76.9	2.4%	3 883	1.8%	9.2%	74.0%	16.8%
	Essonne	91.4	2.8%	4 648	2.2%	8.6%	75.8%	15.5%
	Hauts de Seine	69.4	2.1%	3 755	1.8%	12.8%	78.5%	8.7%
	Seine Saint Denis	110.5	3.4%	5 497	2.6%	10.8%	73.3%	15.9%
	Val de Marne	76.9	2.4%	3 997	1.9%	8.1%	83.7%	8.3%
	Val d'Oise	83.3	2.6%	4 237	2.0%	9.6%	75.7%	14.7%
Ile de France		648.3	19.9%	34 097	16.1%	10.3%	76.6%	13.1%
Total des prêts		3 259.9	100%	211 478	100%	20.3%	49.0%	30.7%

Annexe 20 : NPTZ émis en 2008, finançant un logement situé en Province

(Déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Analyse par tranche de revenu d'éligibilité (*)	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne
Tranche 1	46 337	26%	12 300	114 100	11%
Tranche 2	31 188	18%	13 680	128 100	11%
Tranche 3	32 641	18%	14 910	140 100	11%
Tranche 4	52 500	30%	16 310	154 000	11%
Tranche 5	14 715	8%	18 470	184 000	10%
Ensemble	177 381	100%	14 720	138 900	11%

Types d'opération	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
Achat neuf individuel	3 923	2%	17 980	164 700	11%	14.5 ans
Achat neuf collectif	6 845	4%	15 820	156 500	10%	17.0 ans
Construct° maison ind. (achat terrain)	35 259	20%	18 980	156 600	12%	13.7 ans
Construct° maison ind. (hors achat terrain)	14 423	8%	17 480	135 600	13%	13.9 ans
Acquisition-Amélioration individuel	30 751	17%	13 210	123 500	11%	15.5 ans
Acquisition-Amélioration collectif	8 627	5%	11 870	113 100	10%	17.1 ans
Acquisition Seule individuel	48 805	28%	13 380	144 100	9%	14.4 ans
Acquisition Seule collectif	28 748	16%	12 170	126 600	10%	16.8 ans
Ensemble	177 381	100%	14 720	138 900	11%	15.0 ans

Caractéristiques du ménage emprunteur

	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
--	-----------	---	-------------------	---------------------------	-----------------	----------------------------

Age de l'emprunteur

<= 25 ans	28 505	16%	12 900	124 900	10%	17.3 ans
26 à 35 ans	97 475	55%	14 740	140 600	10%	14.7 ans
36 à 45 ans	37 575	21%	16 290	146 800	11%	14.4 ans
46 à 65 ans	13 590	8%	14 150	134 600	11%	14.4 ans
> 65 ans	236	0%	12 710	130 700	10%	12.7 ans

Taille du ménage

1 personne	47 911	27%	9 470	109 700	9%	19.9 ans
2 personnes	50 198	28%	14 270	144 500	10%	13.9 ans
3 personnes	38 760	22%	16 650	149 600	11%	12.2 ans
4 personnes	27 854	16%	18 950	156 100	12%	12.7 ans
5 personnes	9 789	6%	20 870	157 100	13%	14.6 ans
6 et plus	2 869	2%	22 510	158 100	14%	16.1 ans

CSP

Agriculteur	1 999	1%	15 630	139 600	11%	16.6 ans
Artisan-commerçant	4 688	3%	16 020	155 600	10%	14.7 ans
Cadre	17 051	10%	14 160	164 400	9%	13.5 ans
Employé	56 393	32%	14 420	136 900	11%	15.3 ans
Inactif	4 394	2%	14 540	134 200	11%	16.5 ans
Ouvrier	53 967	30%	15 390	129 200	12%	15.5 ans
Profession intermédiaire	37 712	21%	14 370	143 300	10%	14.5 ans
Retraité	1 177	1%	12 610	125 200	10%	14.1 ans

Ensemble	177 381	100%	14 720	138 900	11%	15.0 ans
-----------------	----------------	-------------	---------------	----------------	------------	-----------------

Annexe 21: NPTZ émis en 2008, finançant un logement situé en Ile de France

(Déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Analyse par tranche de revenu d'éligibilité (*)	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne
Tranche 1	7 226	21%	16 920	152 700	11%
Tranche 2	5 028	15%	17 110	159 700	11%
Tranche 3	4 875	14%	17 780	173 700	10%
Tranche 4	8 308	24%	19 210	192 400	10%
Tranche 5	8 660	25%	22 370	229 900	10%
Ensemble	34 097	100%	19 010	185 900	10%

Types d'opération	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
Achat neuf individuel	482	1%	23 510	227 700	10%	11,5 ans
Achat neuf collectif	3 042	9%	20 860	193 300	11%	13,7 ans
Construct ^o maison ind. (achat terrain)	706	2%	23 000	228 300	10%	11,3 ans
Construct ^o maison ind. (hors achat terrain)	230	1%	21 650	180 100	12%	11,5 ans
Acquisition-Amélioration individuel	1 071	3%	19 360	198 800	10%	12,5 ans
Acquisition-Amélioration collectif	2 436	7%	18 030	175 300	10%	13,7 ans
Acquisition Seule individuel	6 805	20%	19 910	212 300	9%	11,3 ans
Acquisition Seule collectif	19 325	57%	18 220	173 600	10%	14,1 ans
Ensemble	34 097	100%	19 010	185 900	10%	13,3 ans

Caractéristiques du ménage emprunteur

	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
--	---	-------------------	---------------------------	-----------------	----------------------------

Age de l'emprunteur

<= 25 ans	4 672	14%	17 120	160 700	11%	16,6 ans
26 à 35 ans	20 124	59%	18 460	186 200	10%	13,1 ans
36 à 45 ans	6 776	20%	21 300	200 300	11%	12,2 ans
46 à 65 ans	2 491	7%	20 780	191 600	11%	12,1 ans
> 65 ans	34	0%	16 950	187 800	9%	8,9 ans

Taille du ménage

1 personne	13 084	38%	14 310	154 300	9%	17,4 ans
2 personnes	9 744	29%	19 930	199 000	10%	10,8 ans
3 personnes	5 376	16%	22 000	204 300	11%	10,1 ans
4 personnes	3 761	11%	24 240	217 200	11%	10,5 ans
5 personnes	1 593	5%	26 410	218 900	12%	12,3 ans
6 et plus	539	2%	28 490	222 700	13%	13,4 ans

CSP

Agriculteur	8	0%	18 200	214 100	9%	13,5 ans
Artisan-commerçant	662	2%	21 720	218 300	10%	13,2 ans
Cadre	9 387	28%	18 510	211 800	9%	11,7 ans
Employé	11 568	34%	18 770	173 200	11%	14,3 ans
Inactif	382	1%	18 350	186 000	10%	14,9 ans
Ouvrier	4 823	14%	20 700	169 200	12%	14,5 ans
Profession intermédiaire	7 157	21%	18 720	181 300	10%	13,1 ans
Retraité	110	0%	18 160	170 200	11%	11,6 ans

Ensemble	34 097	100%	19 010	185 900	10%	13,3 ans
-----------------	---------------	-------------	---------------	----------------	------------	-----------------

Annexe 22 : Principales caractéristiques des NPTZ émis dans les DOM

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

Répartition des émissions de PTZ DOM par département

	2006				2007				2008			
	Effectifs	Part du neuf	Part de l'ancien		Effectifs	Part du neuf	Part de l'ancien		Effectifs	Part du neuf	Part de l'ancien	
Guadeloupe	105	16.3%	60%	40%	113	17.6%	58%	42%	149	20.6%	63%	37%
Martinique	256	39.7%	58%	42%	215	33.4%	59%	41%	211	29.1%	54%	46%
Guyane	11	1.7%	45%	55%	29	4.5%	69%	31%	26	3.6%	46%	54%
Réunion	273	42.3%	73%	27%	286	44.5%	66%	34%	338	46.7%	59%	41%
Ensemble DOM	645	100%	64%	36%	643	100%	63%	37%	724	100%	58%	42%

Coût moyen d'opération et montant moyen du PTZ DOM par type d'opération

(en euros)	2006			2007			2008		
	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ
Individuel Neuf	127 200	13.9%	17 700	135 900	16.6%	22 600	138 400	16.0%	22 100
Collectif Neuf	133 900	10.5%	14 000	145 000	13.0%	18 900	172 500	10.8%	18 700
Individuel Ancien	126 100	11.0%	13 900	146 000	12.7%	18 500	132 600	14.9%	19 700
Collectif Ancien	92 500	12.3%	11 400	109 500	14.4%	15 800	112 100	14.0%	15 700
Ensemble DOM	123 200	12.9%	15 900	134 700	15.2%	20 500	133 800	15.2%	20 400

	2006		2007		2008	
Individuel Neuf	99.6 m²	4.0	103.7 m²	4.0	105.4 m²	4.0
Collectif Neuf	74.9 m²	3.3	77.6 m²	3.1	68.1 m²	2.9
Individuel Ancien	103.0 m²	3.9	93.2 m²	3.9	95.2 m²	3.7
Collectif Ancien	65.6 m²	3.0	62.5 m²	2.9	61.4 m²	2.8
Ensemble DOM	95.1 m²	3.8	94.3 m²	3.8	94.7 m²	3.7

Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ DOM par tranche de revenu fiscal de référence

	2006		2007		2008	
Tranche 1	169	26.2%	152	23.6%	185	25.6%
Tranche 2	127	19.7%	113	17.6%	126	17.4%
Tranche 3	120	18.6%	145	22.6%	137	18.9%
Tranche 4	156	24.2%	144	22.4%	194	26.8%
Tranche 5	73	11.3%	89	13.8%	82	11.3%
Ensemble DOM	645	100%	643	100%	724	100%

Annexe 23 : Répartition des ménages bénéficiaires de NPTZ DOM selon l'âge de l'emprunteur

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

	2006		2007		2008	
âge <=25	29	4.5%	33	5.1%	39	5.4%
25< âge <=35	291	45.1%	302	47.0%	329	45.4%
35< âge <=45	233	36.1%	230	35.8%	267	36.9%
45< âge <=65	92	14.3%	77	12.0%	88	12.2%
65< âge	0	0.0%	ns	0.2%	ns	0.1%
Ensemble DOM	645	100%	643	100%	724	100%

Répartition des bénéficiaires de PTZ DOM selon le nombre de personnes dans le ménage

	2006		2007		2008	
1 ou 2 personnes	279	43.3%	288	44.8%	339	46.8%
3 personnes et plus	366	56.7%	355	55.2%	385	53.2%
Ensemble DOM	645	100%	643	100%	724	100%

Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ DOM selon la CSP de l'emprunteur

	2006		2007		2008	
Agriculteurs	ns	0.3%	ns	0.5%	2	0.3%
Artisans, commerçants	22	3.4%	12	1.9%	22	3.0%
Cadres	59	9.1%	54	8.4%	59	8.1%
Prof. Intermédiaires	142	22.0%	188	29.2%	142	19.6%
Employés	306	47.4%	274	42.6%	306	42.3%
Ouvriers	95	14.7%	96	14.9%	95	13.1%
Retraités	ns	0.5%	ns	0.9%	3	0.4%
Inactifs	16	2.5%	ns	1.6%	16	2.2%
Ensemble DOM	645	100%	643	100%	724	100%

Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ DOM selon la situation matrimoniale de l'emprunteur

	2006		2007		2008	
Marié	227	35.2%	217	33.7%	222	30.7%
Veuf	ns	0.5%	ns	0.8%	ns	0.4%
Divorcé ou séparé	55	8.5%	44	6.8%	51	7.0%
Célibataire	256	39.7%	267	41.5%	292	40.3%
Vivant maritalement	104	16.1%	110	17.1%	156	21.5%
Ensemble DOM	645	100%	643	100%	724	100%

Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ DOM selon le précédent statut d'occupation

	2006		2007		2008	
Locataire HLM	50	7.8%	58	9.0%	73	10.1%
Autre locataire	394	61.1%	392	61.0%	444	61.3%
Vit chez ses parents	172	26.7%	170	26.4%	186	25.7%
Autres statuts	29	4.5%	23	3.6%	21	2.9%
Ensemble	645	100%	643	100%	724	100%

ns : (non significatif) = effectif inférieur à 10 à usage interne à l'administration seulement et donc non publiable à l'extérieur pour des raisons de protection du secret statistique relatif aux données individuelles.

Annexe 24 : Parts de marché des établissements émetteurs de NPTZ DOM

(déclarations arrêtées au 31/03/2009)

(Montants en millions d'euros)	2006			2007			2008		
	Effectifs	Montant prêté	%	Effectifs	Montant prêté	%	Effectifs	Montant prêté	%
Caisses d'Epargne	152	2.49	24.3%	121	2.60	19.6%	186	3.93	26.6%
Crédit Foncier	67	1.00	9.8%	70	1.25	9.5%	100	1.52	10.3%
Crédit Agricole	170	2.74	26.7%	138	2.86	21.7%	135	2.70	18.3%
Banques Populaires	90	1.44	14.1%	95	2.24	17.0%	145	3.54	24.0%
Crédit Mutuel	133	2.04	19.9%	177	3.44	26.1%	122	2.36	16.0%
Crédit du nord	ns	0.00	0.0%	ns	0.02	0.1%	ns	0.00	0.0%
BNP Paribas Presonal Finance	ns	0.00	0.0%	ns	0.09	0.7%	ns	0.00	0.0%
CIC	ns	0.07	0.7%	13	0.30	2.2%	11	0.20	1.3%
BNP Paribas	25	0.40	3.9%	20	0.39	2.9%	23	0.49	3.3%
Autres	ns	0.05	0.5%	ns	0.03	0.2%	ns	0.02	0.1%
Ensemble DOM	645	10.2	100%	643	13.2	100%	724	14.8	100%

ns : (non significatif) = effectif inférieur à 10 à usage interne à l'administration seulement et donc non publiable à l'extérieur pour des raisons de protection du secret statistique relatif aux données individuelles.